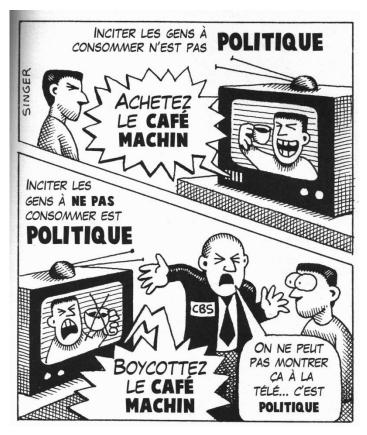
Mordons les chiens de garde!

Revue de presse n°27

juillet-septembre 2022

Mouvement et initiatives populaires



Humour de Singer

Table des matières

8 balises pour analyser les projets d'urbanisme : étude de cas (Val-St-Lambert)	3
Des opposants à un projet immobilier installent une ZAD urbaine à Anderlecht	
La « Chartreuse » occupée à Liège	
Les sièges du PS, MR et Ecolo visés par une action contre l'aéroport de Liège	11
La gratuité en Belgique : flux et reflux	14
Trains, bus, métros : l'Allemagne teste les transports quasi gratuits	18
« Les Petits Producteurs », grandir et soutenir	20
Victoire quasi définitive pour la préservation des jardins ouvriers d'Aubervilliers face à la bétonisation	22
D'Alès à Roubaix, les jardins collectifs sont des oasis à préserver	
À Paris, ils habitent dans un arbre pour alerter sur l'état des forêts	
Pourquoi j'aime Anatole France	31
Écologie : des étudiants d'AgroParisTech soulèvent des questions en servant un discours radical	34
À Brasilia, les peuples autochtones campent pour défendre leurs terres	36
Afrique du Sud : la justice suspend l'exploration sismique de Shell, victoire pour les écologiques	40
Au Burkina Faso, Yacouba Sawadogo a arrêté le désert en plantant une forêt	41
Les Lentillères : construire et défendre la Zone d'Écologie Communale	43
À Saclay, marche funèbre contre une Silicon Valley à la française	
Le Malaqueen, tiers-lieu alternatif, solidaire et culturel est menacé d'expulsion	
Paraguay. L'avenir est un territoire à défendre	
Pillage éthique à la manif	59
Humour de Singer	
Réintroduire certains mammifères peut restaurer des écosystèmes entiers et agir sur le climat	
Victoire majeure pour les communautés autochtones de l'Équateur	
Contre le gaspillage, la cueillette solidaire entre voisins	
En Italie, les jeunes reprennent le combat contre le projet ferroviaire Lyon-Turin	
Un charivari festif pour défendre les terres agricoles de Pertuis	
Dans les campagnes, « nous pouvons reproduire de petites sociétés autogérées »	83
« Nous contredisons des forces politiques et financières extrêmement puissantes » (Laurent Mucchielli).	
« Une cohabitation, ça mettrait du piment dans la politique »	
Mathilde Panot : « Rompre avec ce monde de malheur, voilà qui fait rêver »	95

8 balises pour analyser les projets d'urbanisme : étude de cas (Val-St-Lambert)

Dans nos activités d'éducation permanente, nous sommes régulièrement en contact avec des collectifs citoyens en lutte contre des projets d'urbanisation, qui sollicitent notre soutien dans leur mobilisation. Nous sommes ainsi confrontés à des projets très divers, que ce soit en termes de taille, de destination, de pertinence et d'impacts environnementaux. Un outil permet d'objectiver l'analyse : les huit balises du Stop Béton. Application...

Il est important que les réflexions menées sur l'aménagement du territoire sortent de l'approche « Nimby » (acronyme de « Not in my backyard » ou « pas dans mon jardin », qui décrit la tendance à refuser tout projet situé à proximité de son domicile), et nous essayons toujours d'analyser les projets de manière objective. Les huit balises du Stop Béton sont un bon outil pour cela ; en voici un exemple d'application prenant comme cas d'étude le projet de « Cristal Office Park » visant la construction de bureaux rue du Monastère, dans le bois de l'abbaye du Val Saint-Lambert, à Seraing.

Ce projet s'intègre dans le projet plus large de « Cristal Park », qui a connu de nombreux rebondissements depuis plus de dix ans, et qui fait actuellement l'objet d'une enquête judiciaire en raison des soupçons de corruption qui pèsent sur les partisans du projet. Mais ce n'est pas l'objet de notre article, et pour des raisons de concision nous allons ici nous concentrer sur le projet de construction de bureaux dont la demande de permis vient d'être déposée.

Balise n°I: Accessibilité piétonne et aux transports en commun

Plusieurs arrêts de bus sont présents à moins de 10 minutes de marche du site. Ces arrêts sont relativement bien desservis en direction de Jemeppe et Liège mais beaucoup moins en direction de Neupré et des hauteurs de Flémalle (ligne 91 – seulement 4 bus par jour). Pour l'accès en train, bien que l'emplacement prévu du projet soit situé à 3 km de la gare de Flémalle-Haute, le trajet à pied depuis la gare est trop dangereux car il passe par des routes à trafic important où il n'existe aucun aménagement pour les piétons. De plus, les correspondances entre bus et trains ne sont pas optimisées.

Le cheminement piéton aux environs immédiats, c'est-à-dire dans la rue du Monastère, n'est pas non plus confortable ni évident car de nombreuses voitures sont régulièrement stationnées sur les trottoirs. Lors de la construction, un sentier piéton sera supprimé mais le promoteur prévoit d'en créer un nouveau.

Le projet ne répond donc pas à cette première balise.

Balise n°2: L'accessibilité aux cyclistes et aux PMR

D'après le guide du SPW « Stationnement vélo et projet immobilier », un emplacement de parking pour vélo est recommandé par 100 m² de bureaux, soit 228 emplacements dans le cas de ce projet. Le promoteur n'en prévoit que 112, et justifie cela par le fait que le site est peu attractif à vélo en raison des fortes pentes notamment. Des pistes cyclables existent ou sont prévues à proximité du site, mais ne sont pas suffisamment connectées entre elles. De plus, aucun emplacement n'est prévu pour des vélos électriques, bien que le promoteur stipule qu'une trentaine d'emplacements pourraient éventuellement être ajoutés par la suite en fonction de la demande. La déclivité complique également l'accès pour les PMR : même si des aménagements PMR sont prévus sur le site même, il restera compliqué pour ces personnes d'arriver jusque-là. Le projet ne répond donc pas à cette deuxième balise.

Balise n°3: L'échelle humaine

Cette balise est un peu plus subjective que les autres, car la perception de ce qu'est une « échelle humaine » peut varier d'un individu à l'autre. Néanmoins, pour plus d'objectivité nous pouvons comparer les dimensions du projet au bâti existant. Les bâtiments existants dans la rue du Monastère sont majoritairement des maisons unifamiliales constituées de deux étages maximum. Les immeubles de bureaux atteindront quant à eux un maximum de cinq étages, pour une hauteur de 27 mètres... Il y a donc clairement une disparité d'échelle, les proportions des immeubles prévus pouvant être perçues comme « écrasantes » par rapport aux habitations voisines.

Nous estimons donc que le projet ne répond pas à cette troisième balise.

Balise n°4: Paysage bâti et non bâti

Le respect de cette balise est particulièrement important étant donné que le projet se situe dans le périmètre d'intérêt paysager du Bois de la Neuville et de l'Abbaye. Or, au vu de la hauteur des bâtiments prévus et des caractéristiques chromatiques des matériaux utilisés pour les façades (une façade ventilée terminée par un métal déployé, une façade en cassettes aluminium et une façade vitrée), l'architecture du projet est en totale rupture avec le bâti existant, majoritairement constitué de maisons en brique à un ou deux étages. Cette architecture différente va créer un nouveau point d'appel dans le paysage, attirant le regard vers ces immeubles au détriment du patrimoine bâti et naturel (forêt) existant.

Il semble donc évident que la quatrième balise n'est absolument pas respectée.

Balise n°5: Rénovation et réemploi des matériaux

Par rapport à une construction neuve, les avantages environnementaux de la rénovation sont nombreux : utilisation parcimonieuse des matériaux (jusqu'à 40 fois moins qu'une nouvelle construction), émissions de CO₂ réduites, pas d'artificialisation du sol. La rénovation devrait donc être privilégiée autant que possible. De nombreux bâtiments inoccupés sont présents sur le site des cristalleries, mais aussi dans le centre de Seraing. Cependant, au lieu de rénover ces bâtiments, le promoteur privilégie une construction neuve, qui plus est au détriment d'un espace naturel. De plus, la logique de réemploi est inexistante puisqu'il n'est même pas prévu de réutiliser sur place les terres déblayées lors des travaux de terrassement. Ces 50 655 tonnes de terre correspondent à un volume de 2110 camions qui devra être évacué du site! On ne peut qu'imaginer les impacts environnementaux et les nuisances résultant de ce transport de terres...

Le projet ne répond donc pas du tout à la cinquième balise, ce qui est d'autant plus regrettable que de nombreuses opportunités de rénovation existent à proximité...



Rassemblement du collectif « Bois du Val » devant les Tailleries, l'un des nombreux immeubles à l'abandon sur le site des cristalleries (©Pascale Stakenne)

Balise n°6: Les aménités existantes

Les aménités sont des éléments qui rendent un endroit sympathique et créent un attachement à un lieu. Les espaces verts sont des aménités particulièrement importantes pour le bien-être physique et mental, à tel point que les scientifiques parlent désormais de « Nature deficit disorder » pour décrire les problèmes de santé rencontrés par les enfants qui ne bénéficient pas d'un accès à la nature. Les espaces boisés apportent également une fraîcheur bienvenue lors des canicules, qui deviendront de plus en plus fréquentes avec le réchauffement climatique.

Prévoir le déboisement d'une forêt qui constitue un véritable poumon vert en bordure d'une zone densément urbanisée, c'est témoigner d'un mépris total pour ces aménités qui participent au bien-être des riverains. Le projet ne respecte donc pas cette sixième balise.

Balise n°7: Les activités économiques existantes

Le projet serait destiné à répondre à une demande de bureaux qui ne serait pas remplie sur Seraing. Or, la situation de ce marché a fortement évolué récemment, car le télétravail expérimenté durant la pandémie tend à s'imposer de manière structurelle dans de nombreuses entreprises, ce qui réduit par conséquent les besoins en bureaux. Aucune donnée ne permet donc d'objectiver si cette supposée demande est toujours d'actualité.

De plus, afin de soutenir les activités économiques existantes, il serait plus intéressant d'implanter ces bureaux dans le centre de Seraing, ce qui contribuerait à redynamiser le cœur de ville et à faire vivre les commerces et établissements Horeca locaux.

Nous estimons donc que le projet ne répond pas à la septième balise puisqu'il ne s'intègre pas suffisamment dans le tissu économique existant.

Balise n°8: La végétation et les espaces verts en place – les continuités entre espaces naturels

Le projet prévoit la destruction d'un jeune peuplement de frênes, mais également de boisements plus anciens et diversifiés (constitués notamment de chênes, érables et charmes dont plusieurs arbres à cavités) faisant partie du Site de Grand Intérêt Biologique du Bois de la Neuville et de la Vecquée. Ce site abrite plusieurs espèces protégées, notamment le pic noir, le pic mar et plusieurs espèces de chauves-souris. Le déboisement entrainera donc la destruction irréversible d'une partie de l'habitat de ces espèces, que les quelques plantations d'arbres et de haies prévues dans le cadre du projet ne suffiront pas à compenser. En effet, ces plantations ne trouveront place que dans les maigres espaces libres de construction et mettront de nombreuses années pour atteindre une taille et un intérêt biologique significatifs. Rien ne vaut donc la préservation de la nature existante!



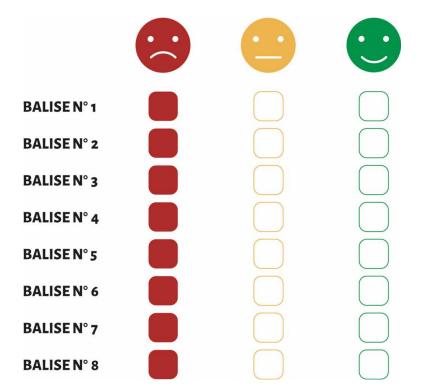
Jeunes frênes (©Xavier Spirlet)



Boisement plus ancien (©Xavier Spirlet)

La huitième balise n'est donc pas non plus respectée.

En conclusion, le projet ne répond à aucune des huit balises. Il s'agit d'un exemple presque parfait de ce qu'il ne faut pas faire en matière d'aménagement du territoire! Le collectif « Bois du Val » l'a bien compris et se mobilise activement contre ce projet...



À vous de jouer!

Il y a un projet d'urbanisme près de chez vous et vous ne savez pas trop quoi en penser ? Tentez à votre tour l'exercice des huit balises. En fonction des résultats, plusieurs cas de figures sont possibles :

- I. « Un exemple inspirant » : le projet répond parfaitement aux huit balises. Il n'y a rien à redire, n'hésitez pas à le citer en exemple pour inspirer d'autres promoteurs et architectes !
- 2. « Peut mieux faire » : le projet répond à la plupart des balises mais certaines ne sont pas suffisamment prises en compte. Dans ce cas, prenez un peu plus de temps pour analyser de manière plus détaillée les balises qui font défaut, et profitez de l'enquête publique pour formuler vos remarques afin de bonifier le projet.
- 3. « Tout est à jeter » : le projet ne répond à aucune des balises ou presque. Dans ce cas, réagissez à l'enquête publique et parlez-en à vos voisins pour susciter un maximum de réactions et mettre en place une mobilisation collective! N'hésitez pas à vous inspirer du Manuel de résistance d'Occupons le terrain : c'est une véritable mine d'informations contre les projets inadaptés, imposés et nuisibles!

Bibliographie

Les 8 balises et les espaces publics (IEW) : https://www.iew.be/les-8-balises-et-les-espaces-publics/ Cristal Park à Seraing, le retour du carton-pâte (IEW): https://www.iew.be/cristal-park-a-seraing-le-retour-du-carton-pate/

Soupçons de corruption à Seraing (Le Vif) : https://www.levif.be/actualite/belgique/soupcons-de-corruption-a-seraing-la-justice-enquete-sur-le-cristal-park-un-projet-mirage-aux-40-millions-d-argent-public-info-le-vif/article-normal-1543141.html?cookie_check=1651073925

Stationnement vélo et projet immobilier

(SPW): http://mobilite.wallonie.be/cms/render/live/fr_FR/sites/mobilite/home/actus/zone-

maincontent/actualites/stationnement-velo-et-projet-immobilier-bonnes-pratiques.html

How to protect kids from nature-deficit disorder (Berkeley University):

https://greatergood.berkeley.edu/article/item/how_to_protect_kids_from_nature_deficit_disorder Bois de la Neuville et de la Vecquée (SPW):

 $http://biodiversite.wallonie.be/fr/2113-bois-de-la-neuville-et-de-la-vecquee.html?IDD=251660602\&IDC=1881\\ Collectif « Bois du Val » : https://www.leboisduval.be/$

Jessica DELANGRE, 17 mai 2022 (IEW)

Des opposants à un projet immobilier installent une ZAD urbaine à Anderlecht



Depuis vendredi, des militants et des habitants du quartier anderlechtois de Cureghem occupent un entrepôt désaffecté en bordure du canal Bruxelles-Charleroi. Ils entendent ainsi marquer leur opposition au projet immobilier des promoteurs Immobel et BPI.

Des tours de logement de luxe

Le projet s'appelait autrefois Key West. Il a été rebaptisé A-rive. Mais pour ses opposants, il est tout aussi imbuvable. Le quartier n'a pas besoin de tours de logements de standing, estiment les activistes qui ont pris possession des lieux ce vendredi 6 mai et transformé l'îlot en ZAD (zone à défendre) urbaine.

C'est la deuxième fois qu'ils tentent de bloquer le projet immobilier par une occupation. La première fois, la police les a expulsés. Ils ont donc remis leur couvert pour clamer haut et fort à quel point ils considèrent ce projet comme désastreux.

« Désastreux parce que la vie du quartier, ses commerces, ses activités seraient impactées par l'arrivée de nouveaux habitants bien plus fortunés : produits de consommation plus chers, espaces publics fermés, sur-répression des personnes trainant dans l'espace public... Il s'agit bien d'un processus de gentrification à bloquer par tous les moyens ».

De quoi aurait besoin le quartier, demandons-nous à un habitant venu soutenir la ZAD ? « Il y a plein plein d'urgences ici en termes d'infrastructures publiques et en tant qu'habitant, j'ai l'impression qu'on est en train de construire des logements de luxe qui vont certainement changer la physionomie du quartier. Une des urgences, ce serait de travailler sur les parcs, qui sont laissés à l'abandon, de permettre d'avoir une circulation plus sécurisée. Nous avons un rond-point juste à côté d'ici où c'est vraiment un calvaire pour se déplacer. Et c'est pas rien parce que ce rond-point sépare Cureghem, qui est un quartier populaire, du centre historique d'Anderlecht. Et donc c'est tout un symbole en fait. »

Philippe CARLOT (lesoir.be du 8 mai 2022)



La « Chartreuse » occupée à Liège

Nous soutenons l'occupation de la Chartreuse

Extinction de masse des espèces vivantes, explosion des inégalités sociales, dérèglements climatiques, sansabrisme et mal-logement... les constats sont connus, les défis de notre époque sont nombreux. Pour les relever, les annonces des politiques se veulent ambitieuses et résolues : « Stop béton », « Plan canopée », « Revitalisation urbaine », « Réinventons Liège »... Malheureusement, ces belles promesses ne pèsent pas lourd lorsqu'il s'agit de passer aux actes.

Alors que l'on étouffe sous le béton, une dizaine d'hectares supplémentaires sont artificialisés chaque année sur le territoire liégeois. Alors que des milliers de logements restent désespérément vides en ville, les lotissements continuent de pousser partout en périphérie. Alors que les loyers explosent, les logements construits sont inaccessibles à la majorité de la population. Alors que des milliers de citoyen nes se mobilisent pour préserver des espaces verts de qualité, leurs voix pèsent souvent moins lourd que l'argent des promoteurs immobiliers.



À la Chartreuse, l'histoire se répète. Depuis son abandon par l'armée dans les années 80, le site a vu la végétation reprendre ses droits et de multiples usages récréatifs s'y développer. Aujourd'hui, ce poumon vert de la rive droite est un lieu d'histoire et de détente très apprécié par la population liégeoise ainsi que par la flore et la faune qui y trouvent un précieux refuge. L'histoire pourrait être belle : un lieu de guerre et de mort transformé en havre paisible et grouillant de vie... Mais c'est sans compter sur les requins de la spéculation immobilière pour lesquels toute poésie s'efface sur l'autel de la sacro-sainte plusvalue. Car Matexi - serial bétonneur bien connu - a acheté l'endroit et semble bien déterminé à y construire un énième lotissement de « standing », avec la bénédiction des pouvoirs publics. Peu importe qu'un recours en annulation du permis soit en cours au Conseil d'État ou que les oisillons soient dans les nids, Matexi veut raser, terrasser,

bétonner, vendre et rémunérer ses actionnaires, et il veut le faire maintenant!

C'est pour faire face à cette menace qu'un campement s'est installé sur le site et que de nombreuses activités y sont organisées. Quel bonheur de voir des énergies issues d'horizons diversifiés se rencontrer et dynamiser

ensemble le site dans un souffle d'enthousiasme créatif! Nous tenons à remercier et à exprimer tout notre soutien aux personnes qui s'impliquent pour protéger la Chartreuse et qui font vivre le terrain menacé.

Cet élan commun nous apporte de la joie et nous donne de la force. Cette joie et cette force sont nécessaires pour affronter les défis de notre temps. Ce qui n'est pas nécessaire par contre, c'est de construire un nouveau lotissement de standing sur un espace vert. Nous n'en avons pas besoin.

Nous avons besoin d'îlots de fraîcheur lors des canicules. Nous avons besoin de logements décents à des prix abordables. Nous avons besoin de sols capables d'absorber les pluies et de décomposer les matières organiques. Nous avons besoin d'espaces de jeu, de promenade et de détente proches de nos domiciles. Nous avons besoin de refuges pour la vie sauvage. Nous avons besoin de processus démocratiques dans lesquels nos volontés sont réellement prises en compte.

Nous appelons donc à nouveau les pouvoirs publics à prendre au sérieux les voix des citoyen nes en s'engageant à préserver l'entièreté du parc de la Chartreuse.

Mais nous ne sommes pas dupes. Nous savons que la soif de profit et le dogme de la propriété privée lucrative sont profondément ancrés et que les vieilles méthodes sont tenaces. Nous nous attendons donc à ce que les personnes qui occupent courageusement ce bout de terrain soient calomniées et trainées dans la boue, que les personnes qui y organisent des activités soient dénigrées et que celles qui choisissent de le défendre soient criminalisées.

Comme nous prenons soin de la Chartreuse, nous prendrons donc soin aussi des personnes diversifiées et colorées qui la font vivre et la protègent. Car notre force est dans l'entraide, nous serons solidaires avec celles et ceux qui s'opposent au règne du fric et du béton. Vive l'occupation de la Chartreuse!



3 avril 2022

https://www.asymptomatique.be/la-chartreuse-occupee-a-liege/

Les sièges du PS, MR et Ecolo visés par une action contre l'aéroport de Liège.

Ce vendredi 17 juin à Bruxelles, les militant.e.s du collectif Stop Liège Airport ont mené trois actions successives visant les trois sièges des partis majoritaires du gouvernement wallon: PS, MR et Ecolo. Les militant.e.s demandent à ce que les partis s'opposent au renouvellement du permis d'exploitation de l'aéroport de Liège (une décision est attendue des ministres Tellier (Ecolo) et Borsus (MR) vers la rentrée académique). Une banderole a été déployée sur la façade de chacun des partis les accusant de soutenir des politiques climatosceptiques. Une lettre ouverte leur a également été laissée, les appelant à prendre position contre le renouvellement du permis.

La presse en parle ici et aussi ici (même si elle exagère quand elle parle d'attaque ; aucunes dégradations n'a eu lieu).

Les sièges du MR, PS et d'Ecolo attaqués par des militants : appel à la fermeture de l'aéroport de Liège Publié le 17 juin 2022 à 14h13

Quelques dizaines de jeunes activistes ont mené vendredi des actions à Bruxelles devant les trois sièges des partis majoritaires du gouvernement wallon (PS, MR et Ecolo) afin de les appeler à s'opposer au renouvellement du permis d'exploitation de l'aéroport de Liège, qui devrait être décidé à la rentrée académique. Une lettre leur a été déposée à chaque fois pour faire valoir des arguments.



Les militants du collectif Stop Liège Airport ont déployé, au-dessus de l'entrée des trois bâtiments, une banderole portant le logo "*Stop Liège Airport & co*" et le hashtag #PolitiqueClimatosceptique.

Sur celle du MR, il était spécifié le message *« Fier d'être climatosceptique*! » Les activistes ont bombardé au matin les vitres du bâtiment avec du faux pétrole.

Au siège d'Écolo, ils ont écrit des messages à la craie comme *« Assumez de changer le système »* sur le sol et les murs. La banderole portait le message *«* Votre *avenir désirable* = + d'avions + d'emplois précaires ».



Celle accrochée sur le siège du PS en milieu de journée liait ces deux résultats à l'éco-socialisme. Une quarantaine de militants, soit plus que lors des deux précédentes actions, ont déposé devant l'entrée de multiples boîtes en carton pour symboliser le nombre colossal de colis qui transitent par l'aéroport chaque année.

La police a procédé au contrôle des identités avant la dislocation du groupe peu avant 14h00. Le collectif estime dans son communiqué que « cet aéroport dédié au fret aérien favorise une économie globalisée du "*tout, tout de suite*" basée sur la surconsommation et la surexploitation des ressources naturelles et des gens ».



Un des porte-parole du groupe défend que « ce modèle aberrant est obsolète et nous mène droit dans le mur. Le PS, le MR et Ecolo se disent conscients du dérèglement climatique en cours. Nous leur lançons donc le défi de passer des mots aux actes en mettant un terme aux activités de l'aéroport de Liège ».

Cette action s'inscrit dans la lignée de la campagne menée depuis plus de deux ans par le collectif Stop Alibaba & co, qui alerte sur les conséquences environnementales du développement aéroportuaire liégeois et qui s'oppose à l'implantation de la filiale logistique du géant chinois de l'e-commerce Alibaba.

RTL.be

Le siège du MR a été bombardé de faux pétrole, tandis que l'entrée du siège du PS a également été envahie par une multitude de boites en carton symbolisant le nombre colossal de colis qui transitent par l'aéroport chaque année (plus de 500 millions en 2020).

Pour le collectif, cet aéroport dédié au fret aérien favorise une économie capitaliste globalisée du 'tout, tout de suite' basée sur la surconsommation et la surexploitation des ressources naturelles et des gens. Soutenir

l'aéroport de Liège mènerait à la destruction d'emplois locaux par la mise en concurrence avec l'e-commerce international, pour la création d'un nombre limité d'emplois précaires, très largement subventionnés — qui renforcera et accélérera également la crise écologique actuelle. Ce modèle économique n'a sa place ni à Liège, ni ailleurs².

« Le dernier rapport du GIEC est sans appel : une action immédiate et des politiques ambitieuses sont requises dès maintenant pour parvenir à un pic des émissions dans moins de trois ans — qui doivent ensuite diminuer de près de la moitié d'ici 2030 par rapport à 2019. Or les politiques wallons 'font pire que rien', étant donné leur soutien sur la dernière décennie au développement de l'aéroport de Liège, qui émettrait en 2040 autant que la Wallonie tout entière » avance Camille, une des militantes présente ce jour³.

« Ce modèle aberrant est obsolète et nous mène droit dans le mur, ajoute Paul, un des porte-parole du groupe. Le PS, le MR et Ecolo se disent conscients du dérèglement climatique en cours. Nous leur lançons donc le défi de passer des mots aux actes en mettant un terme aux activités de l'aéroport de Liège. Si les politiques votent en faveur de cet aéroport, devrons-nous en conclure qu'ils et elles sont climatosceptiques ? »

- L'action s'inscrit en soutien à la campagne menée depuis plus de deux ans par le collectif Stop Alibaba & co et d'autres, comme les Jeunes FGTB, qui alertent sur les enjeux sociaux, et environnementaux du développement aéroportuaire liégeois et l'arrivée de la filiale logistique d'Alibaba, géant chinois de l'ecommerce. Pour plus d'informations sur Stop Alibaba & co et les argumentaires de la lutte, voir le site web du collectif www.stopalibaba.com. Pour plus d'information sur cette action, contacter stop-liegeairport@riseup.net
- Des photos de l'action en libre usage, les lettres aux partis, et flyers sont sur https://cutt.ly/NJ4O7BA
- Pages Facebook pour la diffusion des actions : https://cutt.ly/6J4G2WJ (photos, vendredi) et https://cutt.ly/mKyVBMc (vidéo, samedi)

1 Selon Mounir Mahjoubi, ancien ministre français du numérique, chaque emploi généré par Amazon a entraîné la perte de deux emplois ailleurs (Source : http://d.mounirmahjoubi.fr/AmazonVerslinfiniEtPoleEmploi.pdf)
2 En 20 ans, plus de 1,24 milliard de fonds publics ont été injectés dans le fonctionnement et les infrastructures aéroportuaires de Bierset (Source : Imagine demain le monde Magazine, n°148, janvier 2022, p. 26-41)
3 Source : Pierre Ozer, climatologue et professeur de géographie, ULiège. https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/242331/11/CO2_LIEGE%20AIRPORT_20200121.pdf

RSAP-diffusion mailing list

La gratuité en Belgique : flux et reflux

La gratuité des transports s'étend à des dizaines de villes dans le monde. À la fin des années 1990 et au début des années 2000, la Belgique a connu quelques rares expériences de gratuité, mais qui ont pris fin depuis. Retour sur ces expériences, et sur celles à venir.

La gratuité des transports n'est pas un sujet nouveau en Belgique puisqu'elle a été pratiquée pendant près de 20 ans. Mais ces expériences ont été stoppées pour diverses raisons.

Des expériences passées

En Belgique, en 1996, la ville d'Hasselt en Flandre a défrayé la chronique en instaurant la gratuité totale des transports sur ses 9 lignes de bus. Cette initiative a perduré jusque fin 2013. Des coupes budgétaires y ont ensuite mis fin. Avant d'instaurer les bus gratuits, la ville a étoffé l'offre avec de nouvelles lignes, en augmentant les fréquences, mais également en rendant l'utilisation de l'automobile moins attrayante : avec des zones piétonnes, en supprimant des places de parking, en augmentant le prix du stationnement.

La fréquentation des transports en commun a fortement crû après l'instauration de la gratuité (nombre de voyages multiplié par 10 [1]), notamment pour les trajets vers l'hôpital, les supermarchés, mais aussi pour des trajets liés au shopping dans le centre-ville. Un tiers des utilisateurs étaient de nouveaux usagers des transports. Deux tiers des anciens utilisateurs ont accru leur utilisation.

Comme à Dunkerque [...], la ville d'Hasselt a choisi d'instaurer la gratuité comme alternative à un autre investissement public. Le choix budgétaire en faveur de la gratuité est d'autant plus important que le projet concurrent consistait en un contournement routier de la ville. Ce fut donc un choix politique. La question de la place prédominante de la voiture et des embouteillages qui en découlent était au centre des préoccupations. Entre 1987 et 1999, le nombre de propriétaires de voiture avait crû de 25 %, tandis que la population n'avait augmenté que de 3 % [2]. Les faibles fréquences des transports avaient probablement joué un rôle dans ce boom de la voiture individuelle.

La gratuité a été supprimée en 2013 par la majorité SP.A (parti socialiste) - CD&V (chrétiens-démocrates). C'est pourtant le SP.A et son bourgmestre Steve Stevaert qui avaient instauré la gratuité dans les années 1990. Précisons qu'en Belgique, les transports en commun sont régionalisés depuis 1991. En Flandre, les bus dépendent donc de la Vlaamse Vervoermaatschapij, plus connue sous le nom « De Lijn ». Le gouvernement flamand – qui prenait à sa charge une partie du financement du projet avec la ville d'Hasselt – n'a pas non plus souhaité poursuivre sur la voie de la gratuité. Seuls les plus de 65 ans et les moins de 20 ans ont pu conserver un accès gratuit au réseau de transport. Pour la population domiciliée, le prix du voyage est passé à 60 centimes par trajet. Les autres voyageurs ont été priés de s'acquitter du prix ordinaire fixé par De Lijn.

En 2015, le nouveau gouvernement flamand de droite et centre droit (NVA, CD&V, Open-VLD) supprimait la gratuité pour les personnes âgées, pour la remplacer par un abonnement à prix réduit [3]. On peut raisonnablement se demander si le principe même de la gratuité ne dérangeait pas plus les dirigeants en question, que l'effort financier nécessaire qui ne semblait pas insurmontable.

Les transports gratuits à Hasselt ont tout de même permis un léger report de l'automobile vers le bus. 16% des nouveaux usagers des transports en commun étaient des automobilistes. Une partie du report s'est faite depuis sur les cyclistes et les piétons. Les congestions liées à la voiture n'ont pas disparu avec la gratuité.

À Mons, en Wallonie, la gratuité a été instaurée sur 4 lignes « intra-muros » desservant le centre historique et une zone commerciale dès 1999. L'expérience s'est terminée en 2019, après que la ville ait raboté la subvention qu'elle octroyait à la société publique wallonne de transport en commun (TEC), de 400 000 à 177 000 euros par an !

La fin de la gratuité s'est accompagnée d'une refonte et d'une « rationalisation » [4] des lignes concernées. Des titres à 6 euros pour 20 voyages sont désormais proposés sur une partie des lignes anciennement gratuites. Des formes de gratuité partielles demeurent en Belgique pour certains publics ou à certaines heures comme pour les bus de nuit à Leuven, lors d'évènements comme les réveillons ou en cas de pics de pollution.

Vers un renouveau de la gratuité?

La gratuité des transports en commun a été remise au centre des débats lors des élections régionales et communales de 2018 et 2019. La question a été soulevée en Wallonie. La déclaration de politique régionale affirme qu'elle rendra les transports en commun « progressivement » gratuits pour les moins de 25 ans et les plus de 65 ans, ainsi que pour les publics précarisés. Le sujet est revenu sur la table lors des élections

communales. La ville de Liège a déclaré qu'elle ne passerait pas aux transports gratuits. À Charleroi, le bourgmestre avait évoqué l'idée pendant la campagne, tout en précisant que si la gratuité devait être mise en place, cela débuterait par une gratuité partielle pour certains publics cibles.

La majorité en Région de Bruxelles-Capitale a inscrit la gratuité pour les moins de 25 ans et les plus de 65 ans dès 2020 dans l'accord de gouvernement. En 2017, la ville de Bruxelles avait fait l'expérience de navettes gratuites, les « free shoping bus ». Il ne s'agissait pas d'offrir un meilleur accès aux transports pour les habitants, mais plutôt de faire le lien entre deux zones commerciales. L'essai a été arrêté au bout d'un an. La ligne a été remplacée par de plus petits bus, électriques, mais payants comme le reste du réseau. Jusqu'à 2013, les plus de 65 ans bénéficiaient d'abonnement gratuit sur le réseau bruxellois. La majorité PS-CDH-ECOLO a supprimé cette offre pour proposer des abonnements à 60 euros l'année. Les partis de la coalition majoritaire en Flandre n'ont pas émis de telles propositions.

Tant en Wallonie qu'à Bruxelles, les directions des compagnies de transports publics (respectivement, la TEC et la STIB) se sont montrées réticentes à l'instauration de la gratuité, par peur de perdre en autonomie financière ou de voir le budget de fonctionnement in fine réduit.

Les montants en jeu

En 2018, les recettes provenant de la vente des tickets représentent 215,7 millions d'euros pour la STIB (Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles), soit environ 36% des dépenses de fonctionnement (d'un total de 587 millions d'euros). Ceci nous donne une estimation du coût de la gratuité complète du réseau [5].

Un coût qu'il faut néanmoins mettre en parallèle avec d'autres dépenses. Quelques études ont tenté de mesurer les coûts de la congestion automobile pour l'économie. Selon l'OCDE, les embouteillages coûtent I à 2% du PIB aux différents pays, soit entre 4 et 8 milliards d'euros pour la Belgique [6]. Le coût de la pollution de l'air pour le pays, dont une part non négligeable est le fait du transport automobile, s'élèverait chaque année à plus de 18 milliards d'euros selon l'OMS [7]. Les transports sont responsables de 22% des émissions de gaz à effet de serre en Belgique (dont plus de 97% pour le transport automobile) [8].

Par ailleurs, la Belgique propose des déductions fiscales pour les voitures de sociétés, comme avantage « extralégal ». On estime qu'environ I million [9] de voitures de sociétés sont en circulation actuellement. Ce dispositif aurait coûté entre 20 et 35 milliards d'euros à l'État en 10 ans selon les estimations [10].

La gratuité des transports semble donc réalisable au vu des sommes exposées ci-dessus. Sa mise en œuvre est plus à lier à des choix dans l'allocation des ressources et à une volonté politique qu'à un réel problème budgétaire. Si la contribution publique est la première solution avancée pour financer cette gratuité, la mise en place d'une contribution des entreprises n'est que très peu débattue alors qu'elle pourrait constituer un appoint non négligeable pour financer la mesure dans un contexte où l'impôt des sociétés et les cotisations sociales ont diminué lors des dernières années.

Précisons aussi que le millefeuille institutionnel belge répartit ces coûts et ces recettes sur des entités différentes qui devraient trouver un accord pour mettre la gratuité en œuvre. En effet, une gratuité pour les seuls Bruxellois, comme à Tallinn, exclurait de fait les Flamands et les Wallons qui viennent travailler dans la capitale, ce qui pourrait induire des discriminations et diminuer fortement l'impact de la mesure. Une participation des autres régions et du fédéral pourrait intervenir, mais celle-ci semble difficile, voire impossible à négocier au vu des sensibilités politiques dans les différentes régions et du refus du principal parti flamand, la N-VA, de nouveaux transferts budgétaires entre les régions.

En contrepartie de la gratuité, des mesures de restriction de l'usage de la voiture devraient être promues. C'est déjà le cas avec le piétonnier et les zones 30 km/h en région bruxelloise, bien que cela ne soit pas suffisant pour réduire l'utilisation de la voiture. Il est encore possible de jouer sur le prix du stationnement pour décourager les automobilistes ou encore d'étudier la mise en place de péage pour accéder à la ville en voiture – un sujet qui a fait l'objet de vives polémiques au sein de la majorité début 2020 – en veillant à ne pas interdire cet accès à ceux ayant de faibles moyens, voire en instaurant une progressivité du péage.

Et le train?

Concernant le réseau ferré, la gratuité n'est pas vraiment à l'ordre du jour, comme c'est le cas chez le voisin luxembourgeois. En 2016, les économistes Olivier Malay et Samuel Sonck publiaient une tribune [11] en faveur de la gratuité du réseau ferroviaire. Selon eux, la gratuité aurait un coût d'environ un milliard et demi d'euros par an. Il faudrait combler la perte de recette liée à la vente des billets (1,1 milliard en 2018 moins les frais liés aux contrôles et à la vente des billets), mais également consacrer quelque 500 millions d'euros

pour investir dans de nouveaux véhicules, et accroître les fréquences afin de gérer l'affluence supplémentaire liée à la gratuité.

Si le report modal n'est pas toujours spectaculaire en ce qui concerne les transports urbains, surtout lorsqu'il n'y a pas de mesures d'accompagnement, la gratuité du réseau ferré pourrait permettre un meilleur report de la voiture vers les trains sur des trajets plus longs.

La tendance en Belgique a été à la diminution de la participation publique ces dernières années. Entre 2015 et 2019, plus de 3 milliards d'euros d'économies ont en effet été réalisés par l'État sous la houlette du gouvernement MR-NVA-VLD-CD&V [12], tandis que la desserte des plus petites gares se réduisait et que les prix des billets ont augmenté en parallèle.

La gratuité, une question avant tout politique

La question de la gratuité des transports est d'abord une question de choix politiques dans l'allocation des ressources. Les montants en jeu sont certes importants, mais ne sont pas insurmontables, surtout comparés à ceux de la pollution de l'air, des embouteillages ou du soutien aux voitures de société.

Il ne faut pas perdre de vue les avantages pour les plus précarisés ni les effets bénéfiques pour l'environnement. La Belgique s'est engagée à réduire ses émissions de gaz à effet de serre avec l'accord de Paris. Il est évident qu'une réduction de l'usage de la voiture est un élément primordial pour espérer atteindre ces objectifs. Comme nous l'a montré la crise des gilets jaunes, le coût ne pourra pas peser sur les seuls automobilistes ou résidents des zones périphériques. La gratuité pourrait être une bonne alternative aux restrictions nécessaires de l'usage des moyens de transport carbonés.

Prix des transports et mouvements sociaux

Lors des dernières années, des hausses de prix des transports ont été à l'origine de plusieurs mouvements sociaux. Si le prix des transports n'est que rarement l'unique cause de ces contestations, ils en ont souvent été les déclencheurs. Voici quelques illustrations de ce phénomène.

En 2013 au Brésil, à un an de la coupe du monde de football organisée dans le pays, des manifestations rassemblant plusieurs centaines de milliers de personnes à Sao Paulo et Rio de Janeiro avaient eu lieu pour protester contre la hausse des prix des transports en commun (+ 6 %). Ces manifestations se déroulent dans un contexte d'inflation, d'affaires de corruption (Petrobras, travaux publics) et de dépenses somptuaires pour la coupe du monde.

Mais ces révoltes ne sont pas neuves au Brésil, un pays dans lequel les dépenses liées au transport représentent une part importante du budget des ménages. En 2003, à Salvador, la « revolta do buzu » (révolte des bus) avait réuni plusieurs dizaines de milliers de manifestants, dont une grande partie d'étudiants, pour protester contre la hausse des prix des tickets. Une partie des revendications reprenait l'idée de la gratuité des transports pour les étudiants. À Florianopolis, en 2004 et 2005, des manifestations avaient éclaté contre l'augmentation du prix des bus (« revolta da catraca » - révolte des tourniquets). Des collectifs vont se former dans les années qui suivent à Vitoria, Sao Paulo, Teresina, Porto Allegre (Villes rebelles : De New York à São Paulo comment la rue affronte le nouvel ordre capitaliste mondial, Ouvrage collectif – lire un extrait ici : https://www.contretemps.eu/a-lire-un-extrait-de-villes-rebelles/)

En octobre 2019, c'est le Chili qui s'embrasait à cause de la hausse du prix des transports publics, la goutte d'eau qui faisait déborder le vase. Là encore, les bas salaires, les inégalités, les retraites, la répression héritée de la dictature, les affaires de corruption ou la mainmise de grands entrepreneurs sur des pans entiers de l'économie sont la cause profonde du mouvement.

En Suède, un collectif (planka.nu) a décidé de s'attaquer au prix des transports de manière originale, en mutualisant les risques en cas de contravention. Le collectif a en effet créé un fonds, alimenté par les cotisations de ses membres (I leuros par mois). Ce fonds prend en charge les contraventions (I30 euros) pour les personnes n'ayant pas les moyens de payer les transports ou celles considérant que les services publics devraient être un moyen de réduire les inégalités. Le mouvement « planka.nu » s'est créé en 2001 à Stockholm en réaction à une hausse du prix des transports. Il fait depuis des émules dans toute la Scandinavie. En Belgique, en janvier 2020, une manifestation s'est déroulée à Bruxelles pour protester contre une hausse des tarifs des tickets papier — sous couvert de responsabilité sociale et environnementale. Les manifestants ont scandé : « À qui appartient la STIB [la société publique de transports bruxellois] ? À nous ! » et réclamé la gratuité des transports.

Pour citer cet article, Romain Gelin, « La gratuité en Belgique : flux et reflux », Gresea, mars 2022.

Notes

- [1] . Van Goeverden & al., « Subsidies in public transport », in European transport n° 32 (2006), pp. 5-25.
- [2] . Belter, von Harten & Sorof, « Advantages and disadvantages of free public transport services », EnercitEE Research Paper, 2012
- [3] . Manon Legrand, Un ticket pour le train gratuit, Alter Echos n° 424-425, Juin 2016.
- [4] . Lago N., De la gratuité à la tarification des bus intra-muros de Mons, in Dérivations, numéro 4, juin 2017, pp 82-87.
- [5] . Auxquels il faudrait soustraire les coûts du contrôle, des billets et cartes, des portiques installés ces dernières années dans les stations ; et ajouter ceux de nouveaux investissements pour des véhicules ou l'aménagement de nouvelles infrastructures.
- [6] . OECD Economic surveys. Belgium. May 2013, p.80, cité dans Conseil central de l'économie (Jan. 2019), « Vers une mobilité plus durable et plus fluide » du Rapport Emploi-Compétitivité 2018. CCE 2019-0389
- [7] . WHO Regional Office for Europe, OECD (2015). Economic cost of the health impact of air pollution in Europe : Clean air, health and wealth. Copenhagen : WHO Regional Office for Europe
- [8] .https://www.climat.be/fr-be/changements-climatiques/en-belgique/emissions-belges/emissions-par-secteur
- [9]. Le cap du million de voitures de société en Belgique est en vue, lalibre.be, 14 janvier 2020
- [10]. Voici la facture des voitures de société: au minimum 20 milliards d'euros en 10 ans, rtbf.be, 14 mars 2019.
- [11] . Le train gratuit pour tous, La Libre Belgique, 1er janvier 2016
- [12] . SNCB: 3 milliards d'économies imposées en 5 ans, lesoir.be, 23 octobre 2014.

Trains, bus, métros : l'Allemagne teste les transports quasi gratuits

L'Allemagne instaure un ticket unique à 9 euros par mois jusqu'au 31 août dans les transports en commun (sauf les trains grandes lignes). Cette mesure de soutien du pouvoir d'achat vise aussi à réduire l'usage de la voiture.



Berlin (Allemagne), correspondance

À la gare centrale de Berlin, il faut être distrait pour manquer l'information, imprimée sur de grandes affiches rouges. Partout en Allemagne, à partir du mercredi ler juin, un ticket unique de 9 euros par mois permet d'emprunter n'importe quel train régional, sans limites. Et ce n'est pas tout : le ticket est également valable dans les métros, bus, tramways, ferrys. Toutes les compagnies de transports, publics et privées, participent à l'opération qui doit s'achever le 31 août. Seuls les trains grandes lignes en sont exclus.

« J'ai l'habitude de me promener le week-end dans la campagne autour de Berlin, ça me coûtera bien moins cher, se réjouit Markus, qui patiente sur le quai de son Regional Express. En plus, on a le droit d'emporter son vélo sans coût supplémentaire! »

Carina, étudiante, n'a même pas besoin d'acheter le ticket : son abonnement passe automatiquement à 9 euros mensuels et sa validité est étendue à tout le territoire.

« 9 euros, c'est ce qu'on paye normalement pour un ticket journée à Berlin », souligne Carina. Avec les vacances qui approchent, « ça va inciter à voyager, à découvrir le pays », affirme-t-elle. De son côté, Dirk est prêt à changer ses habitudes. « Avec ma femme, on a décidé de remplacer les trajets en voiture par le bus pendant ces trois mois, assure le retraité. Normalement, ça me reviendrait plus cher. Mais avec cette offre, c'est l'inverse. »

À peine démarrée, l'opération est un succès. Mardi, 7 millions de tickets avaient déjà été vendus, selon le ministre des Transports Volker Wissing. La fédération des sociétés de transports table sur 30 millions d'utilisateurs du ticket, sans compter les usagers abonnés. Dans les conversations, le sujet domine : « Tu as acheté ton ticket ? » « Où vas-tu aller ? » Les journaux allemands rivalisent de « destinations originales à découvrir avec le ticket à 9 euros », des îles de la Baltique aux sommets alpins.

Inflation, enjeu climatique

La création du ticket unique avait pourtant surpris tout le monde, fin mars, au lendemain d'une longue nuit de négociations gouvernementales dont l'Allemagne a le secret. Pour lutter contre une inflation galopante (+7,9 % en un an), les trois partis qui composent la coalition planchent alors sur un plan de soutien au pouvoir d'achat. Les sociaux-démocrates du SPD et les libéraux démocrates du FDP tiennent à faire un geste pour les automobilistes,

en baissant la taxe sur les carburants. Les écologistes, eux, refusent de valider une mesure qui encourage à prendre la voiture.

Un compromis est finalement trouvé avec l'instauration du ticket à 9 euros, financé à hauteur de 2,5 milliards d'euros par l'État fédéral. L'opération doit soutenir le pouvoir d'achat des Allemands sans voiture, et leur permettre de continuer à se déplacer, voire de partir en vacances cet été. La mesure est censée profiter aux classes populaires : outre-Rhin, 53 % des plus pauvres ne possèdent pas de voiture, contre 8 % des plus riches, selon l'Agence fédérale pour la formation civique (BPB).



Passagers à la gare centrale de Berlin, en 2006. Wikimedia Commons/CC BY-SA 3.0/Times

L'enjeu climatique est également présent : les Verts espèrent convaincre des automobilistes de passer aux transports en commun, alors que le pays peine à atteindre ses objectifs de réduction de CO_2 . L'opération est suivie de près par des chercheurs des universités de Munich, Kassel et Braunschweig. Les Allemands changeront-ils leur façon de se déplacer grâce à cette mesure ?

Andreas Knie, chercheur à l'Institut de recherche en sciences sociales de Berlin (WZB), est sceptique. « Je pense qu'à la fin, la plupart des gens se diront que la voiture, c'est quand même plus confortable, explique le scientifique. Parce qu'on subventionne énormément la voiture, et qu'on a quasiment "un droit" à se garer gratuitement dans l'espace public. » Néanmoins, les transports en commun n'ont jamais été aussi présents dans le débat public outre-Rhin. Harmonisation des tarifs, réouverture de petites lignes, développement de « taxis publics collectifs » en milieu rural... la nécessité d'investir davantage fait désormais consensus. « C'est un énorme défi de gérer l'afflux de passagers, mais en même temps une chance unique », affirme Eva Kreienkamp, présidente du directoire de la société des transports berlinois (BVG). « C'est mon espoir secret : que les autorités fassent finalement plus que ce qui est prévu », confie Andreas Knie. À en croire les voyageurs interrogés en gare de Berlin, beaucoup partagent son avis.

Photo: Pixabay/CC/ralfskysegel

Violette BONNEBAS (Reporterre), 31 mai 2022

« Les Petits Producteurs », grandir et soutenir...



Pascal Hennen, l'un des coopérateurs, s'est attaché à l'ouverture d'un magasin pour soutenir la coopérative des Compagnons de la Terre, un peu comme un pop-up store, occupant un magasin vide dans le quartier en Neuvice à Liège. © Michel Tonneau

Couronnée par le prix Financité, la coopérative liégeoise qui gère des magasins d'alimentation locale continue de grandir à son rythme tout en soutenant des petits producteurs de la région ou d'ailleurs.

Des coopératives rassemblant des citoyens, des producteurs et des vendeurs, il en existe en veux-tu en voilà. À la campagne comme en ville, à l'exemple de Liège qui bénéficie de tout un réseau depuis quelques années, créé autour de l'ASBL Ceinture Aliment-Terre, qui vise à mettre en place une certaine souveraineté alimentaire dans la Cité ardente et à soutenir les producteurs en circuit court. La coopérative à finalité sociale Les Petits Producteurs en est née dans la foulée.

Pascal Hennen, l'un des coopérateurs, s'est attaché à l'ouverture d'un magasin pour soutenir la coopérative des Compagnons de la Terre, un peu comme un pop-up store, occupant un magasin vide dans le quartier en Neuvice à Liège. C'était en septembre 2016 et si les Compagnons de la Terre n'existent plus, la coopérative des Petits Producteurs a continué à se développer.

« Ce test fut en effet concluant, il y a eu rapidement de la demande car il n'y avait pas de primeurs dans cette rue agrémentée de petits commerces », commente François Olivier, chargé de communication des Petits Producteurs. « Rapidement, d'autres produits alimentaires que des légumes ont rejoint le magasin. Un an plus tard, les statuts de la coopérative étaient publiés et un premier appel à épargne lancé pour pouvoir ouvrir un deuxième magasin, dans un autre quartier, à Sainte-Walburge. L'idée était en effet de créer une épicerie de petite taille dans divers quartiers de la ville, de donner de l'accessibilité à des produits liégeois bons et pas trop chers, tout en rémunérant les producteurs à hauteur de leur travail. »

Des appels à épargne concluants En décembre 2018, toujours suite à un appel à épargne pour augmenter le capital, mais avec un budget précis, un troisième magasin était ouvert dans le quartier de Vennes. Puis la coopérative remporta un appel à projets initié par la Ville de Liège, qui visait à octroyer des parcelles inoccupées lui appartenant, pour permettre l'installation de nouveaux projets de producteurs. C'est ainsi que Les Petits Producteurs ont obtenu la gestion à Sainte-Walburge d'un terrain de 120 ares. « On a pris en charge l'investissement matériel », poursuit Olivier François, « et ce projet baptisé Pousse Pousse, via une

ASBL de deux producteurs, est fonctionnel depuis avril 2020 », avec l'objectif de vendre un maximum de produits dans le magasin de la coopérative à Sainte-Walburge. Et en basse saison, ces maraîchers ont une place comme commerçants dans ce magasin, la coopérative facilitant ainsi la combinaison de deux métiers. En 2019, la coopérative déménagea son premier magasin dans un autre immeuble en Neuvice, et un an plus tard, un nouvel appel à épargne était lancé pour pouvoir initier un projet de cuisine pour préparer des plats mijotés avec les légumes du cru tandis qu'un quatrième magasin allait être ouvert à Visé, se rapprochant ainsi de producteurs de la Basse-Meuse.

Aujourd'hui, les quatre magasins proposent des produits assez similaires, soit 95 % d'alimentaire allant du pain, cuit à façon pour la coopérative par deux boulangers, avec la farine de blé d'un producteur, aux légumes, oeufs, fromages, boissons diverses et charcuterie, notamment. Le développement de filières comme celle du pain est d'ailleurs une priorité de la coopérative, et d'autres devraient suivre, toujours dans l'objectif de valoriser le travail des producteurs tout en leur donnant un revenu correct. « Une fois par an », poursuit François Olivier, « on leur annonce une estimation de nos besoins pour les quatre magasins et on dresse un calendrier collectif qui permet aux producteurs de planifier leur travail tout en garantissant un revenu sur douze mois. On ne cherche pas le profit, il n'y a pas de dividendes. On essaie de motiver un maximum de producteurs car si on continue de grandir, il faudra en trouver de nouveaux et surtout des terres à travailler si pas en bio, au moins dans le cadre d'une culture raisonnée. »

Prix Financité

Le prix Financité de 2 500 euros, octroyé par les internautes, salue le travail de cette coopérative qui emploie 24 personnes et fonctionne avec une cinquantaine de producteurs de la région liégeoise, mais aussi de plus loin quand il s'agit de disposer de fruits et légumes plus sudistes mais qui proviennent de coopératives qui travaillent dans le même esprit qu'elle, que ce soit en Italie ou en Espagne.

L'argent du prix Financité viendra donc renforcer le modèle des filières d'approvisionnement voire de transformation, tout en améliorant la logistique des Petits Producteurs qui gèrent quatre magasins. J.-L.B.

Jean-Luc BODEUX (Le Soir du 29 mars 2022)

Infos: www.lespetitsproducteurs.b

Victoire quasi définitive pour la préservation des jardins ouvriers d'Aubervilliers face à la bétonisation

Une décision de justice vient d'ordonner la suspension des travaux, qui détruisaient en partie les jardins cultivés par les habitants. Une victoire, après un an de mobilisation locale contre la bétonisation.



Début février, la Cour administrative d'appel de Paris avait donné raison au collectif qui lutte pour la préservation des jardins ouvriers d'Aubervilliers, menacés de bétonisation. Le 9 mars, c'est le juge des référés qui est également allé dans leur sens : il a demandé la suspension immédiate des travaux. Une décision qui sonne comme une victoire presque définitive pour les militants. L'édification d'un centre nautique – avec bassin d'entraînement olympique en vue des JO 2024, un solarium et diverses autres activités – en lieu et place de parcelles cultivées par les habitants du quartier ne devrait donc pas avoir lieu. Dans un communiqué un peu alambiqué, ce I4 mars, Karine Franclet, la maire UDI d'Aubervilliers, et Mathieu Hanotin, le président PS de l'intercommunalité Plaine Commune, ont annoncé renoncer à tout ce qui n'est pas « en lien nécessaire avec les bassins olympiques ».

A priori, seul le projet de piscine, qui n'empiète que légèrement sur les jardins, est maintenu. Dans leur communiqué, les élus expliquent que l'avenir du projet de centre nautique fera l'objet « d'une communication ultérieure ». Cet abandon est une belle victoire pour les militants qui luttent depuis plus d'un an pour la préservation de ces jardins, et que basta! a suivi à plusieurs reprises. Il y a encore quelques semaines encore, cette victoire paraissait impensable tant les travaux semblaient définitivement lancés. Après avoir été occupée par plusieurs dizaines de militants et transformée en « JAD » (Jardins à défendre), une partie des jardins des Vertus avaient finalement été rasée en septembre 2021. Et ses défenseurs expulsés. Depuis, le ciment avait commencé à ensevelir les potagers.

« S'assurer que la décision rendant illégaux les travaux soit bien respectée »

La décision de la cour administrative d'appel de Paris, le 10 février dernier, a renversé le cours des choses. Les magistrats ont ordonné la modification du PLUi (plan local d'urbanisme) : les empiètements sur les jardins « ne doivent pas excéder les zones strictement nécessaires à l'implantation de la gare du Grand Paris Express et de la piscine olympique », notifiaient-ils. La partie des jardins qui devait accueillir d'autres types

d'infrastructures, comme des bureaux ou des immeubles, était donc sanctuarisée. Restait en suspens la question du solarium, sujette à interprétation du fait de la notion de « strictement nécessaire ».



Marche locale pour le climat

Le 13 mars, lors de la marche pour le climat en Seine-Saint-Denis, devant le chantier détruisant une partie des jardins ouvriers d'Aubervilliers et protégé par les forces de l'ordre. Une décision de justice a ordonné l'arrêt des travaux. © *Anne Paq*

Mathieu Hanotin, le président de Plaine Commune, avait alors assuré que la décision de justice n'avait « pas de conséquence immédiate sur la question des travaux » et qu'elle ne « remettait pas en cause le projet ». La décision en référé du 9 mars sur la suspension immédiate des travaux est venue infirmer ces affirmations. La loi oblige même les élus à remettre en état la zone détruite par le chantier.

« C'est une immense victoire pour le collectif de défense des jardins et les mobilisations écologistes ! », ont réagi les « jadistes ». Une marche locale pour le climat s'est déroulée le 13 mars, pour rappeler les enjeux inhérents au département de la Seine-Saint-Denis : une très forte bétonisation, absence d'espaces verts, un important taux de pauvreté, une concentration des passoires thermiques... Et de dénoncer les nombreux aménagements des Jeux olympiques et du Grand Paris qui, pour les militants, accentuent cet état de fait.

Pierre JEQUIER-ZALC, avec Anne PAQ (photos) (Basta)

D'Alès à Roubaix, les jardins collectifs sont des oasis à préserver



Lieux de partage et de transmission, refuges pour les animaux, pourvoyeurs de nourriture pour les précaires... Les jardins familiaux doivent être soutenus par des politiques publiques ambitieuses, écrivent les auteurs de cette tribune.

Les auteurs de cette tribune sont Damien Deville géographe et anthropologue de la nature, et Annie Lahmer, conseillère régionale écologiste en Île-de-France.

Les jardins familiaux sont une mémoire collective vivante : ils portent l'histoire. En les regardant, nous pouvons retrouver les codes, les mœurs, les traditions culinaires et agricoles qui ont marqué les temps passés. Depuis la création des jardins ouvriers par le député et ex-abbé Jules Lemire, en 1896, des techniques agronomiques y ont été expérimentées, comme le palissage des pêches à Montreuil, en Île-de-France ; des concours de semis et de récoltes s'y sont déroulés, comme à Alès, dans le Gard ; des fêtes se sont perpétuées et des informations, des idées ont été transmises. Ainsi, pendant la Seconde Guerre mondiale, les jardins étaient des lieux de ravitaillement où s'échangeaient les nouvelles du front ; à Detroit, dans le Michigan, les jardins sont désormais des lieux d'éducation populaire pour les descendants noirs américains.



Les jardins familiaux de Fleury-Mérogis (Essonne), à 200 mètres à vol d'oiseau de la célèbre prison, sont menacés. © *Emmanuel Clévenot/Reporterre*

Ceux d'Aubervilliers vont d'ici peu fêter leurs I 00 ans. Magnifique héritage, ils sont installés sur une ancienne et réputée plaine légumière cultivée dès le Moyen Âge. Jusqu'au milieu du XXe siècle, elle fut appelée la « plaine des Vertus », en référence à la qualité agronomique des sols. Elle a donné des légumes de réputation nationale que l'on peut découvrir au musée des cultures légumières de La Courneuve. Poireaux des Vertus, betterave rouge des Vertus, navet demi-long des Vertus, gros chou Milan des Vertus ont été longtemps vendus en abondance dans les Halles de Paris pour nourrir les Parisiens. Certains jardiniers d'Aubervilliers continuent de planter les semences paysannes qui faisaient la fierté d'antan. En regardant les jeunes pousses, on comprend mieux les paysages que les ancêtres ont vus et pratiqués, ce qu'ils ont voulu garder et transmettre.

L'autoconsommation des légumes, herbes et fruits cultivés soutient les personnes précaires

Les jardins familiaux sont également des lieux où le lien social guide le quotidien. Épaule contre la solitude, canne pour le fragile, guide pour l'aveugle, ils accompagnent ceux et celles qui se sentent isolé.es et vulnérables. Dans des villes de plus en plus uniformes, où l'on passe d'un point à un autre sans prendre le temps de regarder, de rencontrer, de sentir, les jardins sont une oasis pour le vivre-ensemble. Ils permettent un autre rapport au commun, encouragent la coconstruction et la réciprocité entre des humains et un lieu, entre des individus et des plantes. Nous pensons ici à ces jardiniers de Roubaix, dans le Nord, qui ont créé une école populaire pour des personnes en décrochage scolaire : les jeunes adultes apprennent les gestes des jardiniers et découvrent les métiers paysans mais aussi la rhétorique, la culture générale, la géographie et l'histoire. Depuis les jardins s'invente une nouvelle manière de recevoir et de pratiquer le savoir.

Nous pensons aussi aux jardiniers d'Amboise qui, au pied du château de François ler, inventent des fêtes et des repas partagés : barbecues ou buffets préparés en commun. Nous pensons également à ceux d'Alès qui, attachés à un vieux centre-ville maintenant disparu, détruit par les choix politiques des années 1960, remettent poésie et couleurs dans leurs quartiers en parsemant les jardins de symboles : casque de mineur, lampe à huile, vieilles pierres récupérées dans les proches montagnes des Cévennes, éventails décorés, peinture et carte postale représentant le vieil Alès disparu. Avec les jardins, ils réparent leurs souvenirs et se réapproprient la ville.



Patrick, ancien maçon, cultive des choux, des tomates, des courgettes... dans un jardin à Alès, ici en 2020. © Marie Astier/Reporterre

Bien des jardins familiaux s'inventent aujourd'hui dans des villes qui traversent des difficultés sociales et économiques. L'autoconsommation des légumes, herbes et fruits cultivés soutient les personnes victimes de chômage longue durée ou en réinsertion, les retraités à petits revenus, à défaut de pouvoir les aider à sortir de la précarité financière. Les jardins permettent aussi d'apprendre de nouvelles compétences.

Nous pourrions aller plus loin, et faire des jardins un levier contre la précarité individuelle, un levier qui réinvente la ville. Pour cela, il faudrait développer des politiques publiques plus ambitieuses, en préservant le

foncier, en agrandissant des parcelles pour permettre aux jardiniers de mieux vivre encore de leurs pratiques agricoles, en accompagnant davantage ces entrepreneurs en herbe grâce à la création de marchés dédiés et, pourquoi pas, soutenir ceux qui souhaitent devenir agriculteur.

Dans les ceintures des grandes métropoles, les jardins sont menacés

Enfin, les jardins sont des refuges de biodiversité : les hérissons et les oiseaux reviennent s'y réfugier. Et ils peuvent nous aider à résister au changement climatique. Les grandes chaleurs sont contenues, les fleurs retrouvent une respiration... Car, rappelle l'Agence de transition écologique (Ademe), « un seul arbre mature au sein d'une plantation d'arbres évapore 450 litres d'eau quotidiennement, soit l'équivalent de cinq climatiseurs fonctionnant 20 heures par jour ».

La décision d'urbaniser les jardins d'Aubervilliers avait blessé la raison et le cœur. 100 ans de bénéfices sociaux, écologiques et paysagers pour deux semaines de Jeux olympiques! Existe-t-il plus violente insulte au temps qui passe? La récente décision du tribunal demandant l'arrêt de l'urbanisation des jardins, ainsi que la décision des élu.es de s'y soumettre, permet de retrouver une espérance. C'est néanmoins désastreux qu'elle n'intervienne qu'après la destruction de 19 parcelles sur 85. Les plantes vont certes repousser, mais la blessure restera dans le cœur et les souvenirs.



Raphaël, 96 ans, cultivait dans les jardins de la Buisserate près de Grenoble, en 2020. Ces 5 000 m² de verdure sont désormais détruits. © *Pablo Chignard/Reporterre*

Puisse cette décision faire jurisprudence, car, dans bien d'autres territoires, les jardins familiaux sont aussi menacés : c'est notamment le cas dans les ceintures des grandes métropoles, où la pression démographique grignote du terrain sur des espaces cultivés et des jardins centenaires. Les jardins sont des trésors d'humanité, des trésors de nature et des trésors de culture. Il est temps que la société française les considère enfin comme tels !

REPORTERRE

À Paris, ils habitent dans un arbre pour alerter sur l'état des forêts

Le grimpeur-arboriste Thomas Brail s'est perché dans l'un des platanes proche de la tour Eiffel. Il veut protéger ces arbres menacés par la construction d'une bagagerie pour touristes et dénoncer plus généralement l'industrialisation des forêts françaises.



Thomas Brail dans un platane près de la tour Eiffel à Paris, le 1er juin 2022. - © Mathieu Génon/Reporterre

Paris 7e, reportage

Les touristes en visite à la tour Eiffel n'en croient pas leurs yeux. Entre deux selfies avec la Dame de fer, ils dégainent leurs téléphones pour immortaliser un curieux funambule perché dans un immense platane bordant le célèbre monument. Juché sur des grosses branches, le grimpeur-arboriste Thomas Brail a installé son campement depuis le 30 mai dans ce colosse végétal afin de dénoncer un projet d'urbanisation des jardins entourant le monument historique. Près de 42 arbres sont menacés par la construction d'une bagagerie pour les touristes et des bureaux administratifs pour le personnel du monument. Le projet, baptisé OnE, n'est pas nouveau et avait déclenché l'ire des écologistes et des associations de défense du patrimoine ces dernières semaines.

Face à la fronde, la mairie s'était engagée à revoir ses plans pour éviter tout abattage. Mais les militants qui entourent Thomas Brail restent méfiants et doivent être reçus vendredi pour discuter de l'avenir du site. Ils réclament une révision complète du projet et l'assurance que les jardins ne seront pas bétonnés. « Regardez le platane où se trouve Thomas. Il date de 1814. Gustave Eiffel lui-même l'a protégé lors des travaux. Aujourd'hui, ses racines vont être abîmées par les constructions et il va rapidement dépérir. Pourquoi la mairie veut-elle abattre autant d'arbres alors qu'il y a plein d'hôtels particuliers vides autour pour installer des bureaux ? Elle prétend qu'elle va compenser et planter des nouveaux arbres. Mais de jeunes pousses ne rendront jamais les mêmes services que ceux qui sont bicentenaires », assure Christine Farhi, membre du Groupe national de surveillance des arbres (GNSA) de Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine).



Thomas Brail a fondé une association de protection des arbres. © Mathieu Génon/Reporterre

Cette association, créée par Thomas Brail en 2019, compte désormais plus de 70 antennes dans toute la France. Et les appels à l'aide affluent tous les jours. « Autrefois, nous avions deux ou trois sollicitations quotidiennes. À présent c'est plutôt 7 ou 8 alertes, dont environ un tiers d'intérêt public. Ce sont par exemple des gens nous contactent car leur mairie veut couper un arbre centenaire dans leur village », explique Angela Avan, membre du GNSA. L'intérêt pour la préservation des arbres semble aller croissant : en témoigne l'engouement des passants au pied du platane occupé. « Même la police est amicale et nous exprime son soutien », s'amuse Fabrice Fortner, éducateur grimpe d'arbres et acolyte de Thomas. C'est lui qui harnache les nombreux journalistes qui se sont succédé depuis le début de l'action. « Je suis là en soutien technique et moral, car parfois ce n'est pas facile d'être seul là-haut. Même si c'est le meilleur Airbnb de Paris, avec une belle vue sur la tour Eiffel », s'exclame-t-il.

Sauf que l'équipe n'est pas là pour faire du tourisme. Si le sort des platanes de la tour Eiffel a largement ému le grand public, c'est loin d'être le cas du reste des forêts françaises, qui meurent dans le silence médiatique. Thomas Brail en est bien conscient. « Je me suis accroché ici car ce qui se passe aujourd'hui sur le Champ de Mars se passe dans toute la France. »



Une banderole rappelant le soutien (en janvier 2020) à son combat de l'actuelle Première ministre a été accroché dans le platane. © *Mathieu Génon/Reporterre*

Déjà en 2019, il était resté perché 28 jours dans un arbre face au ministère de la Transition écologique afin de dénoncer les coupes abusives dans les forêts du Sud-Ouest. À l'époque, Élisabeth Borne était ministre de l'Écologie et l'avait félicité dans un tweet. Elle assurait partager ses préoccupations et promettait la mise en place d'un groupe de travail dédié.

Pour se rappeler au bon souvenir de celle qui est aujourd'hui Première ministre, Thomas Brail a imprimé cet ancien tweet sur une banderole qui se balance entre les branches de son platane occupé. Car trois ans après cette déclaration d'intention, rien n'a changé. La situation a même empiré avec le détricotage de l'article L350-3 du Code de l'environnement qui protégeait les arbres d'alignement bordant les routes et les boulevards. Le gouvernement a introduit une disposition simplifiant leur abattage si jamais ils font obstacle aux projets d'aménagement du territoire. Le GNSA demande ainsi le renforcement de cet article L350-3, un outil fréquemment utilisé par les associations écologiques.



Thomas Brail a déjà passé plusieurs semaines dans un arbre pour la défense des forêts. © Mathieu Génon/Reporterre

Autre revendication, l'encadrement des coupes rases reparties de plus belles depuis le plan de relance : « Les 200 millions d'euros prévu pour aider la filière ont surtout servi à financer des coupes rases et à planter des douglas en monoculture », a rappelé Bruno Doucet, membre de Canopée. L'association, qui se bat pour la préservation des forêts, avait organisé une conférence de presse mercredi ler juin au pied du platane occupé avec deux députés, Hubert Julien-Laferrière (non inscrit) et Mathilde Panot (La France insoumise). Celle-ci a rappelé l'incurie du gouvernement Macron sur le sujet « On industrialise les forêts exactement comme on a industrialisé l'agriculture. » Elle a également rappelé la déliquescence de l'Office national des forêts (ONF), dont les salariés en grande souffrance ne peuvent plus gérer le domaine forestier durablement.

À leurs côtés, Vincent Joseph, gestionnaire forestier, partageait le constat sur l'état déplorable des forêts françaises. Cependant, il a tenu à signaler que la profession ne pourra pas changer du jour au lendemain. « Pourquoi pas interdire les coupes rases, mais il faudra le faire sans casse sociale. » Il a également insisté aussi sur le coût financier d'une sylviculture moins industrielle. « Il faudra que les consommateurs achètent des produits issus des forêts durables car, si on n'interdit pas l'importation de bois provenant de coupes rases à l'étranger, on est cuits. »



En bas du platane, ses soutiens détaillent la situation grave dans laquelle se trouvent les forêts de France. © Mathieu Génon/Reporterre

Toujours perché dans son arbre, Thomas Brail a précisé qu'il n'était pas un ennemi de la filière bois : « Nous ne sommes pas ici pour taper sur eux. Je vis à la campagne et je me chauffe au bois, je n'ai pas honte de le dire. En revanche, il s'agit de revoir la manière dont on gère nos forêts. Et si les professionnels ne veulent pas changer, ce sont les citoyens qui vont leur imposer. »

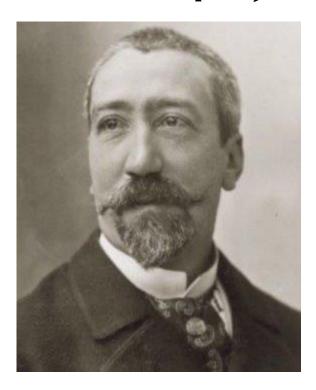
Le grimpeur-arboriste compte rester suspendu jusqu'à ce qu'Élisabeth Borne, la Première ministre, Amélie de Montchalin, la ministre la Transition écologique et Marc Fesneau, celui de l'Agriculture, acceptent de le recevoir. Et assure qu'il fera preuve de patience.



Équipé et soutenu, le grimpeur-arboriste est prêt à passer un bon moment dans ce platane qui a vu la construction de la tour Eiffel. © Mathieu Génon/Reporterre

Laury-Anne CHOLEZ et Mathieu GÉNON (Reporterre), 2 juin 2022

Pourquoi j'aime Anatole France



Lisez, ou plutôt, écoutez ceci :

« Vers 1650 résidait sur ses terres, entre Compiègne et Pierrefonds, un riche gentilhomme, nommé Bernard de Montragoux, dont les ancêtres avaient occupé les plus grandes charges du royaume ; mais il vivait éloigné de la Cour, dans cette tranquille obscurité, qui voilait alors tout ce qui ne recevait pas le regard du roi. Son château des Guillettes abondait en meubles précieux, en vaisselle d'or et d'argent, en tapisseries, en broderies, qu'il tenait renfermés dans des garde meubles, non qu'il cachât ses trésors de crainte de les endommager par l'usage ; il était, au contraire, libéral et magnifique. Mais en ces temps-là les seigneurs menaient couramment, en province, une existence très simple, faisant manger leurs gens à leur table et dansant le dimanche avec les filles du village. Cependant ils donnaient, à certaines occasions, des fêtes superbes qui tranchaient sur la médiocrité de l'existence ordinaire. Aussi fallait-il qu'ils tinssent beaucoup de beaux meubles et de belles tentures en réserve. C'est ce que faisait M. de Montragoux.

Son château, bâti aux temps gothiques, en avait la rudesse. Il se montrait du dehors assez farouche et morose, avec les tronçons de ses grosses tours abattues lors des troubles du royaume, au temps du feu roi Louis. Au-dedans il offrait un aspect plus agréable. Les chambres étaient décorées à l'italienne, et la grande galerie du rez-de-chaussée, toute chargée d'ornement en bosses, de peintures et de dorures. »

Cela coule de source, c'est parfaitement construit, très harmonieux, d'une précision totale. En un mot, c'est de l'Anatole France (Les Sept femmes de Barbe-Bleue).

Tenez, plus court : « Elle sentit une contraction douloureuse de l'estomac, un étouffement à la gorge, une brûlure de sang aux joues, une angoisse indicible. » Pas de chichi, pas d'emphase, mais on a atrocement mal avec cette personne (Jocaste et Le Chat maigre).

Je ne comprends pas pourquoi, depuis plusieurs décennies, Anatole France a, non seulement, été placé sous une lourde chape d'oubli, mais a également fait l'objet d'un dénigrement scandaleux de la part des autorités littéraires et politiques françaises. Quand il mourut, France était presque aussi populaire que l'avait été Victor Hugo en son temps (il disait que la gloire, c'est de pouvoir aller à l'opéra en pantoufles).

Il fut un écrivain immense et d'un très grand courage.

Prenons-le par le biais de l'étranger. George Orwell qui, en tant que critique littéraire, avait un jugement très sûr, écrivit en 1943, pour l'hebdomadaire socialiste *Tribune*, une étude vigoureuse sur le très populaire écrivain étatsunien Mark Twain : « Mark Twain — The Licensed Jester », que l'on peut traduire par « L'amuseur sous licence », avec cette idée que Twain était devenu la figure de référence patentée, autorisée de l'humour d'outre-Atlantique. À l'auteur de *Huckleberry Finn*, Orwell oppose fort justement celui

de Crainquebille ou encore celui qui, à l'occasion de l'affaire Dreyfus, avait forgé le mot « xénophobe ». Que disait l'auteur de 1984 ? Que Twain put avoir des prétentions à la critique sociale, à la philosophie, même ; qu'il y avait chez lui quelque chose d'iconoclaste, peut-être de révolutionnaire mais que tout cela fit long feu ; qu'au lieu d'être un héraut de la démocratie, il se contenta du rôle de figure publique, de people dirait-on aujourd'hui. Comme Anatole France, Twain était un athée, convaincu de la cruauté des hommes. Mais France, nous dit Orwell, était infiniment plus cultivé, plus civilisé que Twain. Et surtout, il fit preuve d'infiniment plus de courage. Il ne se satisfit point du rôle du jester, de l'aimable amuseur d'autorité : il attaqua frontalement ses ennemis et prit les problèmes à bras le corps. Il osa défier les autorités, y compris l'Église, tandis que Twain ne s'en prit que très rarement aux croyances établies. Y compris celle qui veut que le succès soit synonyme de valeur morale. Les romans dont Monsieur Bergeret est le héros sont une vigoureuse critique globale de la société française à la fin du XIXe siècle. En quelques pages, dans Crainquebille, France dénonce de manière spectaculaire l'injustice... de la Justice et des forces de l'ordre. Ce, du point de vue d'une certaine partie de la classe ouvrière. Sur la pierre blanche, publié en feuilleton dans L'Humanité en 1905, offre – à l'époque de l'affaire Dreyfus – une dénonciation du racisme et de l'antisémitisme et, à une époque où les nationalismes reprenaient du poil de la bête, réfléchit à la possibilité d'États-unis du monde.

Anatole France fut un radical au sens propre du terme. Pas un socialiste, même s'il lui arriva fréquemment de se faire l'avocat d'idéaux socialistes et de ceux qui avaient le front de se battre pour eux. Alors que sa dépouille n'était pas encore froide, cet homme d'un grand courage fut l'objet de lâches attaques particulièrement haineuses, du même registre que celles que Zola avait dû subir. Il faut dire qu'il avait soutenu la cause de Dreyfus, s'était permis de démythifier Jeanne d'Arc de manière rationaliste et avait écrit une histoire de France satirique en quatre volumes. Il ne pouvait qu'être détesté par les cléricaux et les revanchistes.

François-Anatole Thibault (le dessinateur Chaval avait inventé que l'auteur de L'Île aux penguins s'était trouvé un nom de plume en lançant des fléchettes sur un planisphère !) naquit à Paris en 1844 et mourut quatrevingts ans plus tard à Saint-Cyr-sur-Loire, trois ans après avoir reçu le Prix Nobel de littérature. Son père fut un sous-officier royaliste jusqu'à la Révolution de 1830, date à laquelle il démissionna pour devenir libraire et défendre les idéaux de la Révolution française. Les dieux ont soif (1908) doivent beaucoup à ces contacts précoces du jeune Anatole avec la Révolution. Dans cet ouvrage, le personnage de Brotteaux, ancien noble conscient des dérives révolutionnaires, représente peu ou prou le point de vue de l'auteur.

Au collège Stanislas, institution privée catholique où De Gaulle fut élève, France souffrit d'être de condition modeste parmi les riches. Au milieu des années soixante, il fut proche de Leconte de Lisle et de sa conception de la poésie : travail de la forme, idéal antique de la beauté, primat de la raison sur les sentiments, absence d'engagement en tant qu'écrivain.

Je n'insiste pas sur la vie privée d'Anatole France : amour déçu, puis mariage, puis liaison tumultueuse avec la célèbre égérie de la littérature française Léontine de Caillavet dont il dira : « Sans elle, je ne ferais pas de livres », puis divorce prononcé à ses torts.

France aborde le genre romanesque assez tard, avec Le crime de Sylvestre Bonnard (1881), couronné par l'Académie française. Il devient ensuite le critique littéraire du Temps, un journal de centre-gauche. Il est élu à l'Académie française en 1896.

Au sommet de sa gloire, il soutient de nombreuses causes minoritaires : il dénonce le génocide arménien et, à l'inverse de tous ses collègues académiciens, rejoint Zola dans la défense du capitaine Dreyfus. Il participe à la création de la Ligue des droits de l'homme et du citoyen, il quitte *L'Écho de Paris* antidreyfusard, et rejoint *Le Figaro*, quotidien de droite mais dreyfusard. En 1898, il rend sa Légion d'honneur parce qu'on avait privé Émile Zola de la sienne. Il soutient l'auteur de *Germinal* pendant son procès. Il refusera de siéger à l'Académie pendant seize ans.

Il se rapproche de Jean Jaurès et de son Parti socialiste français. Il prône vigoureusement la séparation de l'Église et de l'État, milite pour les droits syndicaux et dénonce les bagnes militaires.

Au début de la Première Guerre mondiale, il écrit des textes patriotiques qu'il reniera, puis milite pour la paix entre Français et Allemands, ce qui lui vaudra des menaces de mort. En 1919, il se prononcera, dans L'Humanité (quotidien auquel il avait collaboré depuis sa création), contre la « paix injuste » du Traité de Versailles. En 1922, il publie un « Salut aux Soviets » dans le quotidien communiste avant de dénoncer les premiers procès faits aux Socialistes révolutionnaires. Il est alors interdit de publication dans les journaux communistes.

Son regard sur le monde devient alors plus pessimiste, comme l'atteste Les dieux ont soif (1912), sa critique de la Terreur sous la Révolution française.

En 1922, juste après avoir été couronnée par le Nobel, son œuvre fait, en totalité, l'objet d'une condamnation papale.

Lors de la victoire du Cartel des gauches en mai 1924, il reçoit un hommage triomphal lors d'une fête en son honneur au Trocadéro. Il s'éteint paisiblement en octobre. Alors qu'il les avait refusées, des obsèques nationales sont organisées à l'instigation du président de la République Gaston Doumergue. Paul Valéry est élu à son fauteuil à l'Académie française. Il ne prononcera pas une seule fois le nom de son prédécesseur durant son éloge.

Anatole France fut reconnu par des écrivains qui savaient lire : Proust, à qui le personnage de Bergotte, dans *La recherche*, doit beaucoup ; Marcel Schwob, Georges Bernanos.

Peu après sa mort, il fut courageusement assassiné par certains surréalistes. Le tract collectif « Un cadavre » posa la question « Avez-vous déjà giflé un mort ? ». Joseph Delteil dit de France qu'il n'était qu'un « hors-d'œuvre ». Drieu La Rochelle (qui n'était pas encore sympathisant nazi, mais qui était déjà bien de droite) prophétisa : « Ce n'est qu'une France qui vient de mourir, il y en a plusieurs, il y en a qui naissent, étranges et terribles ». Parce qu'il était le fils naturel d'un préfet et qu'il avait du mal à tuer les pères en littérature, Aragon évoqua en Anatole France « le littérateur que saluent à la fois aujourd'hui le tapir Maurras et Moscou la gâteuse » ; il ajouta que tout admirateur de France était « un être dégradé » et que le grand écrivain fut « un exécrable histrion de l'esprit », bel exemple de « l'ignominie française ».

Ces godelureaux très mal dans leur peau avaient réduit Anatole France au statut d'écrivain officiel – ce qu'il était sûrement au moment de sa mort – aussi médiocre que son personnage Monsieur Bergeret.

Bernard GENSANE, 27 mars 2022

URL de cet article 37897 : https://www.legrandsoir.info/pourquoi-j-aime-anatole-france.html

Écologie : des étudiants d'AgroParisTech soulèvent des questions en servant un discours radical



Publiée le 10 mai au soir, la vidéo a franchi la barre des 450 000 vues et a rapidement animé les réseaux sociaux, pour le meilleur et pour le pire. Capture d'écran YouTube.

« À nos yeux, ces jobs sont destructeurs et les choisir, c'est nuire en servant les intérêts de quelques-uns. » Voilà en substance le message qu'a voulu faire passer un groupe d'étudiants d'AgroParisTech lors de la cérémonie de remise des diplômes, le 30 avril 2022. Militants d'ultra-gauche pour les uns, espoirs pour les autres, ces huit ingénieurs nouveaux ne vont probablement pas le rester bien longtemps : ils décident de « bifurquer » et appellent « ceux qui doutent » à en faire autant.

« Déserter » un avenir tout tracé

Si AgroParisTech se vante de former des « ingénieurs du vivant », ces huit diplômés ne sont pas du même avis. Leur discours met clairement en cause la bonne foi de l'école : « Nous sommes plusieurs à ne pas vouloir faire mine d'être fiers et méritants d'obtenir ce diplôme, à l'issue d'une formation qui pousse globalement à participer aux ravages sociaux et écologiques en cours ».

Après avoir critiqué les méthodes et débouchés de l'école parisienne, les jeunes orateurs ont tenté de peindre un autre tableau : « Des personnes qui comprennent leur territoire pour vivre avec lui sans l'épuiser, qui luttent activement contre des projets nuisibles, qui pratiquent au quotidien une écologie populaire, décoloniale et féministe, qui retrouvent le temps de vivre bien et de prendre soin les uns des autres. Toutes ces rencontres nous ont inspirés pour imaginer nos propres voies ».

Au fil de leur discours, la science et la technologie que l'on prête par habitude à l'ingénierie, semblent s'évaporer. Elles laissent place à l'apiculture, à l'agriculture collective et vivrière au sein des ZADs, au dessin, ou encore aux boulots saisonniers. Si certains d'entre eux vont se servir de leurs acquis pour innover autrement, d'autres vont passer du tout au tout. D'aucuns ironisent même... du tout au rien.

Un discours clivant, salué ou vilipendé

Une chose est sûre : cette intervention a fait jaser. Publiée le 10 mai au soir, la vidéo a franchi la barre des 450 000 vues et a rapidement animé les réseaux sociaux, pour le meilleur et pour le pire.

Sans surprise, Jean-Luc Mélenchon a salué le courage de ces étudiants, à l'instar du chercheur et contributeur au GIEC François Gemenne (université de Liège) et du médecin réanimateur Louis Fouché.

D'autres en revanche, politiquement plus à droite, se sont ouvertement moqués. L'économiste Philippe Herlin, par exemple, n'y est pas allé avec le dos de la cuillère : « Des abrutis de gauchistes anti-science et anticapitalistes. Remboursez vos études et allez vivre dans des cavernes ». Toujours prompte à défendre « la science », la journaliste du Point Géraldine Woessner s'est elle aussi indignée : « L'idéologie triomphante. Quand des militants d'ultra-gauche, étudiants d'@AgroParisTech, appellent à politiser sciences et techniques, et à jeter aux orties tout modèle qui ne serait ni décroissant, ni collectiviste, on peut s'inquiéter pour la démocratie. »

De son côté, AgroParisTech réalise une jolie pirouette et écrit sur son site : « L'intervention de ces huit diplômés, comme celles — plus nombreuses — de leurs camarades qui ont choisi d'autres voies, confirme que l'enseignement d'AgroParisTech s'inscrit au cœur des enjeux et débats qui traversent notre société. »

De quel monde voulons-nous?

S'ils sont vivement critiqués, ces appels écologistes se font de plus en plus nombreux. Comme le rappelle fièrement Le Monde, le 11 mai dernier, des étudiants des Écoles normales supérieures ont eux aussi signé une tribune pour répondre « aux enjeux impérieux de ce siècle » grâce à la science. En 2018, c'étaient des étudiants de Polytechnique et HEC qui donnaient le la.

Tous ne prévoient pas d'emprunter le même chemin, mais ils s'accordent pour dire qu'un changement de paradigme est nécessaire. Les fonceurs se tourneront vers des personnalités telles que Christophe Doré ou Bertrand Alliot, défenseurs de ce qui pourrait s'appeler une « écologie de droite et de solutions ».

Voir aussi : Écologie : « Nous avons les solutions et nous avons tous un rôle à jouer » (Christophe Doré) D'autres, plus philosophes et peut-être plus radicaux, pencheront davantage vers l'astrophysicien Aurélien Barrau, auteur de « Il faut une révolution politique, poétique et philosophique » (éditions Zulma) et défenseur d'une plus riche biodiversité. Au micro de France Inter le lundi 9 mai, il expliquait que le choix des mots est primordial pour éviter d'opposer les choses entre elles : l'homme et l'environnement, par exemple. Il s'amusait à dire que « ce qui tue aujourd'hui, c'est notre manque d'imagination », et conseillait aux jeunes ingénieurs de militer pour faire fermer leurs écoles. Selon son analyse, qui rejoint dans la forme celle de Mehdi Belhaj Kacem, il est inutile de chercher à résoudre le problème sans savoir ce que l'on veut, in fine. « Quand le postulat de départ est faux, tout le reste l'est aussi », nous confiait le philosophe autodidacte de Turenne.

Aussi faudrait-il, avant d'entreprendre quoi que ce soit – du bétonnage des terres à l'invention d'un avion à moteur hydraulique – et de choisir un camp plutôt qu'un autre, prendre du temps pour répondre à une question fondamentale : de quel monde voulons-nous ?

FRANCESOIR, publié le 13/05/2022

À Brasilia, les peuples autochtones campent pour défendre leurs terres



À six mois de la présidentielle brésilienne, près de 8 000 indigènes sont rassemblés près de la capitale à l'occasion du campement Terre libre. Ils protestent ainsi contre la destruction de leurs terres par le gouvernement d'extrême droite.

Brasilia (Brésil), reportage

« Le Brésil est à nous ! Il n'appartient ni à Bolsonaro ni aux politiciens corrompus », lance sous les hourras du public et une pluie de maracas Dinaman Tuxá, avocat originaire du peuple indigène du Nordeste. Le 18e campement Terre Libre, qui a lieu chaque année, se tient du 4 au 14 avril dans la capitale brésilienne. Quelque 8 000 indigènes représentant 172 ethnies sont rassemblés à quelques kilomètres du palais présidentiel, du Congrès et de la Cour suprême pour défendre leur territoire. Lors de la soirée d'accueil des délégations venues en bus des quatre coins du Brésil, les chefs de l'organisation rassemblant les peuples autochtones du Brésil, l'Apib, prennent la parole à tour de rôle sous une tente ovale installée sur une immense pelouse séparant les deux artères à six voies de l'axe principal de Brasilia. À part la présence des journalistes, de membres d'ONG et quelques politiciens, ce rassemblement est un entre-soi — une grande déception pour ceux et celles qui ont profité de ce long voyage pour tenter de vendre leur artisanat.

Ces dernières semaines, le gouvernement d'extrême droite et ses alliés au Congrès ont montré leur détermination à faire passer le plus grand nombre possible de lois favorables aux intérêts des agro-industriels à six mois de la présidentielle. L'urgence, pour les peuples indigènes, est d'empêcher l'adoption du projet de loi 191/2020 qui autoriserait l'exploitation des ressources naturelles dans les territoires autochtones. Son examen en urgence a été décidé début mars et se tiendra la semaine prochaine, pendant les derniers jours du campement Terre libre. Le front parlementaire de défense des droits indigènes a présenté une lettre ouverte contre le projet et espère recueillir le maximum de signatures.

Pendant dix jours, intercalées entre les présentations de danses traditionnelles hautes en couleur, des assemblées plénières et diverses réunions vont se tenir sur le campement. Revendication centrale : la reprise de la délimitation des terres indigènes, complètement paralysée depuis l'arrivée de Jair Bolsonaro au pouvoir en 2019, conformément à sa promesse de campagne. Les terres indigènes reconnues comme telles représentent 13 % du territoire brésilien, et c'est beaucoup trop, selon le président d'extrême droite, alors que près de 500 territoires sont encore revendiqués par les peuples autochtones.



Durant dix jours, des milliers d'autochtones se rassemblent lors du campement Terre Libre à Brasilia. © Pierre Le Duff / Reporterre

Bovins, culture du soja... « Il ne reste presque plus de forêt »

Depuis trois ans, le gouvernement de Jair Bolsonaro a considérablement réduit les budgets et les attributions des institutions comme la Fondation nationale de l'Indien et l'Ibama, l'organisme de protection environnementale. Résultat: les invasions illégales de territoires indigènes ont augmenté de 137 % pendant les deux premières années de son mandat selon le Conseil missionnaire indigéniste. La déforestation en Amazonie s'est accélérée et a atteint plus de 13 000 km² l'an dernier. Un record depuis quinze ans.



Sonia Guajajara, coordinatrice exécutive de l'organisation rassemblant des peuples indigènes du Brésil. © Pierre Le Duff / Reporterre

Assise en tailleur aux côtés d'autres représentants des peuples d'Amazonie, Camila, une jeune indigène de l'ethnie Puruborá, tient à faire entendre les souffrances de son peuple. Ce dernier a entrepris au début des années 2000 une procédure judiciaire pour délimiter son territoire, dans l'État de Rondônia. « À partir des années 1990, ce sont les grandes exploitations de bovins qui sont se sont installées, et depuis dix ans, la culture du soja est arrivée en force. Aujourd'hui, il ne reste presque plus de forêt et la rivière qui traversait notre territoire est à sec », se lamente la jeune femme.

Sa parole déterminée a attiré l'attention de Marina Silva, ancienne ministre de l'Environnement du président Lula, que l'ensemble des peuples indigènes présents semble soutenir car il serait le seul à pouvoir déloger Jair Bolsonaro du palais présidentiel. Quand Reporterre lui demande si elle a confiance en l'ancien président pour protéger l'Amazonie, celle qui a résisté le plus longtemps possible à la construction de l'énorme barrage hydroélectrique de Belo Monte, élude les rancœurs : « Ce qui compte, c'est d'apprendre des erreurs du passé et de faire en sorte que le camp progressiste s'engage sur les questions environnementales. Nous savons qu'il est possible de faire machine arrière. À l'époque où j'étais ministre, nous avons réduit la déforestation de 83 % en dix ans », souligne-t-elle.

Dans la capitale fédérale, environ 70 % de la population a voté pour Jair Bolsonaro en 2018. Sônia Guajajara, coordinatrice de l'Apib et égérie de la cause indigène, recommande ainsi aux participants de pas trop s'éloigner du campement : « Soyez prudents ! lci, ils ne nous aiment pas. Il est déjà arrivé que des frères se fassent agresser lors des éditions précédentes. » Et de fait, le racisme envers les cultures indigènes est bien présent dans la société brésilienne.



C'est l'épidémie de Covid-19 qui a poussé Vanda Witoto à s'engager en politique. © Pierre Le Duff / Reporterre

À la conquête de la politique

Après deux ans de rassemblement virtuel, outre l'enjeu politique national, la présence des peuples indigènes à Brasilia a aussi pour but d'alerter l'opinion mondiale, déjà sensibilisée au catastrophique bilan environnemental du gouvernement de Jair Bolsonaro. « Cela n'a pas de sens de vouloir protéger l'environnement sans lutter pour la défense de nos droits et de nos territoires, sans penser aux droits sociaux et culturels de ceux qui le protègent tous les jours. Nous sommes les gardiens de la forêt », déclare Sônia Guajajara à Reporterre, entre deux interventions sur scène. Ses propos font écho au dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), qui souligne l'importance des terres ancestrales et des connaissances de la nature des peuples indigènes dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Une heure avant le départ du premier cortège en direction de la place des Trois Pouvoirs, les Mundurukus préparent leurs banderoles sur le campement, sous la supervision de la militante Alessandra Munduruku. Elle a récemment plaidé la cause de son peuple à la COP26 à Glasgow — un « événement commercial » dit-elle, qui l'a déçue. À son retour au Brésil, elle a été cambriolée et l'électricité de son domicile a été coupée. « C'est la deuxième fois que ma maison est attaquée, relativise-t-elle, parce qu'on veut me réduire au silence, mais je continuerai à défendre notre territoire. »



L'un des objectifs du campement Terre libre est aussi de politiser les indigènes. © Pierre Le Duff / Reporterre

Le peuple Munduruku vit le long du fleuve Tapajos, où le gouvernement a récemment annoncé que trois projets de barrages hydroélectriques étaient en cours d'évaluation. Selon un rapport de Greenpeace, plus de 600 kilomètres du fleuve ont été contaminés par l'orpaillage ces cinq dernières années. D'après une étude menée par l'institut Fiocruz auprès des populations avoisinantes, près de 60 % des participants ont présenté des taux de contamination au mercure au-delà du seuil critique, et près de 16 % des enfants souffrent de troubles cognitifs causés par le métal lourd.



Pour la militante Alessandra Munduruku, la COP26 a été une grosse déception. © Pierre Le Duff / Reporterre

REPORTERRE

Afrique du Sud : la justice suspend l'exploration sismique de Shell, victoire pour les militants écologiques

Ouverte sur l'océan Indien à l'est du pays, la « Wild Coast », aux paysages sauvages spectaculaires, s'étend sur quelque 300 km et compte plusieurs réserves naturelles et zones marines protégées.

C'est là, sur une zone plus de 6 000 km², que le géant de l'énergie avait décidé de lancer un nouveau projet d'exploration sismique. Militants écologistes, pêcheurs et locaux s'y sont opposés, affirmant qu'il représente une menace pour la faune marine.

Des centaines de défenseurs de l'océan et d'amoureux de la nature avaient manifesté courant décembre sur plusieurs plages du pays et bloqué des stations essence de Shell, appelant par ailleurs à les boycotter.

Au début du mois, la justice du pays avait rejeté un premier recours des militants écologistes. Mais le ministre sud-africain de l'Énergie avait défendu le projet, accusant ses détracteurs de faire barrage aux investissements économiques dont le pays a besoin.

Cette fois, dans un nouveau recours impliquant la communauté vivant dans ce coin de nature jusqu'ici préservé, la justice a donné raison aux défenseurs de l'environnement. Le tribunal de Grahamstown dans la province du Cap-Oriental (sud-est) a « interdit d'entreprendre des opérations de prospection sismique » au géant anglo-néerlandais, selon le jugement dont l'AFP a obtenu copie.

« Nous respectons la décision du tribunal et avons suspendu l'étude pendant que nous examinons le jugement », a déclaré à l'AFP un porte-parole de Shell.

« Immense victoire »

La prospection offshore d'énergies fossiles utilise l'analyse de la propagation d'ondes sismiques pour déterminer la structure géologique des sols susceptibles de contenir des hydrocarbures. Les ondes de choc sont envoyées par des bateaux équipés de canons à air.

« Des études de cette nature sont menées depuis plus de 50 ans, avec plus de 15 ans de recherches scientifiques approfondies », a argumenté le porte-parole de Shell.

« L'Afrique du Sud est fortement dépendante des importations pour une grande partie de ses besoins énergétiques. Si des ressources viables étaient découvertes en mer, cela pourrait contribuer de manière significative à la sécurité énergétique du pays », a-t-il fait valoir.

Selon les écologistes, ces détonations risquent de perturber le comportement de la faune, son alimentation, sa reproduction ainsi que les migrations, notamment celle des baleines, la plupart des animaux marins s'appuyant sur l'audition.

« C'est une immense victoire », s'est félicitée Katherine Robinson, de l'ONG Natural Justice qui était partie civile dans le premier recours en justice contre le projet.

« Si nous voulons lutter contre le changement climatique, nous devons résister à l'exploitation du pétrole et du gaz en Afrique du Sud et sur tout le continent, même si les lobbies sont incroyablement forts », a-t-elle insisté.

Le projet de Shell devait s'étendre sur cinq mois sans interruption. Les recherches impliquaient l'envoi d'une puissante onde de choc toutes les dix secondes, 24/24h.

Shell avait assuré prendre toutes les précautions pour « éviter ou minimiser l'impact sur les poissons, mammifères marins et autres espèces sauvages », dans la zone de recherche située à plus de 20 km de la côte dans des eaux profondes de 700 à 3 000 mètres.

GEO avec AFP (publié le 28/12/2021)

(Sites GEO et bonnesnouvelles)

Au Burkina Faso, Yacouba Sawadogo a arrêté le désert en plantant une forêt

Il a sauvé son village de la désertification en plantant une forêt. Alors que tous les villageois partaient en exil, dévastés par la grande sécheresse de 1980, Yacouba Sawadogo, âgé de 30 ans, a fait le chemin inverse. Il a quitté la grande ville où il était commerçant pour retourner soigner la Terre de sa famille. En 40 ans de labeur, il est parvenu à fertiliser les sols, ramener les animaux et apprivoiser le cycle de l'eau. Aujourd'hui, la forêt de Yacouba contient plus de 90 différentes espèces d'arbres et plantes médicinales utilisées par sa communauté. Un magnifique exemple de résilience conté par le livre « L'homme qui arrêta le désert » de l'anthropologue et géographe Damien Deville.

Au Burkina Faso, les Sawadogo sont des « danseurs de pluie ». Yacouba Sawadogo est donc issu d'une longue lignée paysanne, qui sut remplacer le sable par de magnifiques greniers. Il portait en lui un héritage, mais n'avait plus ce lien avec la Terre. Ses parents, des tisserands, avaient choisi de l'envoyer dans une école coranique. Pourtant, Yacouba a sauvé son village en plantant une forêt.

À l'issue d'une rencontre de plusieurs semaines avec cet être valeureux, l'anthropologue et géographe Damien Deville a obtenu son accord pour raconter l'épopée d'une vie dans un récit nuancé empreint de poésie : « L'homme qui arrêta le désert » (Éditions Tana).

À l'origine de ce retour aux sources, la grande sécheresse de 1980 qui a frappé son village natal de Gourgan. Cumulée à l'urbanisation effrénée et incontrôlée de la région, mais aussi à l'utilisation de produits chimiques dans les champs, les terres de Gourgan étaient devenues arides et rocailleuses.

Alors que les habitants du village fuyaient massivement ces terres désolées, Yacouba Sawadogo a choisi le chemin inverse pour tenter « l'impossible » : ramener la vie au village.

« Il avait alors trente ans et il a réussi le prodige de tenir, de vivre seul et isolé. Yacouba a voyagé dans le Sahel entier pour trouver des réponses à ses questions. Il fit renaître une technique depuis longtemps abandonnée, néanmoins connue des vieux paysans du Sahel : le zaï. Cette technique consiste à creuser manuellement des trous pour y collecter de l'eau et des matières organiques. », explique Damien Deville dans son livre.

Yacouba a dû frapper les rocailles sous un soleil brûlant. Il a creusé dans la terre des cuvettes circulaires d'environ 50 cm de profondeur, à intervalle de 80 cm pendant la saison sèche. Une fois le trou terminé, le paysan a déposé un amas de feuilles et de branchages, matière organique qui fournit des nutriments aux arbres pendant leur croissance.

Enfin, il a versé de l'eau à hauteur du trou, seule fois où il irrigue. Dans le désert, chacun sait que l'eau est aussi précieuse que la vie. La saison des pluies s'est chargée du reste. Pour mieux retenir l'eau, Yacouba a observé son terrain et creusé les trous là où ruisselait naturellement la pluie, selon la topographie du sol. Cela a tout changé.

« Une forêt y a repris ses droits, si bien qu'elle est dorénavant un phare pour l'humanité, une sentinelle face à l'érosion du vivant et une forteresse contre la désertification des territoires qui menace au-delà des frontières du continent africain. », raconte Damien Deville dans son livre.

Inspiré par les Dogons, un peuple du Mali, Yacouba a aussi créé des cordons pierreux de quelques centimètres de haut avec lesquels il a minutieusement quadrillé toute sa parcelle pour ralentir la course de l'eau, et lui laisser le temps de s'infiltrer dans le sol.

Il a aussi appris à coopérer avec les animaux qui pouvaient l'aider, et notamment les termites qui remuent la terre. À chacun de leur nouveau nid, Yacouba a versé abondamment de l'eau autour de leurs édifices en signe d'hospitalité.

« À l'échelle de sa vie, Yacouba a vu le hérisson, l'antilope et le papillon disparaître. Mais par son œuvre, ses mains dans la terre, sa tête dans les étoiles, ils sont finalement revenus. », sourit le géographe.

Si Damien Deville a voulu raconter ce récit, c'est pour donner un exemple inspirant de réussite face aux ravages du changement climatique, mais aussi lutter contre l'appauvrissement de nos imaginaires occidentaux. « Contrairement à un cliché solidement ancré, les villageois d'ici et d'ailleurs n'ont rien de personnes exténuées. Ils ne sont pas mourants ni fantomatiques. Ils sont encore moins des acteurs du passé. Ces stéréotypes sont le produit d'une longue et dense histoire, celle qui a vu les grandes villes dominer le monde

et imposer leurs récits. Car si actuellement les espaces s'urbanisent, bien plus dangereux en est le corollaire : l'urbanisation de nos propres esprits. »

Honoré par les Nations Unies comme un « champion de la Terre » en 2020, Yacouba Sawadogo ne se repose pas sur ses lauriers. Il essaie à présent d'unir ville et brousse afin de permettre à son village de prospérer. Sa réussite a attisé les jalousies et les dangers restent nombreux : qu'il s'agisse du réchauffement climatique ou du dijhad qui revendique des terres proches de son village.

Mais Yacouba peut compter sur des alliés, l'œuvre de sa vie a soigné la Terre, les végétaux, et les animaux y compris les humains. Sa forêt, comprenant 90 essences médicinales différentes, a permis aux habitants du village de retrouver leur autonomie pour se soigner.

« Le premier arbre planté par Yacouba vit toujours, 40 ans après. L'arbre, dans la culture mossie, est devenu le messager d'un espoir. Celui de la santé d'un peuple, d'une terre, d'une destinée. », conclut Damien Deville.

Laurie DEBOVE (publié le 17/02/2022)

À lire sur les sites La Relève et La Peste, ainsi que bonnesnouvelles

Les Lentillères : construire et défendre la Zone d'Écologie Communale

À Dijon, 8 hectares de terres ont été préservés de l'urbanisation par l'occupation et les formes d'organisation collectives qui s'y inventent depuis douze ans. Depuis une récente annonce de la mairie, le « Quartier Libre des Lentillères » reste menacé de normalisation et de bétonnisation de deux hectares. Ce texte collectif, écrit en soutien à ce lieu de lutte, rappelle la nécessité de réinventer notre rapport à l'urbanisme et d'expérimenter d'autres formes d'habitat.

De l'importance d'un soutien large de penseur-euses et batisseur-euses de la ville

Nous, penseur euses, concepteu rices, nous habitant es de quartiers à la recherche de nouvelles manières d'habiter la ville dans un climat d'urgence climatique et sociale, observons avec attention des expérimentations remarquables et inspirantes, à l'instar de celle du Quartier libre des Lentillères. Pour nous, à Dijon comme ailleurs, il s'agit aujourd'hui que les usager es qui s'approprient la vie de leurs quartiers puissent concrétiser leur inventivité sociale et écologique.



Le Quartier libre des Lentillères s'est constitué dans la défense de 8 hectares de terres maraîchères cultivables contre la bétonnisation. Ce combat s'est notamment traduit par une occupation vivante du territoire au sein duquel se sont déployés – au-delà d'environ 80 jardins potagers et champs communs – une multitude d'autres usages : fêtes populaires, création artistique, accueil de personnes exilé.es, ateliers, artisanat, autoconstruction écologique, solidarités concrètes avec diverses luttes. La résistance a fini par porter ses fruits: fin 2019, le maire annonce que le projet d' « éco » quartier en béton qui menaçait les lieux est abandonné. Les Lentillères – dont la réalité déborde de loin le caractère réducteur des zonages cloisonnés du Plan Local d'Urbanisme – proposent alors la création d'un nouvel outil juridique à même de maintenir l'hétérogénéité des usages : la Zone d'Écologie Communale (ZEC). Mais cette tentative d'inventer le droit, de la tordre grâce au réel, qui a suscité tout notre intérêt, est menacée par le revirement politique de la municipalité. Celle-ci a dévoilé un nouveau projet de « front bâti » sur une partie des terres occupées et cultivées. Dans le même temps, elle s'est engagée dans un processus de répression de l'auto-construction de « maisons communes » pour le quartier : des convocations nominatives envoyées par la police, ainsi que plusieurs documents administratifs émanant des services de la mairie semblent bel et bien avoir pour objectif de dissuader la poursuite des travaux de ces bâtiments collectifs.

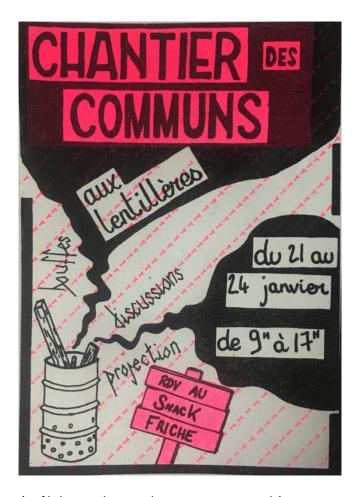


Malgré les menaces actuelles et le mépris affiché de la mairie qui tente de stigmatiser des pans essentiels du quartier en les qualifiant de « bidonville », les Lentillères continuent à s'enraciner en inventant de nouvelles formes architecturales, urbaines et juridiques. Nous jugeons urgent de nous en inspirer et de les soutenir.

Défendre des quartiers qui émanent de celles et ceux qui les habitent

Le « bidonville » des Lentillères devra être nettoyé pour que s'étende l' « éco-cité des maraîchers ». Mais l'« écocité » se résume ici à une série de dispositifs techniques d'optimisation à la marge et d'esthétisation des façades et des espaces verts. Continuer de construire à tout prix, même lorsque la demande de logement ne suit pas, est devenu le leitmotiv de nombreuses villes, quitte à sacrifier les dernières terres maraîchères urbaines sur l'autel de l'économie du BTP et de l'ambition « Métropole ». « Construire la ville sur elle-même », voilà le slogan marketing qui sied à cette politique, en camouflant la destruction des derniers espaces de respiration des centres urbains. Un mot d'ordre hypocrite quand les zones commerciales et industrielles continuent dans le même temps à s'étendre toujours plus loin.

Et si l'« éco-quartier » s'était déjà réalisé en se passant des aménageurs ? Alors qu'il est difficile pour nous d'échapper aux rouages de la fabrication de la ville par le haut (lobbying, maquettes séduisantes, concertations partielles et autres), la vie du Quartier libre des Lentillères a été élaborée pas à pas, par les habitant es du coin, les passionné es de plantes, les féru es de cultures en tout genre, les individus en recherche de collectif, les voyageur euses longue et courte distance, etc. Ce tissu a su revitaliser l'ancienne ceinture maraîchère vouée au béton à travers des pratiques d'autogestion quotidiennes : les longues assemblées, les chantiers collectifs, les fêtes, les concerts, les apparitions urbaines, les marchés ont participé entre autres à créer une culture de la multiplicité, propice à l'émergence de communs.



Au fil des années, sur les anciens terrains bâtis et autour des jardins, divers habitats collectifs ou individuels ont vu le jour. Des maisons abandonnées depuis des années ont été rénovées, cabanes et caravanes ont pointé le bout de leur nez. Autant d'habitats réversibles questionnant une époque où l'on doit enfin cesser d'artificialiser. Que ses habitant es et usagèr.es soient venu es constituer aux Lentillères une forme d'utopie politique ou un refuge contre la précarité et la brutalité des politiques migratoires, elles et ils sont partie prenante de ce qui fait la force de ce quartier.

Tordre le droit : la zone d'écologie communale-zec

La proposition juridique de la Zone d'Écologie Communale est survenue comme une réponse du quartier face à l'inadéquation entre les possibilités juridiques réservées par les PLU et la réalité empirique. La ZEC est une case inventée de toute pièce pour arracher un peu d'espace au code de l'urbanisme, elle ouvre une bataille sur le terrain de l'imaginaire autant que du droit. Contrairement au PLU qui divise le territoire en plusieurs zones spécifiques (Zones Urbaines, Zones à Urbaniser, Zones Agricoles, Zones Naturelles), la ZEC affirme l'existence et la nécessité de l'entremêlement de divers usages – logement, culture, production, liens sensibles – en un même lieu, avec pour critère transversal le soin de la cohabitation entre humains et non-humains.

Dans la ZEC, c'est l'assemblée des usagèr es qui doit réfléchir et décider des fonctions des espaces. La prise en charge d'un territoire est alors laissée à celles et ceux qui en dépendent et en prennent soin, assurant ainsi des réponses au plus près des besoins communs.



Proposer un nouveau type de zonage « par le bas » ouvre ici une brèche impertinente et joyeuse. Celui-ci bouscule nos imaginaires trop contenus sur les manières de voir le droit et l'avenir des villes par temps de crise climatique. Partie d'une histoire singulière, la ZEC a l'immense intérêt de proposer un paradigme urbanistique et politique sur lequel il est possible pour d'autres de se projeter et se donner un sens commun. Extraits : « À l'article 3, la ZEC affirme une nouvelle vision de l'architecture, où, à l'alinéa "façades", il est indiqué d'"éviter autant que possible l'uniformité des teintes, et tout particulièrement les nuances de gris", à l'article 5, qui concerne les axes de circulation, "la circulation des véhicules et engins motorisés est interdite" et "une attention sera portée aux sentes en vue de leur préservation". Cela parle encore d'assainissement, de mixité de l'habitat, d'interdiction d'activités commerciales non coopératives. »

Bâtir les communs - en défendre la « maison »

En janvier 2021, un chantier a commencé : construire « la maison commune » du quartier. Cet ouvrage est le manifeste d'un bâtir autrement. De l'arbre à la poutre, des discussions aux décisions, il a fallu du temps et des engagements pour définir à différentes échelles – groupes de travail, assemblée de quartier, collectifs de bâtisseur euses – comment bien construire un espace collectif plus grand, plus confortable et plus identifiable pour répondre au mieux aux besoins multiples des activités du quartier.



La charpente traditionnelle, levée et fêtée, dessine déjà des espaces pour se réunir, s'organiser, banqueter, danser, distribuer les productions maraîchères en direct ou les transformer. Elle clame haut et fort qu'habitant es et usagèr es peuvent concevoir et construire une « maison de quartier ».

Les liens quotidiens entre usager es et bâtisseu ses et la confrontation de leurs exigences ont transformé plusieurs étapes de la construction en un grand chantier-école. Il a fallu mêler conception bioclimatique, sylviculture douce, sciage mobile, charpente et maçonnerie traditionnelles pour produire d'un côté les matériaux et de l'autre une vision écologique du projet avec le quartier. Dans un second temps, des techniques de construction collective ont pu être définies et mises en œuvre. Il a fallu avant tout saisir ce qu'il en coûte de bâtir ensemble et selon une volonté propre aux usagèr es. Différentes associations, constructeurs, constructrices et architectes portent ces manières de faire en divers endroits du pays depuis des années. Continuer à partager ces pratiques, c'est s'extirper progressivement de l'impérialisme du béton et de la binarité entre habitant es et aménageu.ses. Pour ça, il leur faut trouver des espaces visibles. Les Lentillères en sont un.



Pourtant, la mairie cherche aujourd'hui des voies administratives et légales pour stopper la construction de ce bâtiment, entre autres. Là où devait s'ériger une horde d'immeubles en béton, une maison commune en bois et matériaux bio-sourcés ne serait pour eux pas « constructible » !

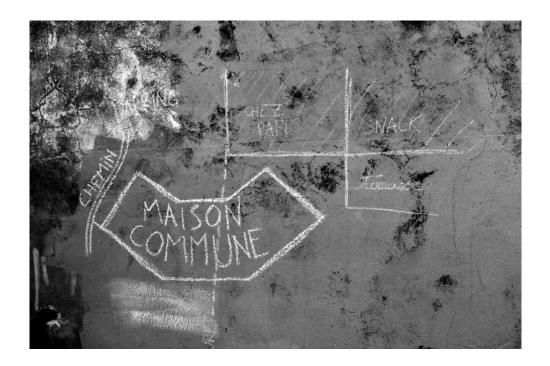
Fédérons nos bifurcations

Nous qui écrivons cette tribune souhaitons prendre part aujourd'hui à un réseau de soutien à même de réagir en cas d'attaques diverses sur le Quartier libre des Lentillères, et l'accompagner dans ses propositions de réinvention du rapport à l'urbanisme.

D'entre nous serons présent à la fête des 12 ans du quartier du 26 au 29 mai.

Nous demandons à la municipalité de renoncer à son nouveau projet d'urbanisation d'une partie des terres du quartier. Nous lui demandons de donner la légitimité aux habitant es, aux usager.ères du quartier et à ses constructions pour penser l'avenir du lieu.

Si nous nous positionnons aux côtés des Lentillères et de la ZEC, c'est pour ce qu'elles augurent de vraies bifurcations, loin des récits biaisés d'une transformation urbaine encore incapable de s'émanciper des logiques délétères de croissance, d'extractivisme et de marchandisation.



Ce texte a été proposé par le comité Défendre.Habiter et signé par 190 personnes, habitant es de quartier ou professionnel les impliqué es.

Benoit Rougelot, architecte du Ariane Cohin, architecte et

Signataires:

Bernard Dubois, scieur Damien Najean, architecte Tibo Labat, architecte Barbara Glowczewski. directrice de recherche au **CNRS** Josep Rafanell I Orra, psychologue & ecrivain David Gé Bartoli, philosophe Alessandro Stella, Directeur de Recherche au CNRS Marie Menant, architecte Emilie Hache, philosophe Camille Louis, philosophe et dramaturge Yves Citton, professeur à l'Université Paris 8 Stéphane Tonnelat, chercheur Marielle Macé, enseignante Claire Mélot, architecte, Carina Luna, artisteplasticienne Pierre Couturier, maître de conférences à l'Université Clermont Auvergne Geneviève Pruvost, chargée de recherche au CNRS Catherine Clarisse, architecte enseignante

vivant et co-président du **RFCP** Éric Olivié-Gaye, néoplouc de 20 ans de cabanes forestières Paul Lacoste, permanence juridique HALEM Marie Durand, architecte-Urbaniste / Maître de Conférence Associée **ENSA-Marseille** Christophe Bonneuil, historien Anahita Grisoni, Sociologue et urbaniste Noël Barbe, anthropologie Sabine Guth, architecte enseignante Tony Savinel, constructions Jérôme Baschet, historien Groupe De Recherche Et D'action Sur La Production De L'espace, architectes agitateur.ices Perrine Philippe, Architecte Gilles Clément, paysagiste Amar Gilles, responsable Bergerie des Malassis Violaine Mussault, paysagiste et enseignante Association Les Sapros Aline Goguel, étudiante en politiques urbaines

Ariane Cohin, architecte et auto-constructrice Aline Goguel, étudiante en politiques urbaines Tiffany Timsiline, Architecte lean-Louis Tornatore, Anthropologue Martin Paquot, rhapsode de la revue Topophile Paul Citron, urbaniste Laurent Jeanpierre, politiste Margot Clerc, Architecte Violaine Mussault, paysagiste conseil de l'État et enseignante Didier Gueston, architecte urbaniste Perrine Philippe, architecte militante Laurence Dugand, plasticienne La Commune De Chantenay, collectif d'habitants Odile Girod, artiste Philippe Descola, Anthropologue Maxime Zaït, juriste, cofondateur de Communa Alessandro Pignocchi, auteur de BD Camille Molle, paysagiste atelier Bivouac Fanny Taillandier, autrice membre de la Preuve par 7

Anahita Grisoni, Sociologue et urbaniste Léna Lazare, membre de Youth For Climate Geneviève Azam, économiste Flaminia Paddeu, géographe Anne Vernaton, citoyennevoisine-jardinière Yannick Sencébé, sociologue Morgane Petiteau, membre de Nantes en commun mouvement municipaliste Corinne Morel Darleux, écrivaine Matthieu Rakotojaona, ingénieur Développement Logiciel Elisabeth Dau, directrice de recherches programme "municipalisme, territoires et transitions" Serge Gutwirth, juriste et professeur Isabelle Stengers, philosophe Noémie Régeard, doctorante en géographie Vinciane Despret, philosophe Agnès Bonnaud, géographe, université Lyon 2 Olivier Jaspart, juriste en droit administratif des biens communs Philippe Borrel, auteur & réalisateur de films documentaires Sylvain Picard, responsable Administratif SCIC Sylvaine Bulle, enseignantechercheuse, sociologue Anne Emmanuelle Berger, universitaire Arnaud Chiffaudel, Chercheur

Yves Cohen, historien, directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales Didier Demorcy, réalisateur Jean-Baptiste Bahers, chercheur CNRS en géographie Dehove Claire, directrice de WOS agence des hypothèses Association Des Ami-Es Des Jardins De L'engrenage Delphine Plaire,

psychotherapeute Gilles, enseignant chercheur Eric Dacheux, professeur des universités François Jarrige, historien Guillaume Faburel, géographe Thierry Paquot, philosophe et essayiste Agnès Sinai, journaliste Aurélien Gabriel Cohen, chercheur Alexis Tantet, climatologue Roxane Schultz, pédagogie et facilitation Pierre Dardot, philosophe Alexandre Cheikh, Architecte La Sève, collectif écoféministe Ariane Cohin, Architecte -Constructrice Émilie Deudon, Fondation Un Monde Par Tous Myriam Bachir, Chercheuse science politique Patrick Braibant Hermange Olivia Chloé Gerbier Daniel Marsan Sarah Ador, Architecte Raphael Pauschitz Rhapsode de la revue Topophile Lætitia Lebourg, ouvrière agricole Jean-Claude Grégoire, ingénieur agronome Hervé Le Crosnier, editeur lean-Claude Grégoire, ingénieur agronome Sébastien Shulz, postdoctorant en sociologie à l'université Paris-Nanterre Nina Chiron, écoféministe Dorine Julien, chargé de production en art Emmanuelle Zelez, monteuse Oana Bonnaud-Cartillier, etudiante Michaël Ricchetti, habitantbénévole Didier Labertrandie, syndicaliste Dominique Hébert, connecteur, transitioner, commoneur, entrepreneur Alessia Tanas, chercheuse lérémie Cavé, chercheur Jonathan Attias, désobéissance

fertile Barbara Métais-Chastanier, autrice & dramaturge Eric Lesaunier, retraité Genevieve Manuelian, retraitée Adrien Pittion-Rossillon, enseignant retraité Yasmina Krawczyk, kinésithérapeute Valérie Cordy, directrice d'une institution culturelle Adrien Pittion-Rossillon, enseignant retraité Seb Godret, pluriculteur Marlène Tuininga, journaliste militante Claire Oberkampf, musicienne Benoît De Cornulier, associatif Monique Charles, infirmière retraitee Monique Charles, infirmière retraitee Camille Oneglia, chargée de production et d'administration-scic culturelle Audrey Clavier, adjointe administrative Martine Dubois, avocate honoraire André Charles, professeur d'allemand retraité Corine Luc Pol Usieto-Dubois, médecin Jean Pascal Derumier Pierre Bonneau, enseignant retraité Morgane Cournarie, citoyenne Geneviève Biscarros, enseignante retraitée Benoît De Cornulier, citoyen Anne-Lise Valla, retraitée Carole Chaumont Laurence Pelé Raphaël Galley Dauvergne Chloé Marie-Agnès Poussot Christine Lesaunier Christophe Flandrin Alice Bourgeois Agnès Salomon Karima Mathilde Meignan Michel Manuelian

Louise Cousyn
Yasmina Krawczyk
Flore Messager
Isabelle Roland
Laura Rodriguez
Nicolas Debaive
Isabelle Roland
Maurice Voineau
Anne Durand
Marie Thérèse Weisse
Jeanne Mourge

Chloé Berger
Christel Grange
Pascal Dub
Christine Badin
Béatrice Seuzaret
Frédéric Sultan
Flore Berlingen
Christine Excoffier
Gilles Sabatier
Alima El Bajnouni
Marie Pierre Fernandes

Michel Niquet Jérémie Vida Bernard Brunet Marijo Noel Lila Cardona Agnes Graf Jérôme Combe Justine Loizeau



[...]

COLLECTIF 24 mai 2022

https://www.terrestres.org/2022/05/24/les-lentilleres-construire-et-defendre-la-zone-decologies-communale/

À Saclay, marche funèbre contre une Silicon Valley à la française

Une coalition informelle d'associations et d'habitants s'est rassemblée sur le plateau de Saclay, en lle-de-France, pour protester contre l'arrivée d'une nouvelle ligne de métro. Ils craignent de voir disparaître les terres agricoles sous les chantiers du Grand Paris.

Une mésange huppée en papier mâché, enterrée dans un cercueil en carton. Une mise en scène macabre symbolisant les conséquences de l'arrivée de la ligne de métro 18, composant du projet du Grand Paris. Les militants et habitants rassemblés à Saclay ont porté leur choix sur cet oiseau menacé pour illustrer les dangers écologiques qu'impliquent les travaux. Les pelleteuses grignotent les terres agricoles et zones humides de ce territoire francilien, en vue de connecter l'aéroport d'Orly à Versaille-Chantiers d'ici 2026 à 2030.

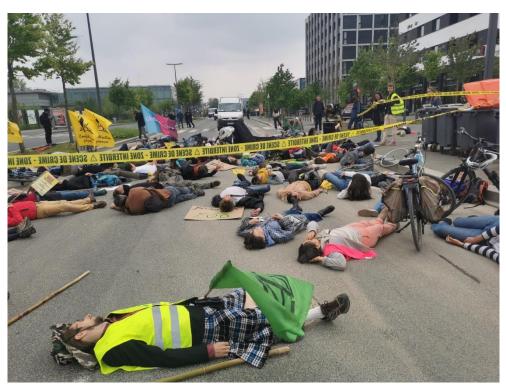


Isabelle, ingénieure agronome et membre du Collectif contre la ligne 18 n'hésite pas à s'insurger. « Ces oiseaux remplissaient le rôle des pesticides, ils débarrassaient les agriculteurs des nuisibles, mais on préfère les chasser pour implanter nos activités. » Mais les nuisibles ne seront bientôt plus un souci, remarque-t-elle, puisque les constructions à venir « signent la fin de l'agriculture sur le plateau ». Le but poursuivi par l'État est de transformer la zone en cluster de l'innovation, en y rassemblant 15% de la recherche française. « Une Silicon Valley française, preuve d'une américanisation insensée » d'après le collectif. 400 hectares de terres agricoles ont déjà disparu sous le bitume depuis le début des travaux.



Terres fertiles : espace à conquérir

Isabelle désigne la double voie sur laquelle le cortège s'est engagé, composé de deux cents personnes. « Le métro n'est pas encore arrivé mais on perçoit déjà les conséquences : les animaux n'osent plus traverser et ils sont gênés par la pollution lumineuse et sonore. » Une pollution sonore qui ne saurait être imputée aux militants. Ils avancent en silence, portés par la marche funèbre jouée au saxophone durant tout le parcours, le long du chantier. À mi-trajet, un « die-in » est organisé. La mésange et les militants s'allongent à même le bitume et fixent le ciel gris durant de longues minutes. Quelques-uns restés debout les encerclent, munis de rubans jaunes sur lesquels on peut lire « scène de crime ». Une scène criante de vérité, notamment grâce aux quelques véhicules de police qui encerclent le happening. « Nous sommes debout, nous luttons », s'écrie un militant face aux corps allongés. Tous se relèvent après un coup de sifflet et le saxophone résonne à nouveau. Les bruits des pelleteuses et tractopelles continuent à se faufiler entre les notes. Et entre les champs.



« Je suis malade à l'idée de perdre des terres agricoles parmi les plus fertiles d'Europe, ce n'est pas pour rien que la capitale s'est développée ici! » reprend Isabelle sur un ton indigné. D'après elle, la résilience et l'autonomie alimentaire franciliennes sont en jeu. « On parle de plus en plus de circuits courts et d'agriculture locale, mais au final il va falloir importer de plus en plus depuis l'étranger, surtout quand on sait que Paris a uniquement trois jours d'autonomie alimentaire », prédit-elle. Parmi les porte-paroles du collectif, Fabienne apprécie passer son temps derrière le micro. Elle regrette que des terres aussi fertiles et offrant d'importantes réserves hydriques « soient vues comme un espace vide à conquérir ».



Ville neuve, ville morte

Comme elle, beaucoup réclament une « sanctuarisation des terres » et rejettent une « idéologie néo-libérale démesurée ». Démesurée à l'image du projet de ligne 18, qui ne répondra aucunement aux besoins des usagers d'après eux. Les études menées par l'État tablent sur 40 000 voyageurs par jour. Celle des collectifs citoyens évalue ce chiffre à dix fois moins. Julien est un étudiant local, utilisateur quotidien du RER B. Et, par conséquent, fréquemment en retard pour assister à ses cours. Il regrette que l'argent dépensé ne soit pas utilisé pour optimiser ces lignes existantes, ou revivifier les petites villes et zones déjà urbanisées. La construction de cette nouvelle ligne est ici perçue comme un cheval de Troie pour une bétonisation massive.



Fabienne, qui a analysé les plans des travaux, assure que « la ligne n'a même pas le bon tracé, les gens vont continuer à venir en voiture mais comme des emplois vont être déplacés ici, il y en aura de plus en plus ». Isabelle, ingénieure en agronomie, confirme : « Ce n'est pas comme si on allait créer des nouveaux emplois en construisant ces pôles de recherche : on ne fait que les délocaliser via l'étalement urbain. »

Une ville neuve s'approprie progressivement les lieux. Certes, mais « c'est une ville morte » fait remarquer Vianney Orjebin, élu régional LFI. Il promène son regard autour de lui, sur des façades neuves, immaculées, au pied desquelles la circulation est quasi-inexistante. « Le campus qui s'établit ici est totalement déshumanisé », soupire-t-il. Des soupirs aussitôt suivis de reproches, notamment à l'encontre de la Présidente de la région Ile-de-France, Valérie Pécresse. Il explique ne pas comprendre le manque d'attention porté aux actions et études portées par les collectifs citoyens en présence. « Elle ne songe même pas à les auditionner », ajoute-t-il en secouant la tête. Vianney Orjebin place beaucoup d'espoirs dans la prochaine révision du SDRIF avec les élus régionaux. Ce Schéma directeur de la Région Île-de-France oriente les différents projets d'urbanisme et d'aménagement du territoire.

Il trouve ironique que Valérie Pécresse ait renommé ce schéma en y ajoutant la mention « environnemental ». « On sait bien que l'économie passera toujours avant. » Parmi les exemples les plus criants de ce qu'il dépeint comme une hypocrisie : celui de la « compensation écologique », ou ZAN – zéro artificialisation nette. Le concept, explique Vianney Orjebin : « Bétonner à un endroit, compenser en plantant à un autre. » Il mentionne ce qu'il considère être l'illustration frappante de cet échec : quelques arbres plantés au pied du chantier, à l'ombre desquels les militants se sont arrêtés pour pique-niquer. « Une monoculture importée des Pays-Bas, qui ne compensera jamais la perte des territoires agricoles. » L'élu discute avec les personnes présentes, installées non loin de piliers voués à accueillir le métro aérien. Il n'hésite pas à distribuer ses cartes de visite, déçu par l'absence d'autres élus locaux.



Compensation écologique illusoire



D'autres en revanche ne sont pas surpris. Léa, 32 ans, assume ne « plus attendre grand-chose des politiques ». D'après elle, ce sont les personnes ici rassemblées « qui font de la vraie politique aujourd'hui ». D'autres luttes locales ont déjà atteint leur objectif : preuve en est l'échec de projets comme EuropaCity ou de Notre-Damedes-Landes. « Il faut miser sur des coalitions informelles comme celle-ci, pour imposer un nouveau rapport de force avec les pouvoirs publics », résume-t-elle. Ceux qui marchent à ses côtés sont unanimes, le projet du Grand Paris a au moins le mérite de les rassembler.

Mélodie TABERLET (Politis), publié le 27 avril 2022

Le Malaqueen, tiers-lieu alternatif, solidaire et culturel est menacé d'expulsion

Depuis près d'un an, une cinquantaine de personnes habitent au sud de Paris dans des anciens bureaux transformés en lieu solidaire. Aujourd'hui, le « Malaqueen » est menacé d'expulsion par le nouveau propriétaire, l'entreprise Lazard Group Real Estate.



Au premier abord, le bâtiment paraît austère. C'est un large bloc marron de deux étages au milieu d'un quartier résidentiel de Malakoff (Hauts-de-Seine), aux portes de la capitale. Des caméras de surveillance encerclent le site. Et pour cause, il hébergeait auparavant une organisation intergouvernementale européenne pour la collaboration des programmes d'armement (l'Organisation conjointe de coopération en matière d'armement).

Aujourd'hui, la façade est égayée par un drapeau arc-en-ciel et des feuilles rouges et blanches collées sur la façade sur lesquelles on lit « Malaqueen ». « C'est une contraction entre Malakoff et Queen, comme on est un squat féministe », explique Lucie*, une habitante du lieu.

Depuis mai 2021, ces bureaux laissés vacants ont été investis par plusieurs dizaines de personnes en situation de précarité. En près d'un an, celles-ci en ont fait un lieu alternatif d'hébergement et d'animation. Ce qui devait être de banals bureaux est désormais soigneusement aménagé en un lieu de vie : une cuisine spacieuse, une salle de fête, une pièce pour faire de la couture avec tout le matériel nécessaire, une autre aménagée en atelier de poterie et de céramique.

« J'ai plus un côté artistique, mais les gens aiment bien faire des choses utiles, des bols, des tasses, alors je m'adapte », glisse Lucie, qui anime l'activité. Un peu plus loin, une salle de classe a aussi été aménagée. S'y tient une fois par semaine, gratuitement, des cours de français langue étrangère. À l'étage, les bureaux ont été transformés en chambres. En tout, entre quarante et cinquante personnes vivent au Malaqueen. Elles sont exilées, trans, dans des situations de précarité diverses. Il y a aussi des familles avec des enfants en bas âge.

Un squat soutenu par le voisinage

Le jeudi 21 avril, une vingtaine d'habitants et de soutiens ont pris la route du tribunal de Vanves. Après plusieurs renvois, une audience s'y est tenue au sujet de la procédure d'expulsion menée par Lazard Group Real Estate, propriétaire des lieux. C'est l'un des géants français de l'immobilier de bureaux. L'entreprise a acheté le bâtiment en 2019 et compte le raser pour en construire un tout neuf, plus grand, plus haut.

Le projet suscite l'opposition d'un collectif de voisins. Aussi, une partie du voisinage soutient aujourd'hui le Malaqueen dans la procédure judiciaire. « Les résidents du tiers-lieu sont mes voisins. Ils sont soucieux de s'ouvrir aux autres, proposent des rencontres qui n'auraient sûrement pas lieu sans leur présence. Je me suis moi-même inscrite à l'atelier de poterie et céramique qui m'apporte beaucoup », a par exemple écrit une voisine en soutien au lieu.

« J'habite en face des locaux occupés et je suis content qu'ils le soient par ce collectif. C'est agréable de voir une vie en communauté ouverte et responsable », abonde un autre. « En tout, nous avons 17 attestations de témoins de voisinage qui soutiennent que le squat est bien géré, qu'on apporte quelque chose au quartier, avec des activités culturelles à bas prix », se félicite Lou*, habitante du Malaqueen.

En plus d'être ouvert sur le voisinage, ce squat est aussi un lieu militant. Par exemple, le Front de libération intersectionnel radical transfem (FLIRT), un collectif d'aide mutuelle entre jeunes femmes trans, y organise plusieurs fois par mois un moment d'échanges. « C'est un lieu particulièrement bénéfique pour la communauté trans. On s'y sent bien, accepté.es et écouté.es. Ça serait terrible de voir ce lieu d'aide et de partage disparaître », témoigne une membre du FLIRT.

Lazard Group Real Estate demande un million et demi d'euros

Durant l'audience, les débats s'orientent sur la sécurité du lieu. Outre l'invocation du droit de propriété, l'avocate de l'entreprise argue que les locaux ne sont pas adaptés à l'habitat et qu'il faut expulser au plus vite pour des raisons de sécurité. « En revanche, elle n'a même pas évoqué le projet d'immeuble prévu par leur groupe », souligne Lou.

L'avocate des habitant.e.s du Malaqueen, Hanna Rajbenbach, pointe la contradiction entre l'argument de la sécurité et la volonté d'expulser des personnes en situation de grande précarité. Elle met en avant un diagnostic réalisé par un architecte qui atteste que les principales normes de sécurité sont respectées au sein du bâtiment.

En plus de l'expulsion du squat, l'avocate de Lazard Group Real Estate demande 1,5 million d'euros aux habitant.e.s, pour le manque à gagner que le Malaqueen aurait coûté à l'entreprise. La demande peut paraître fantasque au vu des profils présents au sein du Malaqueen. Beaucoup n'ont que peu de ressources et habitent dans ce bâtiment notamment pour échapper aux loyers toujours plus exorbitants de la capitale.

Leur avocate a demandé un délai de grâce, arguant qu'il n'y a aucune urgence au départ des habitant.e.s set qu'une expulsion hâtive en mettrait beaucoup en situation de vulnérabilité. Elle a aussi demandé le rejet de tous les frais, pointant du doigt la situation économique et sociale de ses clientes. Le délibéré sera connu le 2 juin.

« On est assez soulagé que le procès soit passé. C'est quand même beaucoup de stress », confie Lou. La date du délibéré laisse aussi un peu de marge avant une potentielle expulsion. « Et puis, si on est expulsé, c'est probable qu'on ait un délai de deux mois avant, donc ça nous laisse déjà jusqu'à début août », espère-t-elle.

« Ce délai est un délai de droit uniquement si les personnes ne sont pas rentrées en commettant une voie de fait. Selon moi, il n'y a pas suffisamment d'éléments pour prouver la voie de fait. Donc il est envisageable, mais pas garanti », explique Hanna Rajbenbach. Sinon, les habitant.e.s auront seulement 48 heures pour quitter les lieux.

Sur place, on est plutôt confiant, et espère même l'obtention d'un délai de grâce qui pourrait permettre de tenir jusqu'à la prochaine trêve hivernale, le le novembre prochain. « Après, la date de la trêve, la juge l'a aussi en tête », rappelle leur avocate. En attendant, les habitant.e.s ne « se laissent pas abattre ».

Le week-end du 21 mai, il est déjà prévu de fêter l'anniversaire du Malaqueen. Ça fera un an que le lieu est ouvert. « Ce serait bien que les squats durent un peu plus qu'un an. Les expulsions rapides deviennent la norme, et c'est de plus en plus dur de créer des espaces de libertés », regrette Lou. Au Malaqueen, on espère poursuivre cette liberté le plus longtemps possible.

*À la demande des intéressées, certains prénoms ont été modifiés.

Pierre JEQUIER-ZALC, 4 mai 2022 (Basta!) Photo de Une: ©Pierre Jequier-Zalc

Paraguay. L'avenir est un territoire à défendre



Au Paraguay, un mouvement indigène d'ampleur se soulève pour défendre le droit à la terre.

Depuis la fin des restrictions dues à la pandémie de Covid, les luttes indigènes ont repris de plus belle en Amérique latine. Au Paraguay, déjà à l'automne 2021, le pays s'était soulevé contre la loi Zabala - Riera qui prévoit jusqu'à dix ans de prison pour l'occupation illégale de terres, mode d'action par excellence des paysan-nes sans terre, notamment

indigènes, pour subvenir à leurs besoins. Cette loi est depuis un axe majeur de la répression des luttes et de la criminalisation des organisations indigènes dans le pays.

Inégalités foncières et campagnes d'occupation

La révolution agraire n'a pas eu lieu au Paraguay. Depuis le milieu du 19€ siècle, les terres appartenant aux indigènes, qui nourrissaient jusque-là le pays, ont été octroyées à de grands propriétaires. La tendance n'a fait que s'amplifier, complétée par la domination sans partage, plus récente, des multinationales productrices de soja. En 2008, seulement 2 % de la population était propriétaire de 89 % des terres, et la culture de soja occupe en 2021 80 % des terres cultivables du Paraguay¹ (1). Les terres autrefois couvertes de jungle ou de zones humides sont désormais utilisées au maximum et perdent en résilience face aux phénomènes climatiques de sécheresse et d'inondation.

Les communautés ont mené de grandes campagnes d'occupation.

Des milliers de familles ont trouvé un refuge grâce à ce mode d'action – plus de 800 occupations illégales sont encore en cours dans le pays.

La Coordination nationale des femmes paysannes et indigènes lutte au jour le jour pour la reconnaissance des droits des peuples à la terre, participe activement à l'occupation des terres via des assemblées non mixtes, et à leur défense physique et juridique.

Ces dernières années, de nombreuses occupations ont donné lieu à des réattributions de terres, qui sont devenues des territoires de plein droit pour la culture indigène et l'agriculture ancestrale.

Voilà pourquoi les lobbys ont tant souhaité la mise en place de la loi Zabala - Riera, votée en août 2021 pour criminaliser ce mode d'action.

Le pays bloqué par des marches indigènes et paysannes

Tout au long du mois de mars 2022, les grandes villes du pays ont été le théâtre de marches, de conférences publiques et certaines places ont été occupées jour et nuit. Le 24 mars, indigènes et paysannes convergeaient à Asuncion, la capitale. Depuis des jours, les routes du pays étaient bloquées par les cortèges qui convergeaient sur la capitale. Les paysans et les paysannes étaient mobilisés pour réclamer des mesures d'urgence face aux sécheresses qui les frappent, tandis que dans le même temps les transporteurs menaient grèves et blocages pour réclamer des mesures contre l'inflation. Ces luttes se sont unies aux quatre coins du pays dès la mi-mars, le paralysant durant une semaine. La police a tenté de déloger les barrages, mais le 24, ce sont plus de 20 000 personnes qui ont défilé dans les rues de la capitale. Comme l'écrit le réseau latino-américain Futurs indigènes [...], « Nous sommes les alternatives vivantes à la crise climatique. L'avenir est un territoire à défendre ».

Melaine FANOUILLÈRE (Silence, juin 2022)

_

¹ Base investigaciones sociales, w.w.w.baseis.org.py.

Pillage éthique à la manif

Du monde, des banderoles, des slogans... et des vitrines brisées. Le défilé du le Mai à Paris n'a pas dérogé à la règle. Anne Crignon, pour Siné Mensuel a assisté à la mise à sac d'un magasin bio jusqu'à l'intervention — bien tardive! — des mal nommées forces de l'Ordre.

Le 1e mai, vers 16 heures, il est arrivé à Paris une chose qui semblera au lecteur scandaleuse ou pas, chacun jugera selon l'idée qu'il se fait de la morale.

La foule ensoleillée allait bon train, boulevard Voltaire, avec les chants et les slogans des grands jours de manif contre « le président des patrons » quand, à deux pas du métro Charonne, une dizaine de « black blocs » décident de faire un sort au Naturalia.

Quelques coups de barre à mine, et cette enseigne emblématique du bio crache ses bris de verre sur le trottoir, et ses noix de cajou à 32.60 euros le kilo tombées du présentoir de vrac.

Une fille du bloc trace en lettres noires : « Que les milliards des riches financent le bio et la colère s'apaisera » et « Bio accessible pour tous ».

Dix minutes plus tôt, c'est une agence de la Société générale qui rendait l'âme, le distributeur de billets offrant ses entrailles à la contemplation des manifestants en procession tels des visiteurs de musée devant une oeuvre d'art. Une banque défoncée, ce symbole du capitalisme, un message déposé, « L'argent les ronge », la routine en somme.

Mais un magasin d'alimentation, pourquoi ? « Naturalia, c'est la bonne conscience bio du groupe Casino », dit une manifestante avec une certaine mansuétude à l'égard des casseurs.

Devant la boutique démarre une pièce de théâtre qui va durer deux heures. Un petit pillage éthique, assumons ce paradoxe, dans l'antre de la bonne bouffe garantie sans intrants chimiques, sans glutamate, sans carraghénane et E244.

Une bouteille pour le diner

Un garçon d'allure altière comme un docker de *Sur les quais* (Elia Kazan) entre en scène et dans le magasin. Il en ressort avec une caisse de pommes, la dépose sur le trottoir et rejoint la foule. Toutes les deux minutes, c'est des « Rolala, t'as vu ça ? » plus amusés que réprobateurs. Certains prennent une pomme et une photo, clic! Il y en a bien pour dire: « C'est lamentable, c'est du vol », mais ils sont minoritaires. « Naturalia, c'est Monoprix, c'est pas grave. Ils sont assurés. » Celle qui parle est dans un groupe d'étudiants en anthropologie et son père, journaliste, travaille pour *Libération*, nous dit-elle.

Ils sont en train d'équiper un de leurs potes pour qu'il aille chercher des trucs dans le supermarché, mais sans qu'on puisse le reconnaitre avec la caméra de surveillance. Bonnet de laine, lunettes de ski, masque anti-Covid. Il n'est pas le seul à entrer clans le Naturalia attifé comme un plongeur. Les fatalistes y vont à visage découvert. Quelques-uns attrapent une bouteille pour le diner du soir. Un fils attentionné a pris un jus de pomme pour sa mère et une bière pour lui. La Leffe bio a beaucoup de succès, en pack ou à l'unité, meilleure que la pinte au cul des camions de la Cégéte. Un petit homme en noir sort en pédalant. Il a chouré un vélo de la couleur rouge alizarine de l'enseigne.

Un manifestant part avec un oignon et une tablette dc Chocolat Bonneterre (une blinde). Un autre distribue des moelleux aux amandes de la Biscuiterie de Provence (idem). La consigne est implicite, il en faut pour tout le monde. À 17h15, avis de cyclone sur l'esprit de partage. C'est qu'à l'intérieur un homme s'active autour d'un chariot de type supermarché qu'il remplit à toute allure (une fortune).Va-t-il céder à une pulsion et garder pour lui le capital ? Il revient avec le sourire et un caddie débordant de produits d'hygiène et de beauté qu'il gare au beau milieu du trottoir. « Qui veut un masque ? » Il est déjà reparti. Des mains attrapent, retournent, sélectionnent. Un savon de Marseille en cube pour l'un, un « p'tit souvenir » pour sa copine (une crème de beauté Cattier) pour l'autre. Tout le monde se marre. On se partage les gommages comme les pommes une heure et demie plus tôt. C'est festif et beau comme un lancer de bagues en cristal Svarowski sur les Champs Élysées (acte 18 des Gilets jaunes, le 16 mars 2019).

Le trottoir du Naturalia est maintenant le dernier endroit où ça cause sur le « capitalisme bio », ce nouveau filon dont Naturalia est la représentation. Un militant de la France insoumise s'est arrêté pour dire qu'il est « contre la violence ». Sempiternel débat. Sempiternelle incompréhension du public aussi, mais c'est normal.

Méchant casseur et chasseur d'images

Toujours presses de filmer de la vitrine saccagée, des journalistes un peu légers oublient systématiquement de relayer les sous-titres. Les black blocs en effet laissent toujours une explication, repliée en une formule tracée au gros feutre noir selon une charte graphique bien à eux. Un samedi, la vitrine de l'agence immobilière Century 21 de l'avenue Gambetta a volé en éclats. Les médias ont montré le gars de l'agence éploré, mais pas le message inscrit sur la façade : « Non à la gentrification ». Comprendre : non à la spéculation immobilière, non aux prix rédhibitoires pour les infirmières qui doivent se taper des heures de train en plus de tout le reste. Sur le sens, jamais rien. Méchants casseurs, va. Et c'est justement là qu'arrive le chasseur d'images. D'un seul coup, schlak !, une perche fend l'attroupement devant le Naturalia avec, sous la bonnette de mousse, le micro siglé d'une chaine d'info en continu. À l'autre bout de la perche, une tète creuse avec son cameraman et une question : « Ça ne gâche pas le message ? C'est comme ça que vous faites ? Tout casser ? » La caméra filme un homme qui n'y est pour rien. Il discute. Pour lui dire que ça n'est pas de la violence, juste « de la démolition sans importance » et l'affirmation d'un contre-pouvoir. La violence, c'est la politique salariale de ces boites. Qu'importe, Tête-Creuse a ses images de vitrines-vandalisées-en-marge-de-la manifestation (pourquoi « en marge », alors que ça survient en plein milieu ? On n'en sait rien mais c'est comme ça qu'on dit, alors Tête-Creuse reprendra).

Ce petit théâtre de boulevard et de sociologie ne serait pas complet sans l'entrée en scène du délateur. On ne dira pas de quel immeuble cette dame bien mise a surgi pour courir vers les flics dès qu'ils sont arrivés (18 h 45). Elle a tout vu. L'un lui demande de passer le lendemain au commissariat. Aucun doute qu'elle sera là, et avec les photos du jour dans son téléphone.

Anne CRIGNON (Siné mensuel)

Humour de Singer



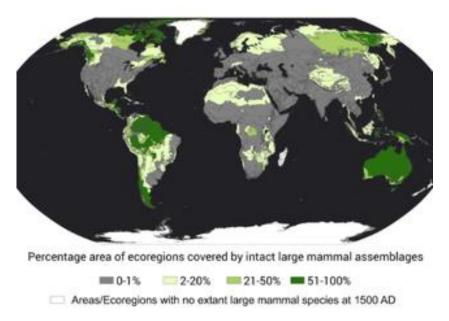
Réintroduire certains mammifères peut restaurer des écosystèmes entiers et agir sur le climat

Des chercheurs de l'association Resolve et du Pnue ont identifié 20 espèces de mammifères dont la réintroduction dans certaines parties du monde restaurerait des écosystèmes entiers et apporterait des cobénéfices climatiques.



© bchyla. Réintroduire certaines espèces, comme le bison d'Europe, restaurerait des groupes écosystémiques dans 35 écorégions.

Pour restaurer des zones et écosystèmes naturels entiers, il suffirait de réintroduire une ou quelques espèces clés de grands mammifères des écosystèmes correspondants. Forte de ce constat, une cohorte internationale de chercheurs, attachés à l'association Resolve et au Centre mondial de surveillance pour la conservation de la nature (WCMW) du Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue), a identifié exactement quelles espèces sont à réintroduire dans quelles régions du monde pour y parvenir. Les conclusions des chercheurs ont été publiées dans une étude parue, ce mois-ci, dans la revue *Ecography*.



Taux d'écorégions du monde comprenant des groupes complets de « grands mammifères historiques ». © Resolve / WCMW-UNEP

De nombreux écosystèmes naturels s'appuient sur des groupes de « grands mammifères historiques », associés à une écorégion de la planète. L'intégrité de ces groupes va de pair avec celle de la structure et de la composition de ces écosystèmes. Pour illustrer le phénomène, les chercheurs citent les cobénéfices écologiques observés grâce à la réintroduction du loup gris (Canis lupus) dans le parc national du Yellowstone, en 1995 : « Réintroduire une seule espèce manquante de cette écorégion a eu, et a encore, un énorme impact positif sur les populations d'autres espèces, comme les castors ». De plus, une fois reconstitués, ces groupes favorisent indirectement une plus grande biodiversité végétale, et donc une plus importante séquestration naturelle des gaz à effet de serre.

Vingt espèces de mammifères identifiées

Pour définir quelle espèce clé pourrait reproduire l'exemple du loup dans le Yellowstone, les scientifiques ont analysé l'inventaire dressé par la Liste rouge de l'UICN, en comparaison des données bibliographiques concernant la composition des groupes de grands mammifères historiques avant 1500 et les plus importants changements anthropogéniques. Ils ont ainsi déterminé dans quelles écorégions la réintroduction d'une seule espèce absente, ou plus, complèterait ces groupes et entraînerait les avantages écosystémiques associés. Les experts du WCMW et de Resolve ont identifié sept espèces carnivores et treize espèces herbivores capables d'y parvenir. En Europe, par exemple, la réintroduction ou l'augmentation encouragée de la population du bison d'Europe (Bison bonasus), du castor eurasien (Castor fiber), du renne (Rangifer tarandus), du lynx (Lynx lynx) ou du loup restaurerait des groupes écosystémiques dans 35 écorégions. La restauration de tels groupes par la réintroduction d'autres espèces clés provoquerait même un doublement de la biodiversité animale sur d'autres continents, notamment en Afrique et en Amérique du Nord.

Les chercheurs estiment que la réintroduction ciblée de ces vingt espèces doublerait la surface naturelle reconquise par l'ensemble des écosystèmes ainsi restaurés, soit I I millions de kilomètres carrés supplémentaires capables de séquestrer davantage de carbone. « Nos conclusions montrent que la réintroduction de larges populations de mammifères est possible dans une grande diversité de zones naturelles sur la planète, atteste Joe Gosling, l'un des auteurs principaux de l'étude pour le WCMW. Une action prioritaire serait de considérer cette réintroduction comme une ambition nationale et internationale. »

Félix GOUTY, journaliste, Rédacteur scientifique©, 27 avril 2022 (Actu-Environnement)

https://www.actu-environnement.com/ae/news/reintroduction-mammiferes-restauration-ecosystemes-climat-39525.php4#xtor=ES-6

Victoire majeure pour les communautés autochtones de l'Équateur

Le gouvernement devra désormais obtenir le consentement des Premières nations pour tout nouveau projet d'exploitation minière et de forage sur leur territoire. De quoi freiner les ardeurs du président Lasso qui entend doubler la production pétrolière dans les prochaines années.

Alors que l'exportation de pétrole est un des piliers de son économie, les catastrophes environnementales liées à son extraction s'enchaînent en Équateur.

Il y a deux semaines encore, le bris d'un oléoduc a provoqué une importante fuite dans une réserve naturelle protégée. Ce sont près de 6 300 barils de pétrole qui se sont ainsi déversés dans le parc national de Cayembe-Coca au nord de l'Équateur, puis dans la rivière Coca qui alimente de nombreuses communautés en eau, y compris des communautés autochtones.

Ce genre d'événement est l'une des raisons pour lesquelles ces dernières s'opposent depuis des décennies à l'extraction des ressources naturelles sur leurs terres, riches en pétrole et en minéraux.

Mais la semaine dernière, la plus haute juridiction d'Équateur a parlé, apprenait le New York Times. Et les règles du jeu pourraient être en train de changer.

Un énorme changement

Le gouvernement de Guillermo Lasso à la tête du pays depuis le 24 mai 2021, est désormais contraint de demander l'autorisation concernant de nouveaux projets d'exploitation minière et pétrolière. Une décision qui s'applique aux 14 groupes autochtones reconnus du pays.

Cet arrêt représente un transfert majeur de pouvoir dans le pays, a rappelé Brian Parker, un avocat d'Amazon Frontlines impliqué dans le dossier.

« Le gouvernement a pu faire ce qu'il voulait. Maintenant, il doit obtenir le consentement », a-t-il martelé.

Si une communauté autochtone refuse un projet, le gouvernement peut toujours aller de l'avant, mais seulement dans des « cas exceptionnels », qui ne porteront pas atteinte aux droits des Premiers peuples et de la nature

« Nous sommes une petite communauté, mais nous avons réalisé quelque chose de si grand, de si historique, que cela servira à d'autres communautés qui ont les mêmes problèmes », a par ailleurs souligné Wider Guaramag, membre de la communauté A'i Cofan de Sinangoe, dans le nord du pays, qui a intenté le procès. Cette décision porte un coup aux ambitions du président Guillermo Lasso, qui avait prévu doubler la production pétrolière en plus de développer l'exploitation minière dans les années à venir.

Le saccage de l'Amazonie

Depuis les 50 dernières années, les compagnies pétrolières ont extrait d'immenses quantités de brut de l'Amazonie.

Selon les données de 2019 de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), l'Équateur dispose de réserves évaluées à 8,8 milliards de barils de pétrole, surtout en zone amazonienne.

L'industrie de l'or noir a ainsi provoqué la destruction de la forêt tropicale, essentielle dans la lutte aux changements climatiques sans parler des communautés qui y vivent.

Entre 1967 et 1993, l'entreprise Chevron-Texaco a creusé 350 puits de pétrole et 880 bassins de rétention au cœur de la forêt tropicale. En quittant le pays, la société a laissé derrière elle un millier de fosses à ciel ouvert, remplies de pétrole brut et de boues toxiques.

Anne-Sophie POIRÉ (publié le 13/02/2022)

(Sites 24heures et bonnesnouvelles)

Contre le gaspillage, la cueillette solidaire entre voisins

Pommes, poires, cerises... Près de La Rochelle, une association cueille les fruits dans les jardins de ceux qui le souhaitent pour les partager avec des structures d'aide sociale.



Lagord (Charente-Maritime), reportage

C'est un drôle de convoi qui se dirige vers une des maisons de Lagord, dans l'agglomération de La Rochelle. Échelle sous le bras, chapeau sur la tête et sac de récolte en bandoulière, ils sont une dizaine de personnes, en cette fin mai, à s'installer dans le jardin d'un de leurs voisins, Xavier Audroin. Objectif : cueillir un maximum de ses belles cerises. Hommes, femmes, enfants : à chacun sa méthode. Les plus téméraires grimpent à l'échelle, d'autres jouent de la perche télescopique. « Regarde Pascal, il y en a plein à ta droite! » prévient Charlotte en lui tenant l'échelle, avec un sac déjà bien rempli.

C'est la première fois que Xavier Audroin fait appel à Aux arbres citoyens. Depuis juillet 2020, l'association rochelaise propose aux particuliers de cueillir les fruits des arbres de leur jardin pour limiter le gaspillage. De quoi séduire le Lagordais, qui a emménagé dans cette maison dotée d'un cerisier il y a un an et demi. « L'an dernier, on a cueilli les cerises avec les copains, mais il en restait encore. On en a perdu plein, on a trouvé ça stupide. On s'est dit qu'on s'organiserait mieux cette année, raconte-t-il. On en a déjà récupéré trois saladiers, on a fait des gâteaux et des confitures, mais on n'arrivera pas à tout manger. »



Les bénévoles cueillent les cerises dans le jardin de Xavier Audroin. © Jenny Delrieux/Reporterre

Beaucoup à cueillir, trop à manger... C'est en partant de ce constat que Coralie Tisné-Versailles a eu l'idée de créer Aux arbres citoyens avec son mari, Alexandre, et son amie Céline Bréjaud. Elle était alors en plein tour du monde, et a entendu parler de l'association canadienne Not Far From The Tree, qui a développé ce concept. Ni une ni deux, la Rochelaise a fondé l'association dès son retour en France. « Il y a une notion d'action dans ce nom, Aux arbres citoyens, une volonté de changer le monde en tendant la main, que ce soit vers un fruit ou vers les autres. Nous devons honorer ce que nous offre la nature », explique la cofondatrice.



Coralie Tisné-Versailles a cofondé l'association en juillet 2020. © Jenny Delrieux/Reporterre

20 kilos de cerises récoltés dans le jardin

Au bout d'une heure et demie ce matin-là, 20 kilos de cerises sont récoltés. La cueillette est mise en commun et les bénévoles repartent avec une partie de leur récolte. Le reste, soit 80 % des fruits, est remis le jour même ou le lendemain à des associations d'aide alimentaire, comme la Banque alimentaire de Charente-Maritime ou l'épicerie sociale du quartier Mireuil, à La Rochelle.

« Entre 5 et 7 millions de personnes en France ont eu recours à l'aide alimentaire en 2020, rappelle Coralie Tisné-Versailles, citant un rapport du Secours catholique. Et c'est justement les produits frais qui manquent le plus. »



Ce matin, 20 kilos de cerises ont été récoltés dans le jardin de Xavier Audroin. © Jenny Delrieux/Reporterre

D'autant qu'une partie de notre alimentation a souvent parcouru des centaines, voire des milliers de kilomètres avant d'atterrir dans nos assiettes. « Un tiers des produits venant des champs ou des arbres est gaspillé. On parle de faim dans le monde alors qu'on fait face à un problème de surproduction. Il ne faut pas oublier qu'un arbre est dimensionné pour nourrir plusieurs foyers — pas un seul — comparé aux légumes, où l'on plante ou sème en fonction de ce que l'on souhaite récolter. » Il arrive ainsi que l'association vienne directement donner un coup de main aux maraîchers en surproduction.

Figues, pommes, poires...

En attendant, l'association poursuit son bonhomme de chemin. En 2021, 70 cueillettes ont été organisées entre mai et décembre. Cerises, prunes, figues, pommes, poires, noix, kiwis, raisin, olives [1], kakis... 4,7 tonnes de fruits ont été ramassées et partagées depuis sa création.

Et toujours dans une ambiance joyeuse : « Les gens ont vraiment envie de se reconnecter à la nature et aux autres. Il n'y a pas de petit geste », insiste la cofondatrice. C'est également l'occasion pour certains de (ré)apprendre le calendrier des saisons. Et de découvrir certains arbres fruitiers un peu moins connus, comme le plaqueminier, l'arbre qui donne des kakis.



4,7 tonnes de fruits ont été ramassées depuis la création de l'association. © Jenny Delrieux/Reporterre

Cette année, l'association compte 200 bénévoles. Après une adhésion au tarif minimum de I euro pour une question d'inclusivité – l'adhésion suggérée étant de I0 euros –, ceux-ci peuvent cueillir à l'envi, une fois, dix fois, etc., et choisir leur créneau : matin, soir, en semaine ou le week-end. Les propriétaires des terrains, eux, ne payent rien, ils ont juste besoin de se faire connaître auprès de l'association. « Pas besoin de compétence ou de profil type. Et les enfants sont encouragés à venir. Notre planète va à vau-l'eau et les plus jeunes doivent comprendre que les fruits ne poussent pas dans les supermarchés », dit Coralie Tisné-Versailles.

« Donner du temps et repartir avec quelques fruits »

Les cueillettes sont également l'occasion de tisser du lien. « On retrouve souvent les mêmes propriétaires d'une année à l'autre. Pour certaines personnes âgées, c'est une façon de sortir de l'isolement. Les gens sont contents, on leur rend également service. L'humain reste au cœur du projet », précise sa cofondatrice.



Échelles, sacs, chapeaux... les bénévoles sont bien équipés. © Jenny Delrieux/Reporterre

Cette initiative solidaire rochelaise ne demande qu'à se multiplier. Coralie reçoit d'ailleurs de nombreux mails des quatre coins du pays. Une antenne a vu le jour en juin à Bischoffsheim, au sud de Strasbourg (Bas-Rhin), où l'association intervient dans les jardins des particuliers, comme à La Rochelle, mais surtout dans des vergers. « Parmi mes bénévoles, certains ne veulent pas de fruits et préfèrent tout donner. Et il y en a d'autres qui n'ont pas de moyens financiers. Mais ils ne veulent pas l'aumône, ils donnent un peu de leur temps et repartent avec quelques fruits », explique Claudine Janel, qui gère l'antenne alsacienne.

« Il n'y a pas de message politique, on veut juste responsabiliser les gens, précise Coralie. L'héritage de nos ancêtres, qui ont planté des arbres, et notre responsabilité collective. »

Jenny DELRIEUX (Reporterre), 11 juin 2022

Notes

[1] Notamment au profit de l'association Muco'live 17 de Marans, qui œuvre pour l'association Vaincre la mucoviscidose.

En Italie, les jeunes reprennent le combat contre le projet ferroviaire Lyon-Turin



Le mouvement italien No TAV a vu le jour dans les années 1990, en opposition au projet de construction d'une ligne à grande vitesse dans le val de Suse. Trente ans plus tard, la nouvelle génération reprend le flambeau. Cet article est le premier d'un reportage en deux volets consacré à la lutte contre le projet ferroviaire Lyon-Turin dans le val de Suse. Le second : « Ni train ni frontières : ils luttent contre le Lyon-Turin et aident les exilés ».

Val de Suse (Italie), reportage

Avigliana, début mars. Sur le quai de la gare, le Turin-Bardonecchia de 17 h 51 a stoppé net. Sur le tableau des départs, tous les trains transitant par la petite commune piémontaise accusent bientôt des retards de plusieurs dizaines de minutes. Dans les wagons, on jette des regards impatients vers le cadran des montres. Il fallait que ça tombe un vendredi soir. À quelques mètres de là, dans le bar mitoyen, une bande de collègues brocarde sous la lumière des néons : « Ça, c'est encore un coup des No TAV… »



© Alexandre Pillondeau/Reporterre

Dans le val de Suse, vallée alpine de quelque 70 000 habitants qui court de Turin au mont Thabor, les trains comme les « No TAV » sont un sujet de crispation régulier. Voilà près de 30 ans que les drapeaux du mouvement flottent partout sur les routes, que ses graffitis bigarrent les murs des tunnels. La « TAV », pour Treno Alta Velocità, c'est le projet d'une ligne ferroviaire à grande vitesse qui doit être construite dans la région pour relier Lyon à Turin. Ses premiers opposants ont défilé pour la première fois à Sant'Ambrogio, le 2 mars 1996. Difficile de chiffrer combien de cortèges ont, depuis, traversé le val de Suse, dénonçant un ouvrage dispendieux, inutile et destructeur de l'environnement. « Une cinquantaine, au bas mot », hasarde Alberto Poggio. L'un des plus mémorables est probablement celui de Venaūs, dont l'anniversaire est célébré le 8 décembre. En 2005, une mobilisation massive avait réussi à déloger du petit village montagnard ce qui devait devenir le chantier principal de la TAV.



Un dimanche sur le chantier principal de la société TELT à Chiomonte, en Italie. © Julie Déléant / Reporterre

Chiara Olivero, membre du comité des jeunes No TAV du val de Suse, avait 8 ans à l'époque. Ses premières marches, elle les a faites, comme de nombreux enfants de la vallée, perchée sur les épaules de ses parents. « La lutte a toujours été là. Je me souviens que déjà en primaire, quand il y a eu l'incident avec Luca Abbà [en 2012, le militant, âgé de 37 ans au moment des faits, s'est électrocuté sur un pylône au cours d'une manifestation], nous en parlions entre nous dans la cour de récréation », se souvient-elle. Puis, il y a les autres. Riccardo Lo Nardo, 21 ans, la TAV, il en avait « bien sûr » entendu parler, « impossible de faire autrement ici ». Mais son père à lui est militaire, donc « de l'autre côté ». Comprendre : celui où l'on ne grandit pas au rythme des sièges et des manifs, bercé par les récits de sabotages, de procès et d'arrestations. « Tous les jeunes comme moi, qui n'avaient pas de parents engagés, ne comprenaient pas vraiment ce qui se jouait. »

Déclic

Le déclic, Riccardo l'a eu en 2018. Convaincu par le discours de l'activiste suédoise Greta Thunberg, il a alors fondé dans le val de Suse une antenne de son mouvement mondial pour le climat, Fridays for Future. « Pensez global, agissez local », encourage l'un des slogans. Riccardo s'est exécuté, et a épluché avec ses camarades toute la littérature scientifique liée à la TAV. « C'est là qu'on a compris que oui, il y avait vraiment des problèmes », dit-il. Présence d'amiante naturel dans les montagnes, émissions pharaoniques de CO₂, déforestation, menace sur les ressources hydriques... Les répercussions du chantier sur le territoire offrent à cette jeunesse, biberonnée aux rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), un terrain d'expérimentation concret.



Après avoir fait les manifestations sur les épaules de leurs parents, les jeunes militants rejoignent la lutte. © Stefano Stranges / Reporterre

Quelques mois plus tard, ils sont parvenus à convaincre toute la branche italienne de Fridays for Future – 150 groupes au total, de la vallée d'Aoste à la Sicile – de rallier la cause des No TAV. « C'est sûrement grâce à eux qu'il y a eu davantage de prises de position au cours des trois ou quatre dernières années », reconnaît Chiara. Si les temps ont changé, les méthodes aussi. Exit les blocages de route et les attaques de chantiers, les jeunes de Fridays for Future privilégient une approche didactique et non violente, et multiplient les interventions dans les écoles. « Les anciennes générations ont ouvert un boulevard, maintenant on adapte les choses à notre manière, plus tranquillement », résume Chiara.

« Ce qu'on peut leur offrir, c'est la mémoire de ces années »

Pas de quoi soulager les anciens, tout de même satisfaits de voir leur bataille prendre un nouvel élan avec cette rafraîchissante « génération climat ». « Le mouvement No TAV est né dans les années 1990, comme les jeunes d'aujourd'hui. Ce qu'on peut leur offrir, c'est la mémoire de ces années. Mais la société n'est plus la même, et les méthodes de lutte doivent elles aussi changer. C'est normal qu'ils soient à la recherche de nouvelles modalités », concède Fulvio, solide gaillard d'une soixantaine d'années, résident permanent du « presidio » de Venaūs.



Sur la banderole, « Nous sommes la nature qui se rebelle » © Stefano Stranges / Reporterre

Des « presidi », des maisonnettes faisant office à la fois de camp de base, de point d'information et de rassemblement, il en fleurit dans la vallée partout où s'installent les chantiers. « Pour surveiller », font savoir les militants. Mais aussi rappeler qu'ils n'ont pas baissé les bras. À Venaūs, le chantier est parti, mais le presidio est resté. Devenu un symbole de la lutte, on y vient aujourd'hui de toute l'Italie et parfois même au-delà pour saluer ses occupants, et prendre le pouls de la mobilisation. Chaque été depuis 2016, il devient l'une des attractions de l'Alta Felicita, un festival de musique dont le mode de vie No TAV, éloge de la lenteur et du territoire valsusin, est le cœur battant. Il est devenu un point de ralliement important de la jeunesse locale, où s'agrègent les luttes et se créent les réseaux de demain. Lors de la dernière édition, plusieurs centaines de jeunes de l'Alta ont quitté leurs tentes pour marcher auprès des No TAV jusqu'au chantier de Chiomonte derrière une même banderole : « Nous sommes la nature qui se rebelle. » Après plus de deux décennies de lutte, les anciens se gardent bien de le dire, mais ils savent qu'il faudra un jour passer le flambeau. « Même si nos méthodes sont différentes, je sais qu'ils sont fiers et heureux de voir que l'on s'intéresse à leur lutte. Et puis, ils commencent à nous dire « On est vieux, maintenant c'est vous le futur! » », dit Chiara.

« Le temps est un gentleman »

Et ce futur s'annonce chargé. Le chantier principal de Venaūs, géré par la société franco-italienne TELT, a été délocalisé à une dizaine de kilomètres au sud, entre les communes de Chiomonte et Giaglione, bordées par les eaux translucides de la rivière Dora. Pas sûr que la vallée y ait gagné au change. Pour faire place nette au « monstre », comme le surnomme les Valsusins réfractaires aux travaux, un chantier qui s'étend sur pas moins de 12 hectares sous le viaduc de l'A32, il a fallu sacrifier une partie d'un site archéologique datant du Néolithique, unique dans l'histoire des Alpes occidentales italiennes. Déserté, le tracé des sentiers forestiers qui mènent à la nécropole et aux abris sous roche dits de « La Maddalena » s'efface désormais sous les tas de feuilles. La TELT a toutefois pris soin d'en conserver le nom pour baptiser... une galerie de reconnaissance du projet. La Maddalena, achevée en 2017, sert depuis à accéder au tunnel principal, celui qui doit permettre de relier Turin à Lyon. En théorie. Car depuis l'entrée en activité du chantier en 2012, pas un mètre n'a été creusé du côté italien. « Chez nous, on dit "Il tempo è galantuomo", le temps est un gentleman, s'amuse Pablo, ancien pilote d'hélicoptère de l'aéronautique militaire, devenu un No TAV convaincu. Ca veut dire qu'il finit toujours par révéler la vérité. »

Celle que tentent de faire éclater les No TAV au grand jour, c'est tout simplement que les chantiers n'en finiront jamais. Quand les travaux ne s'éternisent pas dans un dédale de tracés, digues, niches et tranchées, alourdissant une facture déjà revue à la hausse en 2012, passant de 12 à 26,1 milliards d'euros, ce sont d'autres chantiers parallèles, que les constructeurs qualifient même « d'interférences » au projet ferroviaire, qui viennent s'agglomérer dans les communes voisines.



Le flambeau passe progressivement entre les générations de militants. © Stefano Stranges / Reporterre

Prochaine sur la liste, celle de Salbertrand, où doivent être fabriqués les anneaux en béton qui tiendront le tunnel. Perché à 1 032 mètres d'altitude, le petit village abrite un parc naturel classé Natura 2 000, le Gran Bosco. Parmi les sapins et mélèzes, quelque 70 espèces d'oiseaux nicheurs s'y s'épanouissent auprès des cerfs, des chevreuils et

des chamois. La TELT s'installera tout près, sur un dépôt laissé à l'abandon grand comme 15 terrains de football. Il faut donc dans un premier temps traiter des tonnes de déchets, plus de 100 000 mètres cubes de matériaux au total, dont une montagne d'amiante. La TELT prévoit d'y rester « pendant toute la durée des travaux de construction du tunnel de base en Italie », soit jusqu'en 2032 selon le dernier calendrier. « 11 ans au total, donc. Sauf que 11 ans avec leur temps, ça veut dire 20 ans. Et 20 ans, c'est une vie », s'agace Alberto Poggio. Les No TAV s'inquiètent par ailleurs du nouveau ballet de camions qui s'annonce sur les routes de la vallée. « Que la ligne permette de réduire les émissions de CO_2 quand elle sera en service, ça reste une hypothèse. Mais en attendant, sa construction augmente considérablement les émissions, que l'Union européenne veut réduire de 55 % d'ici à 2030. Or, à cette échéance, le tunnel ne sera pas terminé », note Alberto Poggio.

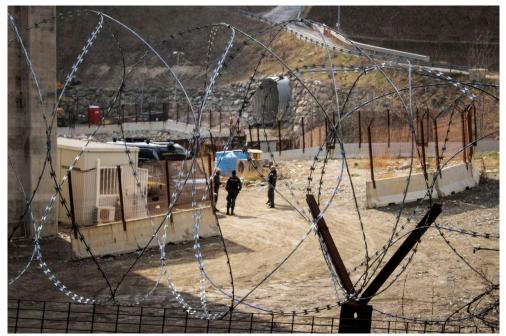
CO₂: des décennies pour compenser

De son côté, la Cour des comptes européenne, dans un rapport paru en 2020, prévient que « les émissions de CO_2 ne seraient compensées que 25 ans après l'entrée en service de l'infrastructure. Cette prédiction dépend en outre des volumes de trafic : s'ils n'atteignent que la moitié du niveau prévu, il faudra 50 ans à partir de l'entrée en service de l'infrastructure avant que le CO_2 émis par sa construction soit compensé ». Dans ce même document, les rapporteurs rappellent que les anciennes projections de trafic de fret sont « très supérieures aux volumes de trafic actuels ».



Les presidi tiennent toujours bon dans le val de Suse. © Stefano Stranges / Reporterre

Plus à l'est, San Didero, petite commune de 600 âmes traversée par la Via Francigena, une importante voie de pèlerinage reliant Rome à Canterbury, s'apprête également à subir d'importantes métamorphoses. Un nouvel autoport doit y être construit pour remplacer celui de Suse, qui accueillera la nouvelle gare internationale. Comme partout où s'installent les chantiers, des rideaux de grillages et barbelés encerclent désormais la zone des travaux, cisaillant net l'exaltant panorama alpin qui s'offre à l'horizon. Pour « surveiller », mais surtout rappeler qu'ils n'ont pas baissé les bras, les militants ont posté un nouveau presidio face au chantier. Tous les samedis, des sympathisants tiennent un petit marché de produits locaux sur la place attenante. Dans la kitchenette improvisée face au local, Francesco s'active en cuisine. Comme presque tous les week-ends, il a parcouru 480 kilomètres depuis son domicile de Riotorto, en Toscane, pour retrouver ses camarades. « Piqué » par le mouvement, il a trouvé dans le val de Suse une nouvelle famille. « Ces gens ont consacré 20 ans de leur vie à cette lutte. Pour eux, elle passe avant tout. Ça force l'admiration », dit-il.



Les militaires et leurs barbelés sont toujours là pour défendre les chantiers. © Julie Déléant / Reporterre

Le lendemain, Francesco fait partie d'un petit groupe venu entretenir le presidio des Mulini, qui surplombe le chantier de Chiomonte. En constante rénovation, le hameau, loué à un particulier, dispose déjà de panneaux solaires, d'un barbecue, de plusieurs chambres et d'une plantation de patates. Pendant que Francesco désherbe les terrasses, Guido, le doyen, et Alessio, le benjamin, préparent en chantant les spaghettis au ragù. « Je mets un ou deux paquets de pâtes ? » demande le jeune homme. Deux, répond son aîné. « Lui, il est là depuis le tout début », raconte fièrement Pablo, le pilote d'hélicoptère, venu lui aussi passer une tête aux Mulini. Au pied de la gazinière, la sono diffuse une chanson du poète Fabrizio De André, « Nella Mia Ora Di Libertà », que reprennent d'une seule voix les compagnons. On oublierait presque, bercés par le clapotis du ruisseau, les rubans de barbelés qui cuirassent, quelques mètres plus bas, la valse des militaires.

No TAV, des décennies de résistance

La réticence des opposants à la ligne Turin-Lyon prend sa source dans les années 1980. Juste après l'inauguration du tunnel routier de Fréjus, une autoroute, dont les piliers grands comme des tours d'immeubles éventrent désormais le paysage de la vallée sur plus de 70 km, est alors construite entre Turin et la petite station de Bardonecchia, à la frontière franco-italienne. « À l'époque, elle a été proposée comme une occasion de développement, qui donnerait du travail aux ouvriers de la région et de l'argent aux municipalités. En définitive, les constructeurs ont fait travailler qui ils voulaient, et les communes n'ont reçu que peu d'argent », explique à ce sujet un ingénieur, spécialiste du dossier. Les camions ont certes quitté les routes de campagne, mais « la pollution, elle, est restée ».

Quand une dizaine d'années plus tard, l'argument du désengorgement du fret a ressurgi avec la TAV, le projet a été rejeté net, d'autant plus que le trafic est stable depuis des décennies. La perspective de creuser 57,5 kilomètres de tunnel dans des montagnes gorgées d'amiante, entre Suse et Saint-Jean-de-Maurienne, n'a pas davantage séduit les habitants de la vallée. En 1991, le collectif Habitat, composé d'écologistes, de scientifiques et de professeurs d'université, a tenu sa première réunion publique en opposition au projet.

Ni train ni frontières : ils luttent contre le Lyon-Turin et aident les exilés



Dans le val de Suse, la lutte contre le projet ferroviaire Lyon-Turin se conjugue désormais avec l'aide aux exilés. Depuis 2017, la difficile organisation de l'accueil, l'aide au passage et le refus des frontières se sont logiquement coulés dans ce mouvement qui allie environnement et solidarité.

Val de Suse (Italie), reportage

« Aujourd'hui, le soutien aux migrants est devenu un bras de la lutte », dit Fulvio, sourcils épais et peau rugueuse, depuis l'un des camps de base des No TAV à Venaus. Dans la maisonnette, plusieurs décennies d'histoire des luttes défilent. Épinglés aux murs de liège, des articles de presse jaunis côtoient, ici, la bannière du quartier basque autogéré d'<u>Errekaleor Bizirik</u>; là, la photo souvenir d'un déplacement à Mexico auprès des membres du collectif <u>Nodo Solidale</u>. Sur l'étagère, une coupe remportée lors d'un mondial antiraciste parade au-dessus du Quattro Mori sarde. Ici, certains militants dédient désormais l'essentiel de leur temps à l'assistance aux migrants.



© Alexandre Pillondeau/Reporterre

Entre 2018 et 2021, le refuge Fraternità Massi d'Oulx, petite commune valsusine située entre Turin et Briançon, estime qu'environ 18 000 personnes sont arrivées en France après avoir traversé la région. Durant l'automne 2021, elles étaient si nombreuses qu'il n'était plus en capacité de les accueillir. De l'autre côté de la frontière, celui de Briançon a été contraint de fermer ses portes durant quelques semaines, pour les mêmes raisons.



La solidarité internationale des luttes se matérialise en symboles sur les murs des cabanons du val de Suse. © Stefano Stranges / Reporterre

Stratégiquement installé à quelques encablures de la gare routière, le refuge d'Oulx est la seule structure dédiée à l'accueil des migrants dans le val de Suse. Depuis son ouverture en septembre 2018, il est devenu une étape incontournable pour les voyageurs qui empruntent la route migratoire dite « des Balkans ». Les personnes migrantes s'y arrêtent une nuit ou deux, rarement davantage, le temps de se remplir le ventre, changer de chaussures et recharger les batteries. Le nouveau bâtiment, investi au mois de décembre 2021, dispose de 70 couchages, d'une salle à manger et d'un jardin.

D'ordinaire, ce sont les amateurs de sports de montagne qui arpentent la région. Mais à l'heure où tous les chats sont gris, les voyageurs qui foulent ses sentiers n'ont ni raquettes ni bâtons. Sirag est l'un d'eux. Il a 21 ans et vient du Maroc. Pour arriver jusqu'au refuge d'Oulx, il a traversé à pied, en autobus et à la faveur des trains régionaux, une dizaine de pays depuis la Turquie, en passant par l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine. Ce soir-là, ce sont les bénévoles de la maison de scouts Alveare de Bardonecchia, petite station de sports d'hiver située à une dizaine de kilomètres au nord-ouest, qui apportent le dîner : ratatouille et minestrone, de quoi nourrir une trentaine de personnes durant deux jours.



Dans les cuisines du refuge Fraternità Massi, à Oulx. © Julie Déléant / Reporterre

Aujourd'hui investie auprès du refuge d'Oulx et de l'association française Tous Migrants, Silvia Massara, professeure de français et coordinatrice de l'Alveare se souvient très bien du printemps où les choses ont basculé. C'était en 2017. La gare de Bardonecchia vit arriver ses premiers exilés : « Des jeunes Guinéens, très peu vêtus, fatigués, détruits par le voyage et affamés. C'était nouveau, pour nous », se souvient-elle. Tous allaient vers la France, en direction du col de l'Échelle. Elle commença par donner quelques indications pratiques aux égarés, puis sollicita dans la foulée quelques amies, dont Elena Pozzallo, alors secrétaire de la commission technique du mouvement No TAV. « Notre mouvement s'est constitué contre un projet de train à grande vitesse, mais on est surtout pour une certaine philosophie de vie. Pour la santé, l'environnement, la communauté, la solidarité », énumère-t-elle. Durant tout l'été, une poignée d'habitants de la vallée s'est débrouillée pour apporter ce dont les gens avaient besoin. Les touristes, bercés par l'insouciance estivale, ne prêtaient guère attention à ce qui se jouait alors au pied des hôtels, dans les coffres de voitures et sur les trottoirs.

Dès les premières semaines de l'automne 2017, la neige et le froid se sont abattus comme une chape de plomb sur les montagnes. « C'est arrivé très tôt. Un froid glacial, et une quantité de neige... Autant que quand on était gamin », se remémore Silvia Massara. Et ce alors que les exilés affluaient par centaines à la gare. « Les gens arrivaient le soir, le jour, la nuit, n'importe comment. C'est là que tout a vraiment commencé. » Dépassés par la situation, les volontaires manquaient de tout : de bras, d'abri, de solutions, surtout. « On n'avait rien. Je me souviens qu'on donnait des chaussettes en guise de gants », dit Silvia. Pendant plusieurs mois, la soupe fut servie dans la salle d'attente de la gare, entre les bassines d'eau chaude où trempaient des régiments de pieds et de mains gelés. Après la fermeture, à 21 h, « les gens se retrouvaient à la rue, en short, parfois en tong, sous des températures glaciales ». Les volontaires ont alors investi le passage souterrain de la station, où la Croix-Rouge vint en renfort, pour distribuer thé chaud et couvertures.



Cette équipe de la Croix rouge en poste à Clavières a récupéré des migrants interceptés à la frontière par la gendarmerie française, durant l'hiver 2020. © Stefano Stranges / Reporterre

Progressivement, les nouvelles de Bardonecchia ont circulé jusqu'à la partie basse de la vallée, fief de la communauté No TAV. Les premiers militants prirent, petit à petit, le chemin de la gare. « Puis soudain, au début du mois de décembre, tout a fermé complètement. La société de chemin de fer ne voulait plus que l'on reste dans la salle d'attente dans la journée », raconte Silvia. Tant bien que mal, un réseau d'accueil prend néanmoins forme. L'association Rainbow for Africa est mobilisée à la demande des maires de la vallée, tandis que des médecins du secours en montagne se relaient pour des gardes de nuit.

Le groupe Briser les Frontières est alors créé sur Facebook afin de coordonner les diverses actions de soutien apportées aux jeunes Guinéens. Aucune référence implicite n'est faite au mouvement, « pour ne pas être étiqueté, et parce que surtout, pour dire la vérité, je pense que tous les No TAV n'avaient pas envie d'aider les migrants », dit un militant. Il comptait alors une trentaine de personnes, parmi lesquelles quelques maraudeurs français, qui font des rotations pour réunir et distribuer des paires de chaussures adaptées à la neige, offrir de la nourriture ou des conseils pour la traversée. Dans la foulée, le mouvement officialisa lors d'une assemblée vespérale son soutien aux voyageurs. « Moi, je savais ce que je voulais faire et comment j'allais le faire, mais je voulais connaître la position de la communauté. Ça a été oui, bien sûr qu'on les aide », se souvient Emilio Scalzo, l'un des leaders du mouvement [1]. Un réseau d'hébergement citoyen, discret mais efficace, s'est rapidement développé. Les habitués des opérations de sabotages, eux, savaient déjà où serait leur place : au front.



Après un premier bilan de santé, ils ont été conduits au refuge d'Oulx pour passer la nuit à l'abri du gel. © Stefano Stranges / Reporterre

Pour éviter la police aux frontières qui bloquait depuis la fin de l'été l'accès au col de l'Échelle, de surcroît presque toujours infranchissable à cause des avalanches, le passage s'est fait à l'autre extrémité du Mont Chaberton, entre Clavière et Montgenèvre, à I 800 mètres d'altitude. C'est ainsi que la paisible route transfrontalière est devenue, durant l'hiver 2017, le théâtre de longues parties de cache-cache entre les militants No TAV et la police aux frontières. Face aux officiers, les habitants de la vallée possédaient une arme précieuse : une connaissance affûtée du territoire, régulièrement mise à profit dans la bataille qui les opposent aux militaires, présents en masse sur les chantiers de la ligne à grande vitesse.

« Cette vallée, on la connaît par cœur. On a dessiné des itinéraires précis pour que les gens empruntent le bon chemin. Et puis on a commencé à prendre les voitures... », se souvient l'un d'eux. Comme ce soir de match du Paris-Saint-Germain, où la bonne forme des joueurs parisiens a joué en la faveur du convoi. « On s'était dit que les policiers français seraient forcément devant leur télé. On a suivi la première mi-temps dans un bar à Clavière, et quand Paris a commencé à attaquer, on a couru chercher la famille d'Afghans qui nous attendait tout près. On a pu passer la frontière à trois voitures, tranquillement, jusqu'à Briançon », s'amuse Antonio [2]. À l'autre bout du canapé, la mine sérieuse de Sergio [3] contraste avec la bonhommie joviale de son camarade. « Mon premier [convoi], je m'en souviens très bien. On avait croisé sept gamins, complètement frigorifiés. On s'est dit que s'ils étaient arrivés jusque-là, ils continueraient jusqu'en France quelle que soit la manière. Donc tant qu'à faire, on a pris la voiture. C'est en arrivant à Briançon qu'on a compris qu'on avait fait quelque chose de bien plus précieux que de filer une veste. On avait fait ce qui était juste », dit-il.

À Clavières, en dépit des nombreuses réclamations des solidaires, la mairie reste sourde aux appels, tout comme le curé. Ce sera l'église quand même, décident une poignée de militants. Le 22 mars 2018, ils en forcent le cadenas et investissent la salle paroissiale qu'ils rebaptisent Chez Jésus, en résonance avec le squat Chez Marcel, son homologue français situé sur les hauteurs de Briançon. Là encore, le savoir-faire No TAV en matière d'autogestion opère : en quelques semaines, le lieu s'impose comme un point de passage incontournable pour les migrants.



Les tags contre les frontières jouxtent ceux contre la TAV. © *Stefano Stranges / Reporterre*

Mais rapidement, la colère gronda à nouveau dans la vallée. Au mois de mai, les corps sans vie du Sénégalais Mamadou-Alpha Diallo et de la Nigériane Blessing Matthew furent retrouvés dans la neige. Surprise par une patrouille, Blessing, 21 ans, avait tenté de s'enfuir avant de tomber puis de se noyer dans la rivière Clarée. C'est du moins ce qu'en déduisit le parquet de Gap, qui finira par classer l'affaire sans suite. Et alors que la solidarité se structurait enfin, avec l'ouverture en septembre du refuge Fraternità Massi à Oulx et l'occupation d'une maison cantonnière à Clavière, le décret-loi sécurité Salvini, adopté par le Sénat, puis la chambre des députés le 29 novembre 2018, est venue durcir drastiquement la politique italienne matière en d'immigration.



Entre les militaires qui gardent les chantiers et ceux qui empêchent les exilés de rentrer en France, le val de Suse est sous haute surveillance. © Stefano Stranges / Reporterre

Mais pour Silvia, Elena et les autres, une partie du combat a tout de même été remportée. « Au début, nous devions être cing ou six bénévoles. On est 120 maintenant, sinon plus! Petit à petit, des réseaux indépendants de personnes se sont formés. d'autres sont venus travers le mouvement No TAV ». note Silvia. Le vent de solidarité souffle d'ailleurs bien au-delà des frontières du val de Suse: l'été dernier, les demandes de groupes de scouts souhaitant venir prêter main forte au refuge ont afflué de

toute l'Italie. Dans les manifestations et rassemblements contre les frontières, il n'est plus rare de croiser les drapeaux rouge et blanc des No TAV.

Julie DÉLÉANT et Stefano STRANGES (Reporterre), 26 avril 2022

Notes

[1] Aujourd'hui placé sous contrôle judiciaire dans les Bouches-du-Rhône, suite à un incident survenu lors d'une marche contre les frontières. / [2] Le prénom a été modifié. / [3] Le prénom a été modifié.

Un charivari festif pour défendre les terres agricoles de Pertuis

Les défenseurs des terres fertiles de Pertuis, dans le Vaucluse, ont manifesté le 14 mai contre la bétonisation de 86 hectares. Leur « zone à patates » est la cible de l'extension d'une zone d'activités, dont l'entreprise du maire de la ville compte bien bénéficier.



Pertuis (Vaucluse), reportage

14 heures, samedi 14 mai, 600 personnes venues de plusieurs départements voisins ont répondu à l'appel. L'annonce sur les tracts avait de quoi faire rêver les personnes sensibles à la cause : « Le parcours se fera en partie dans la zone d'activité et à travers les terres menacées : chars, costumes, fanfares... Bref, un carnaval joyeux, revendicatif et déterminé! »

« On est là pour lutter contre l'extension infinie de la bétonisation des terres fertiles. Notamment ici pour sauver 86 hectares de terres fertiles. » C'est par ces mots que commence la conférence de presse qui réunit entre autres les Soulèvements de la terre, Pertuis terre vives, les habitants de la « Zap » (Zone à patates), la Confédération paysanne, SOS Durance Vivante... Depuis plus d'un an, des actions sont menées pour lutter contre le doublement de surface de la zone d'activité, voulu par le maire, Roger Pellenc, également fondateur de la plus grosse entreprise de la ville, et première entreprise à désirer se développer sur ces futurs sols artificialisés.



86 hectares de terres fertiles sont menacées par la bétonisation. © Sébastien Aublanc / Reporterre

Le cortège a suivi comme prévu le déroulé déclaré, mais celui-ci a été interdit par arrêté municipal. Charles [*], membre de l'organisation du parcours, nous explique : « La manifestation a été déclarée, conformément à la loi, à la police municipale le 1 mai, mais interdite par arrêté municipal le 1 pour des raisons invoquées de sécurité : passage par la rocade de Pertuis et par l'axe principal de la zone commerciale, jugés trop dangereux. Nous avons donc proposé un second parcours le 12 mai, évitant la rocade et au mieux l'axe principal, mais un second arrête a réaffirmé cette interdiction. Ceci est de la mauvaise volonté et un abus de pouvoir du maire, nous avons donc engagé un référé liberté la veille au tribunal compétent », soit le tribunal administratif de Nîmes.

« Le seigneur de Pertuis crée lui-même la révolte qui gronde contre lui »

La fin du parcours de la manifestation passait devant un entrepôt de l'entreprise Pellenc, où une dizaine de machines agricoles servant à vendanger étaient stationnées. C'est alors qu'une action surprise d'une vingtaine de manifestants s'est produite : ils sont entrés dans le dépôt, des tags « À bas la bourgeoisie, ZAP partout » ont recouvert le slogan publicitaire de l'entreprise « De la vigne, à la cave, Pellenc ».



La façade du bâtiment de l'entreprise du maire et des machines à vendanger ont été redécorés au passage du cortège. © Sébastien Aublanc / Reporterre

Un porte-parole des Soulèvements de la terre déclarait en début de manifestation : « La violence légitime répond à la violence institutionnelle. Il y a différents points de vue parmi nous sur ce sujet et cela s'appelle la diversité des tactiques. » Celia [*], une manifestante, nous répondait à ce sujet : « La première violence est celle de Roger Pellenc : il veut bétonner ces terres alors que nous sommes en pleine crise alimentaire à cause de la guerre en Ukraine, il a fait démolir en toute illégalité une maison de la Zap remplie d'amiante, il a interdit les deux parcours de manifestation déclarés. Le seigneur de Pertuis crée lui-même la révolte qui gronde contre lui. La question du stationnement ostensible de ces engins en bordure de parcours déclaré se pose évidemment! »

La journée s'est terminée à la Zap avec concert, pizzas partagées, producteurs locaux, débat en direct sur la radio locale, Radio Zinzine. Une militante est alors montée sur une table : « Nous sommes victimes d'acharnement policier : en fin de manifestation, un camarade épuisé était en train d'uriner au bord de la route, un camion de gendarme s'est arrêté et l'a embarqué. » Un regroupement devant la gendarmerie de Pertuis s'en est suivi, mais les gendarmes ont signifié que la personne avait été transférée ailleurs. La brigade de Pertuis, contactée par Reporterre, devait nous rappeler pour communiquer sur un bilan de la journée, mais elle ne l'a pas fait à l'heure actuelle.



En musique et en costumes, la manifestation ressemblait à un joyeux carnaval. © Sébastien Aublanc / Reporterre



Notes

Le prénom a été modifié à sa demande.

Dans les campagnes, « nous pouvons reproduire de petites sociétés autogérées »

Elle dépeint les espoirs et les enjeux d'une société inspirée par l'écoféminisme où l'entraide mènerait à la subsistance et à l'ancrage local : Geneviève Pruvost est l'invitée des Grands entretiens de Reporterre.



Geneviève Pruvost est sociologue du travail et du genre au Centre d'étude des mouvements sociaux (EHESS). Elle a publié *Quotidien politique - Féminisme, écologie, subsistance*, éd.La Découverte) en 2021.

Reporterre - Geneviève Pruvost, comment vit-on aujourd'hui sans téléphone portable ?

Geneviève Pruvost – (rires) Eh bien, quand on n'a jamais eu de téléphone portable, on reste dans la continuité de ses habitudes. Et c'est mon cas, tout simplement. J'ai un carnet d'adresses. Et surtout j'emprunte, puisqu'il n'y a plus de cabines téléphoniques. Les personnes sont tellement étonnées que je n'en aie pas – je leur fais même faire le numéro tellement je suis incapable de faire cela avec mes doigts, du coup cela crée des occasions de rencontres.

Et cela ne vous gêne pas dans votre vie professionnelle, dans votre vie personnelle?

Je suis beaucoup sur mon ordinateur. J'utilise le mel comme une messagerie et pour fixer des rendez-vous. Pourtant je suis allée dans des ruralités où il n'y a pas forcément d'indications, mais je fais des plans à l'ancienne. Et, c'est pareil pour conduire : je n'ai pas besoin d'un GPS. J'ai mes petits plans, je m'arrête, je demande. Ce n'est vraiment pas gênant. Chaque fois que j'en ai besoin, deux minutes après, mon problème se résout. Et cela me confirme dans le fait que le portable n'est pas nécessaire.

Je vous pose cette question parce que vous avez écrit Quotidien politique. Et le téléphone portable fait partie du quotidien du XXIe siècle aujourd'hui. Pourquoi la vie quotidienne estelle politique?

Henri Lefebvre est un intellectuel, un sociologue marxiste qui a commencé à écrire dans les années 1950. Il a travaillé sur la notion de quotidien. Et pour lui le quotidien, c'est un régime d'attention : on ne réfléchit pas en permanence qu'on doit manger, qu'on doit aller d'un endroit à un autre, on utilise de façon incorporée un certain nombre d'habitudes. Mais ce quotidien est politique parce qu'il est fortement appareillé, c'est-à-dire qu'il est soumis à une matérialité qui rend possible de mettre en veille sa vigilance. Cette matérialité évolue dans le temps, profondément même. Lefebvre en fait la tête de pont de l'invasion capitaliste : le capitalisme va s'attaquer aux entreprises, à l'État, mais va aussi nous produire en tant que consommateurs et consommatrices. Et donc, l'intégralité de notre quotidienneté qui nous semble tout à fait anodine, des gestes

fondamentaux comme naître, mourir, manger, dormir, habiter vont devenir la proie d'un marché qui va nous vendre du « prêt à vivre ». On appelle cela de la « consommation dirigée ». Donc, le quotidien est pétri de structures. Ça c'est un premier point.

Le deuxième point, c'est que cette quotidienneté fortement appareillée est en même temps aussi un moment d'expérimentation et cela peut devenir révolutionnaire. La quotidienneté est un moment d'essais et d'erreurs, on essaie des trucs, on discute. Cela ne devient pas routinier par miracle, c'est le produit de débats internes – y compris dans les familles. Ce n'est pas du jour au lendemain que tout le monde se met à faire la vaisselle, par exemple. Donc, c'est un lieu où on peut aussi se lâcher un peu, enlever les masques, s'engueuler, et aussi sédimenter, réfléchir.



« Le capitalisme va nous produire en tant que consommateurs et consommatrices. » © Anna Kurth / Reporterre

Henri Lefebvre intervenait à une époque où l'idée c'était : « On va transformer le monde par le pouvoir d'État. On va prendre l'État et la classe ouvrière pionnière changera le monde par en haut. » Et il disait : « Il faut interroger la quotidienneté. » Mais cette quotidienneté, il en parlait à une époque où l'on découvrait la machine à laver le linge, la télévision qui permettait d'aller voir ailleurs, on commençait à avoir des voitures qui permettaient de voyager au loin. Et puis, on a découvert l'avion qui permet d'aller au bout du monde, on a découvert le téléphone portable. Cette quotidienneté « appareillée » où l'individu perd son autonomie, n'est-elle pas compensée par l'abondance et le confort ?

Henri Lefebvre assiste à la fin des sociétés paysannes, qu'il connaît et qu'il a d'ailleurs étudiées à travers les communautés pyrénéennes, qui sont pour lui aussi des vectrices d'autogouvernements. Il oppose une quotidienneté cyclique, créatrice, abondante, avec une possibilité de maîtrise des matières, à une quotidienneté inerte sur laquelle on n'a pas la main. Aussitôt consommé, aussitôt disparu. Il faut racheter. Évidemment il y a le progrès et tout ce qu'il apporte. Mais au prix de quelle exploitation se fait mon confort ? C'est un premier élément.

L'autre élément est que cette « quotidienneté appareillée » empêche d'être à l'écoute du monde. Elle dirige notre paysage sonore, notre paysage visuel, elle arase, elle uniformise.

En fait, on méconnaît la fabrication des choses du quotidien. On ne sait pas comment est faite la montre qui est là, le micro qui est là, même le pain que nous allons acheter tout à l'heure. On est à distance de tout ce qui nous entoure, de ce qui constitue le moindre geste de la vie quotidienne.

C'est un autre point très important : la « quotidienneté appareillée » est une quotidienneté abstraite du milieu de vie d'où sont extraites les matières nécessaires à la vie. On voyage dans différentes régions du monde et on dit : « Oh, c'est chouette toutes ces échoppes. On voit des gens bricoler. Ils sont quasi dehors. Et dans les champs, il y a plein de gens qui travaillent. » Et on prend des photographies sans se rendre compte que ce qu'on voit,

c'est la fabrique du monde. Et qu'à l'autre bout de la chaîne où nous sommes, il y a des gens à l'autre bout du monde qui triment dans les champs et fabriquent la subsistance. Cette perte de visualisation du travail collectif qu'implique le moindre de nos gestes vitaux est un problème politique. Cela n'invite pas du tout à comprendre les conditions de travail dans lesquelles les choses qui nous sont nécessaires sont produites.

Cette abstraction folle est constitutive du capitalisme qui est colonisateur. Et dans cette colonisation, il faut entendre aussi déterritorialisation. On n'a plus la maîtrise localement de comment les choses se fabriquent, et en même temps, on n'a plus les moyens de contester les possédants de ce monde qui se trouvent maintenant à l'échelle planétaire.

Les féministes jouent ici un rôle fondamental. Les féministes de la subsistance disent : « La fabrique du monde est faite par des petites mains, des petites mains paysannes, domestiques, ouvrières, qui vont faire en sorte que la reproduction de la vie dans la société salariée de notre capitalisme soit possible. » Donc ce travail de subsistance de base est vital et son invisibilisation n'est pas seulement une celle du travail domestique au sens où l'on va préparer la cuisine. Les matières qui font qu'on cuisine sont elles-mêmes invisibilisées. Donc, c'est une longue invisibilisation qui va du travail de subsistance, au contact premier des matières, jusqu'au travail domestique dans nos cuisines. Cette invisibilisation est tragique parce qu'elle empêche quelque chose qui s'appellerait le soin environnemental. Quand on est en prise avec la matière, on doit se préoccuper de son renouvellement. Si j'achète un truc en bois, je ne sais pas de quel bois cela vient. Si c'est du mélaminé collé, je ne sais même pas s'il a bien fallu du bois au départ. Cela renvoie aux forêts, à l'eau, aux ressources. La préoccupation majeure qu'il y a quand on est en prise avec le travail de subsistance disparaît.



« On n'a plus la maîtrise localement de comment les choses se fabriquent. » © Anna Kurth / Reporterre

Qu'est-ce qui se passait dans les sociétés paysannes décrites par le féminisme de subsistance ? On ne sait pas comment tout cela était et est organisé. C'est propice à la projection de sociétés imaginées et dans lesquelles on peut postuler ou se dire que c'étaient des sociétés dans lesquelles la place des femmes n'était pas dévaluée. Ce serait un rôle qui ne serait pas réduit – comme aujourd'hui – au travail domestique qui est absolument dévalué.

La « femme au foyer » est même une invention du XIXe siècle?

C'est une invention complète. On ne pouvait pas imaginer une société paysanne avec des femmes au foyer. Les poules et les vaches et les champs, ce n'est pas dans la maison que ça se passe.

Les femmes au foyer seraient totalement improductives, cela devient même le modèle de la grande dame bourgeoise du XIX^e siècle qui ne fait rien, qui a des robes, des crinolines...

... qui fait de la broderie. En fait, c'est une invention de l'industrie et du capitalisme. Il fallait détruire les sociétés de subsistance, qui sont autonomes, et donc créer des femmes improductives. C'est une manière de priver les sociétés paysannes d'une force de travail et d'un pilier central. Par exemple, le textile était dans

tous les foyers. Aujourd'hui, on n'a pas d'autonomie textile. Si demain le Bangladesh ne nous vend plus ses tee-shirts, on ne s'habillera plus !

Le rôle des femmes, y compris dans la production, était en complémentarité avec le rôle des hommes.

Tout à fait.

Il n'y avait pas une division de travail?

Si, il y avait une division du travail genrée, sexuée. Mais la question est de savoir si elle implique ou pas une hiérarchie de prestige. Et là, il y a vraiment des débats entre historiennes féministes, entre historiennes des techniques. Elles revisitent ce qu'on appelle les sociétés prémodernes en disant : « Ce sont des sociétés patriarcales – il n'y a pas de doute – mais un patriarcat dans lequel le rôle des femmes dans la subsistance commune ne pouvait pas être dévalué. Sinon, on ne mangeait pas ! » C'était une complémentarité nécessaire, et cette nécessité donnait du pouvoir. Et donc, le passage à la modernité et à la femme au foyer privée de la maîtrise de la matière et du renouvellement des matières a été une perte sèche pour les femmes. Mais il y a d'autres gains.

Lesquels?

L'égalité en droit. C'est énorme. Même si ces droits sont bafoués tous les jours. La possibilité aussi de changer de mode de famille, de ne pas être restreinte à la famille patriarcale. On fait comme si la famille nucléaire avait existé de tout temps. Mais ça aussi c'est une invention. La famille mononucléaire, hétérosexuelle, réduite à deux parents et à quelques enfants n'est pas viable dans une société paysanne, où il faut des maisonnées en cohabitation avec des parentèles très élargies, une hospitalité importante, des animaux qui font partie intégrante de la famille. Mais des maisonnées ne sont pas maîtrisables alors qu'une petite famille est très déménageable, très manipulable. Beaucoup de théoriciens du capitalisme parlent de la famille nucléaire comme un « petit atome extraordinaire » pour lancer la société de consommation. Donc, « la femme qui devient maîtresse en son royaume », je comprends qu'elle se sente bien flouée. Elle a beaucoup perdu.

Dans ces sociétés paysannes avec les maisonnées, il y a aussi un rapport au commun.

Voilà pourquoi les écoféministes de subsistance sont très importantes. Je pense à Véronika Bennholdt-Thomsen et à Maria Mies, des féministes allemandes qui, dès les années 1970, ont alerté sur le fait qu'on ne peut pas qualifier les sociétés paysannes de sociétés archaïques. Elles ont en tête les féministes des pays du Sud dont elles voient alors la transformation à grande vitesse. Et elles disent que quand on parle de commun dans les sociétés paysannes, on y trouve un niveau de sophistication mais aussi de potentialités de redistribution à l'ensemble de la maisonnée qui est énorme. Ce n'est pas pareil de redistribuer à quatre personnes ou à cinquante personnes qui mangent collectivement et dont il faut organiser la vie. L'amérindienne Winona LaDuke, une économiste ojibway (communauté amérindienne du Minnesota), dit : « Vous nous parlez de vos communautés intentionnelles dans les années 70. Nous, cela fait 10 000 ans qu'on vit en communautés. La question de la subsistance commune est la base de notre mode de vie. Alors vous pouvez vous organiser et il faut aller dans cette direction. » Véronika Bennholdt-Thomsen et Maria Mies parlent de « sweet equity » c'est-à-dire « équité dans le labeur ». C'est-à-dire qu'on ne peut pas s'émanciper au prix de l'exploitation de petites mains à l'autre bout de la planète ou dans notre propre domicile avec la délégation du travail domestique.

Et donc, il faut partager ce qu'on va appeler le sale boulot, qui est aussi un boulot créatif. Partageons le travail pénible. Il n'est pas normal que tous les métiers qui mettent les mains dans la terre soient dévalués.

Il faut réduire la spécialisation des travaux.

Dans les sociétés de chasseurs-cueilleurs et de chasseuses-cueilleuses, la division du travail existe mais elle est infiniment plus réduite que le régime d'hyperspécialisation dans lequel nous sommes rentrés. Du côté des sociétés paysannes il y a une moindre division du travail, il y a moins d'écarts sociaux aussi. Les chasseurs-cueilleurs, les anthropologues vont même les appeler « les sociétés égalitaires ». Cette idée que tout le monde doit retrousser les manches est une inspiration puisée dans des sociétés autres que nos sociétés occidentales modernes. Mais c'est aussi une vision du futur.

C'est-à-dire?

C'est ce qu'il faut faire, c'est un programme politique. Toutes les autrices et les auteurs qui m'ont intéressée,

Illich, Lefebvre, Françoise d'Eaubonne, bien d'autres, parlent tous de petites sociétés autogérées. Ce n'est pas quelque chose de lointain, qui serait lié à un mode de vie qu'on ne pourrait plus reproduire.

Ce n'est plus revenir à la bougie ou aux Amish mais c'est une vision nouvelle et émancipatrice de l'avenir ?

Exactement. Dans les alternatives écologistes, évidemment que ce n'est pas le retour du rouet, de la bougie ; je me retrouve avec des personnes qui ont plus un téléphone portable que moi (rires) et des ordinateurs et une voiture. Qu'est-ce qu'on garde ? Qu'est-ce qu'on perd ? Comment on refait village avec la société moderne telle qu'elle existe ? Comment métisser des techniques ?

Le capitalisme industriel est fondé sur l'hégémonie technique. Quand il y a une nouvelle technologie, elle doit détruire les autres. Ce que racontent les alternatives écologiques que j'ai pu observer, c'est justement une recomposition, un réaménagement des priorités techniques, de l'agenda, de la manière dont on va gagner de l'argent.

Ils vont bien, les gens qui vivent dans ces alternatives écologiques rurales que vous avez visitées?

Oui très bien. Mais cela ne se fait pas en un claquement de doigts, cela n'arrive pas du jour au lendemain. Le nomadisme fait aussi partie de la recherche du bon lieu, du bon collectif dans lequel on va se sentir accompagné dans cette mue.

La mue vers...

... vers une alternative, une cohérence. Des personnes qui disent : « Je suis dans la consommation bio, mais je ne suis pas dans la transformation du système de consommation. D'où j'essaye de m'engager dans des luttes et de mettre en cohérence mon mode de vie et ma façon de travailler. » C'est tellement énorme que cela prend plusieurs années et cela prend tout un groupe aussi. Il faut évidemment être accompagné.

Il faut réapprendre à faire société.

Il faut réapprendre à faire communauté, se créer une communauté à partir de communautés déjà assez structurées qui ne vivent pas nécessairement ensemble. Et collectif pourquoi ? Parce qu'on ne va pas du jour au lendemain se refaire ses vêtements, refaire tous ses légumes et que des échanges se créent entre des choses qu'on peut faire, qu'on est en capacité de faire parce que tout cela implique du temps. Et l'accès à la terre est compliqué. Souvent, avant de trouver un endroit, d'acheter un terrain, il y a des formes d'hospitalité par celles et ceux qui ont pu accéder à la terre, des solidarités importantes avec ceux qui ont pu acquérir dans les années 1970 des maisons très peu chères, qu'ils ont retapées et qui valent de l'or aujourd'hui. À partir de là, on peut épauler les néoruraux et les néophytes en leur proposant l'hospitalité, pour poser un camion ou une yourte, et un stage ou un petit boulot parce qu'il y a du travail dans les champs. J'appelle cela *l'entresubsistance*.

Mais n'est-ce pas une fuite, le renoncement à la transformation globale et à l'action politique ? Il y a des luttes frontales comme à la zad de Notre-Dame-des-Landes et des luttes que je vais appeler feutrées. Les personnes circulent en fait des écolieux aux luttes frontales. L'une ne fonctionne pas sans l'autre.

Il y a aussi des conflits entre des mouvances plus autonomes et d'autres plus écolos. Mais dans les deux cas, je vois une radicalité, c'est-à-dire plonger dans les racines de la structure et ne pas se laisser attraper par la structure [du système dominant]. Et sur le plan biographique, il y a des moments où on peut intégrer la lutte, et des moments où ce n'est pas possible. On a besoin de s'enfouir. J'emploie le terme d'enfouissement plutôt que celui de fuite parce qu'il faut repeupler un monde dévasté. Il faut recréer des interrelations dans un écosystème où il n'y a plus que des gros agriculteurs et des maisons de campagne. Il faut s'enfouir à un moment pour réenclencher les cycles de subsistance locaux.

Il y a un mot qui n'est pas dans votre livre Quotidien politique, c'est le mot sobriété. Il exprime la nécessité de réduire fortement la consommation matérielle et énergétique pour alléger notre poids sur la biosphère. Pourquoi ne l'avez-vous pas employé ?

Parce que j'ai trouvé que le terme de subsistance... il est vraiment LE terme de Veronika Bennholdt-Thomsen, de Maria Mies, de Claudia von Werlhof, et aussi de Vandana Shiva. Ce terme rend désirable la transformation vers des sociétés qui effectivement qui sont sobres, mais que je préfère qualifier de sociétés de subsistance.

Quelle est la nuance ?

La nuance, ce sont les sociétés d'abondance. Les historiennes et les historiens des sociétés prémodernes ou des sociétés de chasseurs-cueilleurs décrivent des groupes dans lesquels il y a des grands moments d'abondance et dans lesquels même l'abondance est nécessaire parce que, de toute manière, il faut boire, nourrir et vêtir les plus vulnérables qui n'ont pas les moyens d'assurer leur propre subsistance. Et donc il y a du surplus. Ce ne sont pas des sociétés de survie. [Parler de société de subsistance] est une manière de rendre compte de la profusion extraordinaire à partir du moment où on remet en place des cycles de compagnonnage avec le monde vivant.

C'est la première chose que me disaient mes enquêtés : ils me parlaient de luxe, de richesse, pas de réduction.

Je ne vis pas moins bien. Je vis différemment.



« L'abondance est nécessaire parce que, de toute manière, il faut boire, nourrir et vêtir les plus vulnérables. » © *Anna Kurth / Reporterre*

Oui, voilà, je vis différemment. Et cela me fait accéder à d'autres formes de vie qui s'avèrent extrêmement abondantes. C'est vrai qu'il y a un principe de limitation. Il y a des saisonnalités, des règles de fonctionnement du vivant, des cycles, le cycle du bois, le cycle de l'eau, le cycle des plantes. Les corps ont aussi leur cycle.

Mais c'est une limitation par rapport au milieu de vie qu'on connaît, une limitation en quelque sorte choisie, vécue, autonomisée. Alors que la sobriété dont on parle, c'est la sobriété dans le monde capitaliste du début XXIe siècle. On doit faire attention alix limites planétaires. Alors que dans l'approche de subsistance, il y

a une sorte de réappropriation.

Et réappropriation des moyens pour que cette subsistance redevienne abondante. Je veux dire que de l'eau de source, on en a plein. C'est juste qu'on ne sait plus vivre avec une source, au rythme d'une source. Moi j'estime être en pénurie d'eau de source dans ma ville. Mais je suis en abondance d'eau de source quand je sais capter une source. Enfin si elle est potable !

Il y a dans ce que vous écrivez un renversement par rapport à la philosophie des Lumières, qui disait : « Il faut se déraciner de ces sociétés paysannes où tout le monde est sous le regard de tout le monde, où il y a des rapports de hiérarchie terribles. La liberté, c'est se déraciner. » Mais vous dites avec les écoféministes de subsistance : « Il faut se réenraciner, se relocaliser, reterritorialiser, refaire du commun, refaire du collectif au niveau local. » Comment explicitez-vous ce renversement philosophique ?

Là-dessus, Vandana Shiva et Maria Mies ont écrit un très beau livre, Écoféminisme, dans lequel elles remettent en question le mythe de la liberté en s'interrogeant : si ma liberté se fait au prix de l'exploitation d'une paysanne dans un champ pour que je puisse partir en vacances, de quelle liberté parle-t-on ? Ma liberté ne peut pas être coupée de sa base matérielle. Et cette base matérielle – vous avez employé le terme d'enracinement, c'est un terme de Simone Weil –, je préfère parler d'ancrage.

Quelle est la différence entre ancrage et enracinement ?

Avec l'ancrage, on peut lever l'ancre.

On est mobile.

On est mobile. C'est du nomadisme. Et cela rappelle que beaucoup de sociétés sont nomades aussi. Il y a du nomadisme dans nos sociétés. Il n'y a pas que des sociétés paysannes implantées. Et dans les sociétés paysannes, il y a toujours une partie nomade des gens qui vont et viennent.

Ce ne sont pas des sociétés fermées.

Ce ne sont pas des sociétés fermées. Il y a du trajet, de la mobilité et du nomadisme. Et, par ailleurs, on a été tellement déterritorialisé dans nos sociétés occidentales que revendiquer une racine n'a pas de sens. C'est bien pour cela qu'on parle de néopaysans et de néoruraux. Certains vont réapprendre des langues, l'occitan, le breton. Alors qu'ils ne sont pas du tout ni bretons ni languedociens. Il y a l'idée de s'ancrer quelque part. Faire corps avec une tradition réinventée, voire critiquée, mais se remettre en état d'écoute d'un territoire tel qu'il a été saccagé mais tel qu'il est aussi revivable. La subsistance va reprendre le chemin d'un marché local.

Nous vivons maintenant dans des sociétés urbaines à environ 75 %. Comment les perspectives réjouissantes que vous évoquez pourraient-elles se concrétiser en ville ?

J'ai enquêté sur des alternatives rurales. Mais beaucoup de personnes de la grande ville, en fait, vont faire un trajet pendulaire pour aller dans des campagnes. On a des urbains dont le centre d'intérêt se trouve dans un écolieu ou une zad à 30 ou 40 kilomètres de leur ville.

Que font-ils en ville alors?

Ils y habitent. Ils y ont des enfants. Ils ont leur travail. Mais cela se déporte du côté de la campagne. Deuxième point, les sociétés paysannes fonctionnent en maisonnées très élargies qui vont jusqu'à la ville. Beaucoup de migrants font déjà cela en créant des circulations avec leur pays d'origine et leurs communautés d'origine, avec des circulations de matières, d'argent, d'entraides. On peut d'autant plus le faire sur de courtes distances. Il y a des choses, des artisanats, des manières de conserver, des échanges, qui peuvent rester en ville. Des circulations peuvent se réinventer, artisanales notamment, de transformation avec des ateliers dans les villes, dans les cuisines des villes, des garages dans des zones pavillonnaires.

Et ensuite, il y a un autre stade, c'est qu'il faut que des métropoles puissent assumer la décroissance démographique de la ville. De toutes manières, les gens la quittent. Il faut pouvoir la quitter, se dire que c'est possible de vivre de nouveau à la campagne avec peu d'argent mais beaucoup, par contre, de ressources en nature. Il n'empêche que c'est un saut que, pour l'instant, les classes moyennes blanches supérieures s'offrent bien davantage que des classes ouvrières.

En tout cas, il faut casser du bitume, vider les voitures. On n'a besoin de voitures que pour des ambulances, pour des choses très urgentes, mais pas pour notre vie quotidienne. Ça, c'est une certitude.

Comment réorganiser la société pour retrouver une marge d'action sur ses moyens de subsistance ?

Les textes qui m'ont inspirée ne réinventent pas l'ensemble du corps social, ils ne nous font pas un traité d'autogestion « kit en main ». Il y a toujours l'idée qu'il faut composer avec le territoire, avec les gens tels qu'ils sont. Il y a plusieurs échelles. Il y a l'échelle biorégionale, c'est-à-dire se remettre dans les conditions de matières qu'il ne faut pas chercher à l'autre bout de la planète ou à l'autre bout d'un pays. Il faut composer avec les matières proches mais évidemment pas uniquement celles qui sont à échelle pédestre.

Un rayon de 20 kilomètres environ.

Mais cela peut être plus vaste.

Cela dépend si on est en plaine ou en montagne!

Exactement. Donc, c'est pour cela que ce n'est pas possible de faire un programme parce que les échelles varient en fonction du biotope.



Geneviève Pruvost dans les locaux de Reporterre en mai 2022. © Anna Kurth / Reporterre

Comment l'écoféminisme de subsistance écologique que vous portez s'articule-t-il avec les grands macrosystèmes politiques qui veulent arriver au pouvoir ?

Repenser déjà l'échelle biorégionale me paraît fondamental. Sortir aussi d'une logique de privations pour les habitants sur leur propre territoire. L'échelle communale est privée de beaucoup de leviers d'actions. L'échelle régionale aussi. Le capitalisme fonctionne très bien avec l'étatisation.

Il faut démanteler tout ce qui interdirait à des populations locales de s'auto-organiser. Par exemple s'auto-organiser pour l'énergie, pour l'eau, et aussi pour retrouver des matériaux de construction qui ne soient pas du parpaing et du béton, ni du bitume. Donc il y a quelque chose à faire autour de la réappropriation, de la possibilité de reconstituer des échelles pertinentes d'actions. Ce qui n'empêche malgré tout qu'il va falloir démanteler le nucléaire. Et cela ne peut pas se faire à l'échelle locale.

Le nucléaire est antinomique de tout ce dont on a parlé depuis une heure, centralisé, inappropriable, loin, abstrait, très dangereux...

... et qui va durer des millénaires. C'est l'énergie totalement à l'image de la société dans laquelle on vit, une société industrielle. On voit tout ce dont le nucléaire a besoin pour vivre. Nous, dans notre quotidienneté, est-ce dans ce monde-là que nous avons envie de vivre ? Ariel Salleh, une écoféministe australienne, a beaucoup dit que ne pas avoir suffisamment réfléchi au complexe nucléaro-pharmatico-pétrochimique de notre confort moderne est un vrai, vrai, vrai problème politique. Et il y a un enjeu féministe très fort à s'approprier absolument cette critique-là du monde. Parce qu'évidemment, le monde nucléaire résonne comme les familles nucléaires ! (rires)

Êtes-vous optimiste pour le monde ?

Alors... oui. Je suis optimiste parce que... déjà c'est une stratégie d'action. Et le féminisme me rend optimiste. Il y a eu des actions violentes dans le féminisme. Mais il y a aussi des actions très discrètes au cœur des familles, entre groupes de copines. Qui ont permis d'installer des vraies transformations sociales — même si évidemment on n'est qu'au début de cette transformation. Il se joue là des métamorphoses. Et cela peut aller très vite. Et du coup, ça me donne beaucoup d'espérance parce qu'il se produit des révolutions à bas bruits et à grands bruits — des luttes feutrées et des luttes frontales. Et comme elles marchent ensemble, cela peut aller vite.

Hervé KEMPF (Reporterre), Anna KURTH (photographies), Étienne GRATIANETTE (son)
7 juin 2022

« Nous contredisons des forces politiques et financières extrêmement puissantes » (Laurent Mucchielli)



Laurent Mucchielli, sociologue et directeur de recherche CNRS, le 5 avril 2022 sur notre plateau. F.Froger / Z9, pour FranceSoir

Dans les médias grand public, il avait droit de cité. Il en est désormais « blacklisté ». Jusqu'au déclenchement de la crise du Covid-19, il était considéré comme un adversaire majeur de l'extrême-droite. Le voilà désormais taxé d'extrême-droite. Laurent Mucchielli, directeur de recherche et sociologue au CNRS, est venu sur notre plateau témoigner de son combat d'universitaire au cours de ces deux dernières années et, en sa qualité de sociologue, livrer son analyse des causes et des mécanismes de cette « guerre d'influence » à laquelle nous sommes confrontés. Le chercheur, auteur de deux ouvrages sur la « doxa du Covid », en est certain : « Nous enfreignons un tabou et nous venons contredire des forces politiques et financières extrêmement puissantes au niveau mondial ».

Le chercheur en sociologie, connu pour ses ouvrages sur la thématique de l'insécurité, compare la situation sociétale dans laquelle nous sommes plongés depuis le début de la crise du Covid-19 à celle de la période des « guerres de religion ». Une impression de rétropédalage au XVIe siècle. Remettre en cause le bien-fondé des diverses mesures sanitaires ou celui du « miracle vaccinal », c'est professer une hérésie et s'excommunier, un phénomène particulièrement prégnant au sein de la communauté scientifique, nous rapporte Laurent Mucchielli : « Les plus agressifs, les plus arrogants sont une partie de mes collègues. C'est quelque chose que j'avais déjà analysé au moment du mouvement des gilets jaunes il y a 2 ans : une forme de racisme du diplôme ». Le directeur de recherche au CNRS rappelle que, pourtant, le fondement de la science, c'est « soumettre une vérité à la possibilité d'une réfutation ». Et de déplorer : « Or, là, on se heurte à des discours totalement dogmatiques qui, par définition, ne sont pas de la science ».

Il analyse aussi la communication médiatique branchée sur le registre émotionnel de la peur, une tactique qui a permis d'éteindre complètement les capacités d'analyse critique de nombreux Français. Cette peur qui « rend fou » traverse toute la société et n'a aucun rapport avec le niveau de diplôme, souligne le chercheur qui raconte : « J'ai vu d'éminents collègues se comporter comme des petits enfants, être prêt à gober n'importe quoi, et être incapable d'avoir la moindre argumentation, tout simplement parce qu'ils étaient terrorisés. »

Au cours de cet entretien, Laurent Mucchielli a aussi exprimé son effarement face à la censure qui sévit dans les médias largement responsables de cette panique, tel Médiapart, ou encore sur les réseaux sociaux. Autrefois porteurs d'une promesse de liberté et d'une meilleure participation des citoyens au débat public, pour le chercheur, ils sont aujourd'hui devenus « d'incroyables machines à formater la pensée ».

L'occasion aussi pour lui de dénoncer la malhonnêteté intellectuelle qui sous-tend le débat public. Dès 1984, sa première manifestation, alors qu'il n'était encore qu'au lycée, était organisée pour s'opposer à la venue de Jean-Marie le Pen dans sa ville. 36 années plus tard, en mars 2020, juste avant la crise du Covid-19, Laurent Mucchielli publiait un nouvel ouvrage intitulé *La France telle qu'elle est : Pour en finir avec la complainte nationaliste*. « Une sorte de manuel anti-Zemmour », explique-t-il. Pourtant, depuis ses prises de position sur le Covid, le sociologue serait désormais, pour une certaine presse... d'extrême-droite.

Autre exemple à l'appui de sa démonstration. La classe journalistique avait discrédité l'hydroxychloroquine en faisant valoir un rapport de pharmacovigilance de l'ANSM qui rapportait quatre morts, dont trois pourtant décédés par automédication, le quatrième s'étant suicidé par overdose plurimédicamenteuse. Or, mettre en avant la même pharmacovigilance pour alerter sur les effets secondaires du vaccin anti-Covid est, selon les mêmes personnes, une méthode qui « ne vaut rien ». « Le principe et la source même vous conviennent quand ça vous arrange et ne vous conviennent plus quand ça vous dérange », résume l'universitaire.

Laurent Mucchielli est aussi revenu sur l'International Covid Summit (ICS), congrès qui a réuni des experts scientifiques venus du monde entier à l'IHU Méditerranée Infection dirigé par le Pr Didier Raoult. Un succès, selon lui, qui a permis de faire vivre le débat scientifique. En fin d'entretien, le chercheur termine en expliquant que la crise que nous vivons est, au même titre que toutes les autres crises, « un moment d'accélération de l'histoire ». Cependant, en dépit des pressions, M. Mucchielli l'assure : « J'irai jusqu'au bout parce que le sujet le demande. »

FRANCESOIR, 6 avril 2022

« Une cohabitation, ça mettrait du piment dans la politique »

Enzo Traverso, historien italien spécialiste des mouvements sociaux, qui vient de publier « Révolution » (La Découverte) a suivi avec gourmandise les Gilets jaunes, Nuit debout et l »émergence d'un troisième socle politique porté par Jean-Luc Mélenchon.

Pas de quoi annoncer le « Grand soir ». Juste une alternative aux néolibéraux et aux « postfachos », si la Nouvelle Union populaire fait pencher l'Assemblée.

Que vous inspire la vie politique française, vue des États-Unis?

J'adore la politique dans sa dimension sociale et pas institutionnelle. Je préfère Nuit debout aux élections. Mais j'ai suivi la campagne présidentielle. La France mérite mieux qu'un second tour entre un représentant du néolibéralisme et une candidate postfasciste. La dispersion des gauches a empêché Mélenchon d'être au second tour. Le responsable de La France insoumise incarne les espoirs du peuple de gauche. Je me reconnais dans son programme. Il est avancé sur le plan social, écologique. Il propose une vraie alternative, et une VIe République.

J'ai été sidéré par le débat entre Marine Le Pen et Emmanuel Macron. J'ai entendu des divergences sur des mesures économiques, la TVA, etc. Mais jamais Macron n'a dénoncé la xénophobie, le racisme, l'autoritarisme de sa rivale. C'est révélateur d'un tournant droitier. Mélenchon fait entendre une musique différente. Mais je me méfie de ces leaders charismatiques.

[...]

Une cohabitation Macron-Mélenchon, vous signez?

Ça donnerait un peu de piment, ça changerait de la confrontation entre extrême droite et droite néolibérale. Mais Mélenchon ne pourra incarner un tournant que si son gouvernement est soutenu par une mobilisation populaire.

En quoi l'histoire nous aide-t-elle à comprendre l'état dans lequel nous sommes ?

Je ne crois pas à la formule « historia magistra vitae », l'histoire comme « maitre de la vie ». Les erreurs du passé se reproduisent. Si étudier l'histoire peut avoir un sens, c'est pour nous orienter dans le présent. Écrire des livres d'histoire n'est pas un travail de pure érudition. On interroge la passé à partir de questions qui surgissent dans le présent. C'est ainsi que les interprétations de l'histoire changent. Elle nous enseigne que rien n'est figé. Le « Il n'y a pas d'alternatives », par exemple, par exemple le cadre de l'Union européenne qui s'imposerait à tout gouvernement n'est pas vrai. L'histoire montre qu'on peut changer les choses et que ces bifurcations sont imprévues. Le pire comme le meilleur est possible.

Vous dites qu'il faut tirer les conclusions des révolutions, qui se terminent souvent mal.

Oui, c'est le constat... Il faudrait surmonter ce traumatisme. Le XXe siècle a été celui des révolutions. De la Russie à la Chine, puis à Cuba, de la décolonisation, du féminisme, des luttes émancipatrices. Mais les

révolutions qui ont incarné cette utopie ont souvent donné lieu à des régimes autoritaires. Rosa Luxemburg, au début de la guerre de 1914-1918, disait que le monde se trouvait face à une alternative : le socialisme ou la barbarie. Un siècle plus tard, le socialisme est devenu un des visages de la barbarie. Bâtir un projet émancipateur pour le XXIe siècle signifie surmonter l'héritage de ces défaites.

Cela nécessite un travail de deuil, pour parler comme les psychanalystes ou, en d'autres termes, une élaboration du passé.

Dans ce deuil, il y a aussi la question, qui a été réglée peu ou prou, du passage à la violence. Et notre génération n'a pas voulu collectivement entrer dans ce cycle.

Les révolutions du XXe siècle avaient pour modèle celui du bolchevisme. La révolution russe est née de la guerre. Et toutes les révolutions du XXe siècle étaient fondées sur ce paradigme, qu'on pourrait résumer ainsi : la révolution, c'est la conquête du pouvoir par les armes. Faire la révolution signifie bâtir un mouvement quasiment militaire. Les mouvements apparus au cours du XXIe siècle ont évacué le thème de la violence comme moyen de lutte. Mais ont-ils donné une réponse satisfaisante ?

Je ne suis pas nostalgique du bolchevisme. Je suis italien, j'ai connu le terrorisme et la lutte armée dans les années 1970. Mais au XXIe siècle, depuis la fin de la guerre froide, le Cycle des révolutions violentes et des révolutions armées s'est achevé. Au XXe siècle, on avait guerres et révolutions, maintenant il ne reste plus que la guerre. C'est ce qu'on a fait contre les printemps arabes, de la Tunisie au Yémen. On a bloqué cette dynamique par une intervention militaire en Libye. Le fait que ces mouvements aient évacué de leurs perspectives le problème de la violence n'apporte peut-être pas la réponse la plus efficace. En Ukraine, le peuple a choisi la violence contre une agression extérieure, je crois que ce choix est légitime.
[...]

Vous dites que dans ce deuil des révolutions se cache une énergie.

Oui. Mon livre Mélancolie de gauche (La Découverte, 2016) revisite l'histoire des révolutions au prisme de ce concept. La mélancolie, pour moi, ce n'est pas la résignation ou la passivité, ni une pathologie : le repli dans une souffrance qui se transforme en une sorte de jouissance parce qu'on ne veut pas se séparer d'un objet aimé qui est perdu. Selon Freud, la mélancolie est un deuil impossible. Si on se déplace de la psychanalyse à l'histoire, cette définition est discutable parce que, dans le contexte actuel, un travail de deuil achevé ne pourrait déboucher que dans la réconciliation avec l'ordre établi. C'est pourquoi je crois qu'un deuil inachevé peut devenir une forme de résistance. Tant qu'un objet de désir dans lequel on serait prêt à investir son énergie ne surgit pas, ce travail de deuil est une manière de se préparer aux luttes de demain. Un deuil peut être politiquement performatif.

Je donne l'exemple des Mères de la place de Mai en Argentine, qui défilent avec le portrait de leur fils, de leur mari disparus. Ces manifestations de deuil deviennent un moment central dans la lutte contre la dictature militaire. Aujourd'hui, les mouvements antiracistes comme Black Lives Matter agissent de la même façon. Donc le deuil peut entrer en résonance avec les luttes. Mais un travail de deuil peut être aussi l'état d'esprit qui accompagne une élaboration critique du passé. Et donc, dans ce cas, un deuil non pas performatif, mais réflexif.

Faut-il faire le deuil de la planète ? Les jeunes feront-ils surgir une écologie politique ?

Ce n'est pas un travail de deuil, c'est un projet d'alternative pour le XXIe siècle. Une révolution au nom de l'écologie politique ne peut être qu'une révolution « conservatrice ». Préserver la planète, c'est un objectif incontournable. La culture politique de la gauche au XXe siècle a été marquée par l'idée d'une domination humaine de la nature. Depuis Marx, l'idée du socialisme est celle d'un développement illimité des forces de production et d'une domination de la nature par la technologie. La catastrophe de Tchernobyl s'inscrit dans cette vision.

Tout projet révolutionnaire pour le XXIe siècle doit passer par une critique de cette idée. La préservation de la nature et le capitalisme sont incompatibles. L'écologie politique doit s'allier au socialisme, et le socialisme ne survivra pas s'il ne devient pas écologique. La France insoumise l'a compris. Je ne suis pas sûr que les autres composantes de la gauche l'aient intégré.

Même pas les Verts?

La tendance incarnée par Yannick Jadot a beaucoup plus de réticences, car à mes yeux elle prône une écologie politique qui ne brise pas la logique du marché, qui ne veut pas rompre avec le capitalisme.

Le bouillonnement social, de Nuit debout aux Gilets jaunes, peut-il conduire à une révolution? Nous avons assisté à un grand bouillonnement qui n'a jamais trouvé d'expression politique. Or une révolution réunit et dépasse la fragmentation des révoltes sectorielles. Il faut trouver l'articulation entre les mouvements sociaux et une action politique globale.

Vous soulignez un hiatus entre les institutions de la Ve et le pays.

Oui. J'ai assisté aux manifestations contre la réforme des retraites et j'ai vu la radicalité du mouvement des Gilets jaunes. Ce qui m'a impressionné, c'est leur créativité. Les Gilets jaunes ont inventé des formes d'action et de délibération démocratiques à partir des ronds-points, qui sont les lieux symboliques d'un espace social réifié, conçu pour que les gens puissent circuler sans jamais se rencontrer. C'est une caractéristique qui les rapproche de Nuit debout. Mais ce mouvement né sur les ronds-points n'avait aucune mémoire.

La seule référence que j'ai saisie, c'est la Révolution française, dans ce qu'elle avait de plus radical : « Il faut en finir avec le roi ». Cette radicalité fait l'impasse sur deux siècles d'histoire de la gauche, avec ses symboles, ses rituels, ses références idéologiques. Le fait de brandir le gilet jaune à la place du drapeau rouge révèle une rupture dans la transmission de la mémoire de la gauche.

Les mouvements du passé essayaient de renouer un lien avec ce qui les avait précédés. Quand on était ouvrier, on appartenait à une histoire fuite de luttes. Il faudrait réintroduire une conscience historique dans ces mouvements.

[...] Sur les ronds-points, les manifestants se référaient plus à 1789 qu'à la Commune de Paris.

Quand on dit 1789 on se réfère à la Révolution, pas seulement à son événement fondateur. Pourtant, la Commune de Paris est vue comme le surgissement du peuple sous une forme démocratique et libertaire. Elle est souvent opposée à la révolution russe, ce moment « autoritaire » de conquête. Mais la révolution bolchévique a été aussi le produit dc cinquante ans de réflexion sur l'échec de la Commune de Paris. La Commune a duré deux mois, elle a été écrasée dans le sang, et les bolcheviques ont agi avec la référence permanente à 1871 pour que leur révolution ne s'achève pas par un massacre. Les dérives autoritaires du bolchevisme naissaient de ce souci de surmonter les limites de la Commune de Paris. Leurs préoccupations étaient légitimes. Peut-être que la réponse qu'ils ont donnée était problématique.

Vous êtes mélancolique?

Je ne suis pas davantage mélancolique que joyeux. La mélancolie fait partie de la vie et l'enrichit comme le bonheur.

J'ai la mélancolie de quelqu'un qui a vécu des mouvements puissants, qui a partagé les espoirs d'une génération, puis leur effondrement. J'essaie de transformer cette mélancolie en une force de réflexion, en intelligence critique du passé. Et de connecter ce travail de deuil avec ce qui bouillonne dans la société. Oui, j'ai la nostalgie d'une époque dans laquelle la société était un lieu d'action collective, non pas celui de l'accomplissement d'un projet individuel de réussite. Ce modèle néolibéral s'impose souvent d'une façon inconsciente. Il façonne nos existences.

Il vous reste quand même un peu d'espoir, d'utopie?

Les utopies ne sont pas élaborées dans les bibliothèques (rires). Elles surgissent du corps social.

Propos recueillis par la RÉDACTION (Siné mensuel)

Mathilde Panot : « Rompre avec ce monde de malheur, voilà qui fait rêver »

Elle parle du rêve porté par la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes), celui d'une « rupture avec ce monde de malheur » : Mathilde Panot est l'invitée des Grands entretiens de Reporterre.



Mathilde Panot est députée La France insoumise de la dixième circonscription du Val-de-Marne.

Reporterre — Imaginons que vous soyez ministre de l'Écologie. Quelles sont les trois premières mesures que vous proposeriez à la nouvelle Assemblée nationale ?

Mathilde Panot — Une des choses qui me tient énormément à cœur, c'est le droit à l'eau — un fil rouge de notre campagne présidentielle. Encore récemment, les scientifiques ont alerté sur le fait qu'une sixième limite planétaire, celle de l'eau douce, a été franchie. Ma première décision sera de mettre les moyens nécessaires, un ou deux milliards d'euros, pour qu'il n'y ait plus, en Guadeloupe et à Mayotte, de personnes qui n'ont pas d'eau pendant parfois plusieurs semaines et qui pour certaines doivent sans cesse acheter des bouteilles en plastique.

La deuxième décision : la bifurcation du modèle agricole. Il entraîne aujourd'hui une maltraitance sociale et écologique : un paysan se suicide tous les jours ou tous les deux jours ; un tiers des paysans n'arrive pas à vivre avec plus de 350/400 euros par mois [1] ; et ce système industriel entraîne des cancers à répétition par les pesticides, mais aussi des fléaux comme l'obésité ou le diabète. Et il y a maltraitance écologique sur les écosystèmes, sur l'eau, sur les sols qui sont détruits durablement par le lobby industriel. Une décision que nous prendrions serait à la fois de bloquer les prix de première nécessité – notamment les fruits et les légumes – et de fixer des prix plancher pour que les paysans puissent vivre dignement. Et nous interdirions immédiatement le glyphosate et les néonicotinoïdes, les pesticides tueurs d'abeilles.



« Nous interdirions immédiatement le glyphosate et les néonicotinoïdes, les pesticides tueurs d'abeilles. » © *Mathieu Génon/Reporterre*

Et la troisième mesure?

Pour commencer la bifurcation de notre modèle énergétique et avant même de parler de nucléaire et des 100 % d'énergie renouvelable, il faut travailler sur la sobriété énergétique. Et par exemple interdire les panneaux publicitaires lumineux qui consomment autant qu'une famille de quatre personnes à l'année.

Le 19 mai, la Nouvelle union populaire écologique et sociale (Nupes) a présenté son programme. Elle prévoit 65 % de baisse des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030, sans nucléaire, avec des énergies nouvelles très largement développées et aussi beaucoup de sobriété. Comment réduire les émissions de gaz à effet de serre dans une telle proportion ?

D'abord, ce qui se passe est historique : personne n'aurait pu croire il y a quelques mois que nous nous mettrions d'accord sur un programme de gouvernement partagé. Ce programme nous permet de penser que lorsque nous arriverons majoritaires aux élections législatives, nous serons en mesure de gouverner ensemble parce que nous avons fait ce gros travail de se comprendre, de décortiquer les différences que nous avions. La question de la baisse des émissions à effets de serre est vitale. La première des choses acceptées par toutes les forces qui composent la Nupes, c'est de dire que nous voulons planifier, c'est-à-dire nous réapproprier le temps long qui correspond à l'écosystème – parce que dans la nature vous avez des cycles longs. Il faut sortir de la dictature du temps court que nous impose le marché. La planification doit être démocratique, elle doit impliquer les citoyens de notre pays, et les choix doivent être faits collectivement. Les choses ne seront plus imposées comme cela se passe avec le marché où, généralement, les plus pauvres trinquent et les multinationales et les plus riches peuvent continuer à faire tout ce qu'ils veulent. C'est vraiment un changement de système qu'il faut opérer.

Évidemment, il y a la rénovation énergétique. Au lieu de mettre des objectifs dont on repousse les échéances parce qu'on ne les atteint pas, la planification permet d'agir avec l'implication des communes, des citoyens, des salariés, notamment via les CHSCT [comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail] que nous voulons remettre en place. Ils ont été détruits sous le quinquennat précédent et celui d'avant.

Nous allons avoir besoin d'une grande mobilisation populaire pour réorienter notre modèle de production. Cela implique aussi le bâtiment, qui est un des secteurs les plus émetteurs de notre pays. Par exemple, le ciment produit 6 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre [2].

Je vais prendre un exemple un peu décalé pour que tout le monde comprenne. Chibam est une ville au Yémen qu'on appelle la « Manhattan du désert » parce qu'il y a plusieurs dizaines voire centaines d'années, on y a construit des immeubles en terre crue de sept étages. À Dubaï, on a construit des immeubles avec du verre et du béton. Le point commun entre ces deux villes, c'est qu'il y fait régulièrement 45 °C. Mais à Chibam, vous n'avez pas besoin d'avoir de climatiseurs, parce que la température à l'intérieur est plutôt fraîche même avec des canicules à l'extérieur. À Dubaï, c'est tout le contraire, le béton et le verre rendent indispensables

les climatiseurs qui sont utilisés à tout va au point que la température extérieure de la ville a augmenté de 6 °C en trente ans [3]. Parce que pour faire du froid, vous rejetez du chaud à l'extérieur.

Cela est un des aspects de notre projet pour recréer des emplois notamment chez des artisans qui vont apprendre à mieux connaître les matériaux qu'ils ont localement. Cette bifurcation-là se fait par de la formation, par de l'investissement public. Et aussi par les appels d'offres pour qu'on ne se retrouve pas sans cesse avec Bouygues, Eiffage et Vinci.

Ça, c'est une partie de la sobriété. Il faudra encore trouver d'autres moyens de réduire la consommation d'énergie.

Nous voulons faire un pôle public des transports et de l'énergie. L'ouverture à la concurrence, que ce soit sur le transport de personnes ou sur le fret, a mené à une catastrophe. 9 % seulement de nos marchandises sont transportées par rail. Nous voulons donner les moyens au fret ferroviaire pour arrêter le tout camion dans notre pays. 48 000 personnes meurent de manière prématurée dans notre pays du fait de la qualité de l'air.

Vous affichez un chiffre, quand même, extrêmement impressionnant : 65 % de baisse des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. C'est-à-dire dans un peu plus de sept ans à peine. C'est radical.

C'est ce que disent les scientifiques.

Avez-vous pu détailler quelle serait la contribution de chaque mesure à cet objectif extrêmement ambitieux ?

Le conseil à la planification fera ce travail, y compris avec de nouveaux indicateurs. Nous devons sortir de l'indicateur du PIB [produit intérieur brut], pour utiliser des indicateurs portant sur l'éducation, sur la santé. Si on ne se base pas sur d'autres indicateurs, on n'arrivera pas à opérer la bifurcation que nous voulons. Nous avons des scénarios sur lesquels s'appuyer, notamment le scénario Négawatt. Il a chiffré secteur par secteur les baisses d'émissions que nous devrions faire. Et puis, des gens travaillent avec nous, y compris au ministère de la Transition écologique, et ils sont malheureux d'être dans un ministère qui a la médaille d'or du nombre de suppressions d'emplois de tous les ministères. Nous disposons aussi des travaux du Haut Conseil pour le climat. Nous avons l'intelligence dans notre pays pour faire ce travail. Si nous nous donnons une ambition moindre que ce sur quoi alertent les scientifiques, nous allons de nouveau recommencer avec une impasse. Est-ce compliqué d'y arriver ? Évidemment. Est-ce que cela va impliquer des ruptures extrêmement fortes ? Évidemment. Mais nous savons que ces ruptures sont vitales. Quand nous voyons la sécheresse qui risque de s'aggraver et de poser d'énormes soucis dans les mois à venir, dire que nous n'avons plus le temps n'est pas une formule théorique.

Donc, puis-je vous dire aujourd'hui exactement combien de % en moins on fera sur chaque secteur ? Non. En revanche, je sais où chercher les informations. Nous avons des groupes de travail. Et nous serons prêts pour faire cela.

Cette baisse radicale des émissions de gaz à effet de serre ne rentre-t-elle pas en opposition avec la croissance telle qu'elle est conçue à l'heure actuelle, c'est-à-dire la croissance du PIB ? Les économistes et les gens de la BCE et des autres pays européens diront : « Vous êtes à moins 2 % ! »

Il faut une décroissance forte sur les ressources naturelles. C'est pour cela que nous proposons d'inscrire dans la Constitution la règle verte, c'est-à-dire le fait « de ne pas prélever plus sur la nature que ce qu'elle peut reconstituer ; ni de produire davantage de déchets que ce qu'elle peut supporter ». Les effets que peut avoir une telle inscription dans la Constitution sont extrêmement forts. Cela veut dire sur absolument tous les projets. On pourra stopper des projets immédiatement.

Sur la question des indicateurs, il va falloir les changer rapidement. Aujourd'hui, vous creusez un trou avec quelqu'un, vous rebouchez le trou, vous avez fait de la croissance dans le PIB! Cela n'a aucun sens.

Sauf que pendant trois mois la personne qui a creusé un trou a reçu un salaire et un travail.

Nous avons des choses bien plus intéressantes à leur faire faire! L'Ademe [l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie] estime que si on fait vraiment une bifurcation de notre modèle énergétique, on est à peu près à un million d'emplois créés [à l'horizon 2050]. Sur le système agricole, on est à peu près à 300 000 nouveaux emplois paysans. Au-delà du débat croissance et décroissance, nous prenons par le fil de

la planification le fait de gouverner par les besoins. Cela veut dire que si nous voulons garantir le droit à l'eau, il faut des gens qui s'occupent des canalisations. Si nous voulons sortir des pesticides, nous devons créer au moins 300 000 emplois paysans. Si nous voulons aller vers l'écoconstruction, nous devons créer des centaines de milliers d'emplois. Et nous devons créer des centaines de milliers d'emplois dans les Ephad, mais aussi à l'hôpital public et dans beaucoup d'endroits pour qu'on puisse prendre soin des gens.

Dans ce pays, il y a des besoins de logement. Comment construire en empêchant l'artificialisation des sols qui se poursuit dans notre pays à une allure terrifiante?

Oui, il faudra construire des logements. Mais avant de construire des logements, il faudra d'abord et avant tout que nous réquisitionnions s'il le faut – en tous cas que nous utilisions – les millions de logements vides dans notre pays. L'Insee en recense 3 millions. Deuxième chose : il faudra forcer les bailleurs ou les propriétaires à prendre leurs responsabilités avec le permis de louer. Si votre appartement est indigne, vous n'avez pas le droit de le louer. Encadrement des loyers : il n'est pas supportable dans notre pays d'avoir des gens qui ont des taux d'effort aussi importants. Le taux d'effort, c'est la part de vos revenus que vous mettez dans le logement. J'ai une famille dans la circonscription où je suis élue – à Ivry-sur-Seine – dont la maman est handicapée, le papa est homme de ménage. Ils sont à un taux d'effort de 126 %. Cela veut dire que ces gens sont déjà à 15 000 euros de dettes. Leur revenu ne permet pas de payer le loyer. Et après, il faut payer de quoi manger. C'est insupportable.



« Si votre appartement est indigne, vous n'aurez pas le droit de le louer. » © Mathieu Génon/Reporterre

Dernière chose, c'est la question de la construction. On ne doit plus toucher aux zones humides et aux zones agricoles dans notre pays. Cela sera interdit. C'est une des choses que nous avons écrites noir sur blanc dans notre programme partagé.

On ne touche plus aux terrains agricoles?

Ce n'est plus possible de toucher aux terrains agricoles.

Même pour un parc photovoltaïque?

Cela dépend s'il est réversible ou pas réversible. Je suis favorable à ce qu'on ne touche plus aux terrains agricoles.

Alors on construit où?

Eh bien, sur des friches. Une question se pose qui n'est pas une petite question. Tous les gens qui travaillent sérieusement sur la question énergétique disent qu'il n'est pas possible de faire du 100 % énergies renouvelables dans une métropole comme celle de Paris et des alentours. Vous savez quelle est l'autonomie alimentaire d'une ville comme Paris et ses alentours ?

Ce doit être une semaine.

Trois jours! Et par contre, on fait des projets comme EuropaCity qui heureusement a été arrêté, même s'il reste toujours la question de la gare sur les terres agricoles les plus fertiles d'Île-de-France. Donc, oui en fait, il faut arrêter cela. La question de l'aménagement du territoire se pose de manière très sérieuse.

Comment faire, par exemple, avec le grand projet sur le plateau de Saclay qui a aussi des terres agricoles extraordinaires, projet plein d'universités, de centres de recherche et d'entreprises qui peu à peu grignotent les terres. Il est lancé depuis des années. Vous arrêtez les chantiers en cours ?

Oui.

Cela bousculerait.

Oui. Cela bousculerait. Mais vous avez peut-être vu quelque chose qui m'a beaucoup touchée, ces jeunes diplômés d'Agro Paris Tech qui au moment où on leur remet leurs diplômes expliquent qu'ils ne veulent plus participer à un système destructeur de l'être humain et des écosystèmes. Vous avez peut-être vu cette tribune de 150 étudiants des Écoles normales supérieures qui expliquent qu'eux non plus ne veulent pas participer à un système qui conduit l'humanité et les espèces vivantes à leur perte.



« La Nupes embarque beaucoup de gens dans l'espoir que, oui, un autre monde est toujours possible. » © Mathieu Génon/Reporterre

En même temps, des centaines de jeunes ingénieurs vont travailler dans des start-up, dans l'intelligence artificielle, et rêvent de développer le plateau de Saclay...

Nous avons un programme sérieux, et cinq ans à l'Assemblée nationale nous donnent une sorte de culture de gouvernement. Et ensuite, vous avez la question de l'imaginaire. Lorsque vous parlez aux gens, on sent chez beaucoup une sorte de sentiment de victoire, avec la Nouvelle union populaire écologique et sociale. Elle embarque beaucoup de gens dans l'espoir que, oui, un autre monde est toujours possible. Cet esprit-là reformule aussi des imaginaires. Pourquoi avons-nous fait autant de propositions de loi sur la question de la publicité ? Parce que la publicité fascine l'imaginaire. Quand Emmanuel Macron vous explique que le rêve de tout jeune est d'être milliardaire, eh bien, moi, je ne crois pas que les jeunes de ce pays rêvent d'être milliardaires. Beaucoup de gens reconnaissent l'autre comme leur semblable et refusent qu'il y ait autant de gens mal logés, huit millions de personnes obligées d'aller à l'aide alimentaire pour se nourrir correctement, dix millions de pauvres dans notre pays qui vivent dans des situations parfois d'indignité totale. C'est aussi sur ça que se base notre projet.

Est-ce un rêve comme, par exemple, d'aller dans l'espace, un rêve à la Elon Musk? Non, ce n'est pas un rêve.

Est-ce un imaginaire mobilisateur?

Bien sûr. Prenons les jeunes diplômés des grandes écoles. Normalement, quand vous êtes dans une situation sociale favorisée, vous avez une tendance à vouloir continuer le système qui vous favorise. C'est intéressant que cela craque aussi dans ces endroits-là. Beaucoup de gens sont fatigués qu'on leur dise sans cesse qu'on ne peut pas faire autrement dans notre pays. Nous sommes arrivés dans un moment où pour beaucoup de gens, c'est une question vitale de changer de système. Pour beaucoup de gens qui souffrent dans notre pays, et il y en a beaucoup, on peut parler de santé mentale, de conditions matérielles, de revenus, d'éducation. Pour beaucoup de gens, l'idée d'une rupture avec ce monde de malheur est quelque chose qui fait rêver.

La Nupes prévoit 300 000 créations d'emplois agricoles. Il y a plusieurs décennies que le nombre de paysans diminue. Comment créer ces emplois agricoles ? Avec quel financement ? Oui, il y a eu en fait une invention de l'agriculture sans paysans. C'est vers cela qu'a tendu toute la politique subventionnée par la politique agricole commune. Et qui a créé le désastre qu'on connaît tous. Et plus vous étendez le nombre d'hectares des exploitations, plus l'agriculture est intensive en pesticides.



« Il faut réorienter l'argent, notamment celui de la politique agricole commune, pour aider à l'installation des jeunes et à leur formation. » © Mathieu Génon/Reporterre

Nous voulons renverser cela. Avoir une agriculture intensive, mais cette fois-ci en main-d'œuvre. C'est le seul moyen de sortir de ce modèle d'intrants et de pesticides à tout va. La première des choses qu'il faut faire, c'est de s'occuper des paysans actuels. Nous proposons de geler la dette des paysans qui sont aujourd'hui écrasés. Cela va avec une conversion de leur agriculture, et surtout une interdiction des fermes usines, c'est-à-dire une limitation de la superficie des fermes.

Deuxième chose, il faut réorienter l'argent, notamment celui de la politique agricole commune, pour aider à l'installation des jeunes et à leur formation. C'est comme cela que nous pensons pouvoir installer 300 000 nouveaux emplois paysans – peut être un peu plus. On verra là aussi selon les besoins.

Et vous savez, une des raisons pour lesquelles je ne suis pas si inquiète, c'est que ce qu'on est en train de décrire est un changement global du système. Mais à chaque fois, vous avez des intelligences, des expertises sur lesquelles s'appuyer. La Confédération paysanne – c'est historique – a appelé à voter pour la Nouvelle union populaire écologique et sociale. Cela n'était jamais arrivé. Et, je vous assure qu'à la Confédération paysanne, il y a des gens qui savent exactement ce qu'il faut faire. Jean-Baptiste Eyraud, de l'association Droit au logement, aussi. Il pourrait être un excellent ministre sur la question du logement. Vous voyez, l'idée du

gouvernement que nous montons est de s'appuyer sur un mouvement très fort, syndical, associatif, des gens qui vont nous aider à faire bifurquer le modèle.

Enfin, nous voulons arrêter les accords de libre-échange dont souffrent les agriculteurs en premier lieu, avec un protectionnisme écologique que nous avons inscrit dans notre programme de gouvernement partagé.

Mais en face, les propriétaires qui possèdent deux ou trois logements, les acheteurs de SUV, les publicitaires Publicis, Havas et compagnie vont faire tout ce qu'ils peuvent pour vous empêcher. De plus, vous arrivez dans un contexte où la question économique est compliquée, avec un retour de l'inflation. D'autres pays européens auront du mal à vous soutenir ou à rester neutres.

Vous parliez des gens qui possèdent trois appartements ou autres. Oui, c'est une minorité de la population qui peut se faire entendre très fortement. Mais ils ne sont que 5 à 10 % de la population française. Donc, nous ne pouvons le faire qu'avec une mobilisation massive de la population. Il y a des exemples où des ruptures très fortes ont été faites avec des mobilisations d'étudiants qui allaient construire des maisons en kit pour que les gens soient logés immédiatement.

Lesquels?

Je pense au Chili, durant la période du président Allende, assassiné trois ans plus tard. Il disait : « L'Histoire est nôtre et ce sont les peuples qui l'écrivent. » Il faut se rendre compte du changement : des paysans qui étaient en quelque sorte des serfs ont récupéré les terres. Et des jeunes venaient les aider les weekends à les cultiver. Des maisons étaient construites en kit partout pour faire en sorte que tout le monde ait un toit immédiatement avant de trouver des solutions plus pérennes. Bref, il y a eu une mobilisation massive de la société. Nous n'arriverons pas à faire des changements avec des forces aussi puissantes de l'autre côté si nous n'avons pas une mobilisation populaire très forte.

Elle est possible. Pourquoi ? Parce que les prix augmentent de manière dramatique : plus 40 % sur les pâtes en un an. Les gens sont pris à la gorge. Donc, soit nous arrivons et nous changeons le système pour permettre aux gens de vivre dignement, soit la colère va exploser.

Vous parliez des prix de l'électricité. Le Portugal et l'Espagne viennent de les bloquer. C'est un exemple de désobéissance. Qu'a dit la Commission européenne ? « Nous comprenons. » Avec nous aussi, j'espère qu'ils comprendront. Parce que nous appliquerons le programme pour lequel le peuple français aura voté. Cela passera par le blocage des prix pour que les gens puissent respirer, par l'augmentation des salaires, par la retraite à 60 ans, et par des mesures écologiques.

Lorsque vous permettez aux gens de retrouver un niveau de vie qui est digne, vous relancez une machine de consommation vertueuse. Les gens ne vont plus acheter n'importe quel produit parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement, produits généralement bourrés d'hormones et de pesticides. Mais vous permettez aux gens d'acheter des produits de qualité. Dans les années 1970, le budget d'une famille était d'à peu près 10 % dépensé dans la santé et 20 à 30 % dans l'alimentation. Aujourd'hui c'est 10 % dans l'alimentation et 20 % dans la santé. Je ne parle même pas des gens qui ont renoncé à se soigner parce qu'ils ne peuvent plus le faire. Alors, oui, nous allons mettre plus d'argent dans l'alimentation pour que ce soit une alimentation de qualité.

Mathilde Panot, imaginons que le 24 juin, les candidats Nupes n'aient pas la majorité. Madame Élisabeth Borne resterait Première ministre. Et vous seriez dans l'opposition. Comment envisagez-vous les choses dans cette hypothèse ?

Première des choses, si nous avons un déferlement populaire dans les urnes, nous pouvons être au second tour dans quasiment toutes les circonscriptions. Ce que je veux faire comprendre ici, c'est que plus nous aurons de mobilisation, plus nous avons de chance d'avoir un groupe majoritaire à l'Assemblée qui permette d'avoir ce gouvernement de la Nouvelle union populaire et Jean-Luc Mélenchon Premier ministre. Et donc, d'appliquer notre programme.

Deuxième chose. En 2017, Emmanuel Macron a eu la majorité absolue à l'Assemblée nationale avec 32,5 % des voix au niveau national. Nous sommes sondés aujourd'hui entre 29 et 36 %. On sait ce qu'on pense des sondages. Mais je le dis pour dire que c'est une potentialité. Et que je crois que la violence qui se déchaîne contre nous est aussi une preuve de la panique qui peut s'exercer.

Dans le cas où nous perdrions, nous ferons notre travail de députés d'opposition. Probablement de la première opposition, de la plus grande opposition. Et nous ferons ce que nous avons fait pendant cinq ans mais de manière beaucoup plus nombreuse. J'invite toutes celles et ceux qui ont suivi ce que nous avons fait

à l'Assemblée nationale pendant cinq ans alors que nous étions seulement 17 députés sur 577 à imaginer ce que nous pourrions faire, si nous étions trois fois, quatre fois, dix fois, quinze fois plus nombreux...



« Plus nous aurons de mobilisation, plus nous avons de chance d'avoir un groupe majoritaire à l'Assemblée qui permette d'avoir ce gouvernement de la Nouvelle union populaire et Jean-Luc Mélenchon Premier ministre. » © *Mathieu Génon/Reporterre*

15 x 17 cela fait 255, un peu moins que la majorité.

Oui, un peu moins que la majorité. Ce que nous ferons c'est évidemment d'essayer de contrer pan par pan ce que Emmanuel Macron essayera de faire comme souffrances sociales et écologiques à notre pays. Et évidemment, nous n'avons jamais fait de l'opposition sans faire de la proposition. Nous continuerons à montrer qu'il y a une alternative dans notre pays, que cette alternative est souhaitable, que cette alternative est sérieuse et préparée.

Vous ne croyez pas M. Macron capable d'évoluer?

Non. Je l'ai assez pratiqué pendant cinq ans à le voir gouverner absolument seul. Notamment en Conseil de défense pendant la crise Covid couvert par le secret défense. Il est le responsable de trente-deux personnes qui ont perdu un œil en manifestation des Gilets jaunes, de cinq personnes qui ont perdu une main, de la mort de M^{me} Redouane, du refus de faire la lumière sur les morts de violences policières comme Adama Traoré et d'autres, de la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune, de l'inaction climatique. Je n'ai aucun espoir qu'Emmanuel Macron, qui a gouverné pour et par les riches, se décide à mener une autre politique.

Cyril Dion, Jean-Marc Jancovici et d'autres ont signé une tribune récemment pour dire : « Il faudrait faire une formation pour les ministres du gouvernement sur les enjeux climatiques et écologiques. » Et comme cela ils sauraient et ils changeraient.

Ils savent exactement. Les rapports sont assez nombreux. Rappelez-vous de la Convention citoyenne pour le climat. Elle en était arrivée à ce que nous disions dans notre programme – à quelques exceptions près – parce qu'ils ont écouté ce que les scientifiques disaient. Et finalement le gouvernement a torpillé les propositions de la Convention. Donc, ils savent exactement ce qu'ils font. Ils ont décidé de protéger avant tout leurs amis les riches et leurs amis multinationales. Je propose, non pas qu'on les forme, mais qu'on les remplace.

Une campagne électorale c'est difficile. Il y a beaucoup de violence verbale, particulièrement à l'égard des femmes. Comment vit-on en tant que femme engagée dans la politique ?

Déjà on essaye de ne rien laisser passer. Moi, j'ai été insultée de « poissonnière » par un député de La République en marche alors que je montais à la tribune. Il a eu – fait qui n'est quasiment jamais arrivé – une amende. Et je crois que c'est une des seules choses dont on se rappellera du mandat de ce monsieur. Donc,

ne rien laisser passer est très important, pas seulement pour ma personne, mais aussi parce que les femmes en politique sont certes beaucoup plus nombreuses qu'avant, mais qu'il faut constamment et sans cesse inventer ce que c'est d'être une femme en politique.

Je suis assez fière du mandat qu'on a fait avec les autres femmes de mon groupe. Nous avons constitué en quelque sorte des modèles, non pas par nos personnes nous-mêmes, mais en montrant que oui, il est possible d'être des femmes en politique. Et de l'être de beaucoup de manières différentes.

J'ai la réputation d'avoir une parole assez crue. Les qualificatifs [utilisés à mon égard] sont une manière de repousser les femmes en dehors de la politique, de nous dire que nous n'y avons pas notre place. Nous sommes en politique. Nous le resterons. Et que cela leur plaise ou non, nous serons là à l'avenir. C'est la meilleure manière de leur répondre.

Notes

- [1] Selon la Mutualité sociale agricole (MSA), le revenu des agriculteurs était en 2016 en moyenne de 13 000 à 15 000 euros sur l'année. Sur l'année, près de 20 % des exploitants ont été en déficit et 30 % ont gagné en moyenne moins de 350 euros par mois.
- [2] Si le béton utilisé sur la planète était un pays, il serait le troisième émetteur mondial de gaz à effet de serre, juste derrière la Chine et les États-Unis.
- [3] La climatisation est actuellement responsable de 10 % de la consommation électrique mondiale, selon l'Agence internationale de l'énergie. Avec des conséquences bien réelles : dans les villes, la climatisation entraîne en moyenne une hausse de la température entre 1 et 1,5 °C comparée à celle des campagnes avoisinantes.

Hervé KEMPF (Reporterre), Mathieu GÉNON (photographies) [...] 30 mai 2022